

DIFFUSION INTERNE

LA RECHERCHE  
URBAINNE  
A L'ORSTOM

*tome 1: orientations  
et projets*

ORSTOM PARIS  
AOUT 1979

DIFFUSION INTERNE

LA RECHERCHE

URBAINE

A L'O.R.S.T.O.M.

Tome 1 :  
*ORIENTATIONS ET PROJETS*

O.R.S.T.O.M. PARIS

août 1979

# T A B L E   D E S   M A T I E R E S

	<u>Page</u>
<u>INTRODUCTION</u> , par S. CHAZAN, R. DEVAUGES, F. GENDREAU et Y. MARGUERAT.....	3
 <u>PREMIERE PARTIE : LA VILLE DANS L'ETAT</u>	
- Démographie et systèmes urbains, par P. ANTOINE et M. PICOUET.....	23
- Etude de la dynamique du réseau urbain de la région des Plateaux (Togo), par P. VIMARD.....	29
- Les réseaux urbains et leur évolution, par Y. MARGUERAT.....	35
- Eléments pour la définition d'un programme de recherche sur les systèmes urbains, par LE CHAU et F. GENDREAU.....	39
- Croissance économique et centralisation métropolitaine dans la région de Zulia (Vénézuéla), par LE CHAU.....	47
 <u>DEUXIEME PARTIE : L'HOMME DANS LA VILLE</u>	
- Propositions pour un ensemble coordonné de recherches en sociologie urbaine, par R. DEVAUGES suivi de quelques remarques complémentaires théoriques et pratiques.....	71
- Propositions pour une recherche interdisciplinaire sur les milieux urbains, par P. HAERINGER.....	89
- Les banques de données pour l'aménagement, réflexions sur quelques expériences par R. DEVAUGES et F. GENDREAU.....	111
- Un plan d'exploitation informatique et de géomatique du recensement de Brazzaville (Congo), par R. DEVAUGES.....	123
- Structures artisanales et modes de développement urbain, par C. De MIRAS.....	131
- Une enquête sur le secteur non structuré en Tunisie, par J. CHARMES.....	135
- Formation scolaire et activités de production au Cameroun, par J.Y. MARTIN.....	141

	<u>Page</u>
- Attitude à l'égard de l'emploi des jeunes déscolarisés inscrits à l'Office de la Main d'Oeuvre de Côte d'Ivoire, par A. HAUSER.....	143
- La ville et le rapport aux valeurs occidentales, par M.J. JOLIVET.....	149
- La gestuelle au fil du temps : pour une exploitation systématique de la vie quotidienne en milieu urbain par P. HAERINGER.....	153
- Destructuration et restructuration de la famille en milieu urbain. Formation des groupes en ville, par E. LEBRIS, J.M. GIBBAL, A. MARIE, A. OSMONT, et G. SALEM.....	157

Note : Les opinions exprimées dans les textes constituant cette brochure n'engagent que leurs auteurs et non l'ORSTOM.

---

## I N T R O D U C T I O N

par Suzanne CHAZAN (sociologue), Roland DEVAUGES  
(sociologue), Francis GENDREAU (démographe),  
et Yves MARGUERAT (géographe).

### I. APERCU HISTORIQUE

1. La recherche urbaine est un domaine qu'il est peut-être facile de cerner avec quelque précision si l'on regroupe sous cette expression l'ensemble des recherches ayant pour objet la ville, l'urbanisation, ou le fait urbain ; mais il est beaucoup plus difficile de présenter de façon ordonnée et cohérente un bilan ou un programme général sur ce thème dans la mesure où la ville n'est pas en elle-même une problématique : les recherches urbaines peuvent être menées selon des approches si différentes, avec des hypothèses de travail si diverses, à des échelles si variées que finalement elles constituent un ensemble très hétérogène, et bien souvent des chercheurs travaillant sur la ville peuvent apparaître beaucoup plus étrangers l'un à l'autre que des chercheurs travaillant sur des thèmes différents mais avec une problématique commune.

2. Les recherches urbaines menées à l'ORSTOM n'échappent pas à cette hétérogénéité, pas plus en conséquence qu'un document comme celui présenté ici. Cette observation est loin d'être une pure clause de style et se retrouve à la lecture des textes qui suivent.

Un bref aperçu historique de l'évolution de la recherche urbaine à l'Office est d'ailleurs nécessaire pour expliquer les raisons de la publication de cette brochure qui, loin de constituer un aboutissement, se veut avant tout la trace visible d'une étape de la réflexion engagée par les chercheurs de l'ORSTOM travaillant dans ce domaine pour essayer à l'avenir de mieux articuler les différents programmes et de favoriser l'émergence de recherches interdisciplinaires.

3. Les recherches menées en Sciences Humaines en AFRIQUE ont été initialement plus orientées vers le milieu rural que vers les villes. Néanmoins, dès 1957, à la suite de l'ouvrage de G. BALANDIER sur les "Brazzavilles noires", deux sociologues de l'ORSTOM sont envoyés sur le même terrain pour une recherche sur le chômage. Celle-ci demeure surtout descriptive et intègre encore assez mal les matériaux réunis au cours de l'enquête aux orientations théoriques des auteurs : cette lacune sera toutefois corrigée quelques années plus tard par l'un d'entre eux - le responsable de l'étude psychologique - dans une introduction à son travail qui montrera la nécessité d'appréhender le phénomène urbain, non pas isolément, mais dans sa relation au monde extérieur, et la nature contradictoire, au sens dialectique du terme, de la relation ainsi instaurée.

C'est à peu près à la même époque qu'un géographe commence, toujours au Congo, l'étude de Pointe-Noire, en situant cette ville au sein de son arrière-pays, marqué par la présence de cette agglomération en expansion rapide.

Enfin, c'est un peu plus tard, à partir de 1962 que les économistes se lancent dans les études urbaines avec l'ensemble des travaux menés sur Bouaké (Côte d'Ivoire) et sa région dans le cadre d'une recherche menée sur le thème de l'analyse économique spatiale en vue d'une planification régionale.

4. Depuis cette date, parallèlement à la poursuite et même souvent à l'accélération du processus d'urbanisation, les recherches se sont multipliées, souvent de façon dispersée, sur des thèmes définis au sein de chacun des Comités Techniques concernés (Economie-Démographie ; Géographie ; Sociologie) : la croissance démographique des centres urbains, les migrations et l'urbanisation, les relations villes-campagne, l'analyse économique régionale, l'armature urbaine, les comportements socio-économiques en ville, l'organisation du cadre de vie dans la grande ville, l'émergence et la signification du fait urbain dans l'espace rural, le pôle urbain de l'innovation sociale...

5. Une étape permet de se rendre compte de ce développement : c'est le colloque sur la croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar organisé en 1970 par le CNRS. A ce colloque participèrent 15 chercheurs de l'ORSTOM ; deux d'entre eux avaient la charge d'un rapport général, l'un sur la dynamique de l'espace urbain et les problèmes de politique d'urbanisme, l'autre sur les modifications apportées par la croissance urbaine aux relations entre villes. Enfin, sur les 58 communications présentées à ce colloque, 19 émanaient de chercheurs de l'Office. A titre indicatif, et pour montrer la diversité des approches, la liste de ces communications figure à l'annexe I.

6. Cette diversité se retrouve si l'on essaie de dresser un bilan sommaire de l'ensemble des recherches urbaines menées à l'ORSTOM. C'est ainsi que leur part dans les études publiées dans les éditions de l'Office est loin d'être négligeable, comme le montre l'annexe II. De même le bilan des recherches menées à l'ORSTOM de 1974 à 1976 montre que plus du quart des programmes réalisés au cours de cette période par les chercheurs des trois Comités Techniques concernés relève des thèmes relatifs aux recherches urbaines et intitulés "innovation sociale et économique en milieu urbain" et "le fait urbain" (1).

7. Parallèlement, une prise de conscience s'opérait parmi les chercheurs qui se rendaient compte de la complexité du phénomène urbain et de la nécessité pour eux de regrouper leurs efforts afin de dépasser la parcellisation des approches entraînée le plus souvent par le découpage des disciplines. C'est ainsi qu'au cours de la période 1970-1975, quelques tentatives de collaboration interdisciplinaire furent timidement lancées. Hormis sans doute l'expérience de 1973 à Brazzaville où un sociologue et un démographe collaborèrent à une étude sur la fécondité dans le cadre d'un programme international sur les changements dans la famille africaine, ces tentatives n'aboutirent pas. La principale raison en était sans doute que la réflexion théorique sur le problème n'avait pas encore suffisamment avancé au sein de chaque discipline.

8. Mais en 1976, deux projets apparaissent, qui favoriseront l'approfondissement de cette réflexion : le premier proposé par un géographe, comportait un programme d'écologie urbaine où l'attention se porterait désormais davantage sur le "milieu urbain" considéré aussi bien comme "cadre de vie" contraignant pour "l'homme-habitant" que comme creuset d'une dynamique

(1) "Rapport d'activité 1974-1976", ORSTOM, Paris, 1977, pp. 139-163.

(2)

sociale et culturelle décisive. Il explorait ce contenu thématique et ses exigences méthodologiques, notamment celles qui conduisent à l'idée d'une observation suivie et "intimiste" (1).

Le second projet, proposé par un économiste et un démographe, s'appuyant sur l'idée que les problèmes urbains étaient des problèmes nationaux, multisectoriels, structurels et socio-politiques, essayait de définir les conditions d'une recherche intégrée sur les systèmes urbains (2).

9. La distance séparant les deux approches était telle qu'elle amena les Comités Techniques concernés à constituer un groupe de réflexion sur le sujet. Au cours d'une première période (environ 1977), le groupe a essayé de se définir, d'établir un réseau de correspondants et de préciser une méthode de travail. S'il avait une base institutionnelle et une existence officielle puisque mis en place par les Comités Techniques concernés (Economie-Démographie, Géographie, Sociologie), la dispersion géographique des chercheurs intéressés ne favorisait pas son fonctionnement, d'autant plus qu'il n'entraît aucunement dans les intentions des chercheurs présents à Paris de prendre en charge la totalité de la réflexion qui ne pouvait qu'être le fait d'un travail collectif associant étroitement les chercheurs en affectation à l'étranger. Une liste large des chercheurs susceptibles de participer à la réflexion fut élaborée et un questionnaire permit de préciser la façon dont chacun concevait sa participation aux travaux du groupe. Au cours de plusieurs réunions de travail furent discutés les divers objectifs du groupe. En 1978, il fut décidé de concentrer les efforts sur un objectif limité dans un premier temps : faire le point des recherches urbaines menées à l'Office et susciter des propositions de programmes. Ainsi est née l'idée de la présente brochure dont il faut souligner à nouveau qu'elle constitue une première étape d'un processus qui devra se poursuivre.

X

X X

## II. TENDANCES ACTUELLES

10. La mise en forme de ce document permet de préciser la réflexion engagée à la suite de la formulation des deux projets de 1976 mentionnés plus haut. En effet, même si toute classification s'avère toujours imparfaite, surtout, comme c'est le cas ici, s'il s'agit d'une simple dichotomie, il est apparu que l'on pouvait regrouper la plupart des recherches urbaines menées à l'Office en deux grands thèmes, correspondant à deux niveaux d'analyse très différents et pour certaines d'entre elles à deux approches nettement différenciées : les deux projets de 1976 marquaient bien

(1) cf. Infra. Ph. HAERINGER.

(2) cf. Infra. Le Chau, F. Gendreau.

dès l'origine cette double distinction. Occasion d'approfondir les divergences, la présente brochure souligne simultanément les relations existant entre les recherches et dessine alors les axes d'une réflexion future. Ce ne seront plus les domaines de recherche, les pays étudiés, ni les niveaux d'analyse qui fonderont la nécessité d'un travail collectif, mais une réflexion commune sur les méthodes et les concepts d'analyse.

#### a) La ville dans l'Etat

Le titre finalement choisi pour le premier thème "La ville dans l'Etat" correspond à une approche globale du fait urbain. Les recherches présentées sous ce thème étudient la ville ou les réseaux urbains comme des ensembles, des systèmes, produits d'une histoire, d'un contexte démographique et d'un environnement géographique, économique et sociologique déterminé. Largement pluri-disciplinaire, même si les sociologues y sont peu représentés (1), ce sujet intéresse les démographes qui étudient le phénomène de la croissance urbaine dans un cadre national ou régional, les économistes qui veulent saisir la place des villes dans l'activité économique (2) avec les effets de polarisation ou de centralisation qui en découlent, ou les géographes qui analysent la formation des réseaux urbains, la distribution des fonctions urbaines et les rapports des villes entre elles. C'est du moins ce qui apparaît dans les textes intégrés à ce thème.

12. Le premier rédigé par P. ANTOINE et M. PICOUEt à partir de deux documents de travail élaborés en 1976 (3), se situe dans le contexte particulier propre au développement de la démographie dans les pays à statistiques imparfaites : il insiste sur les aspects méthodologiques de l'observation démographique, préalable à toute réflexion sur le phénomène de la croissance démographique des villes du Tiers-Monde. En ce sens l'on peut dire qu'il se situe en amont des autres articles, même si l'expérience accumulée ces dernières années permet déjà de dégager des possibilités de programmes dont la formulation même montre bien le caractère inter-disciplinaire.

(1) Les recherches de J.Y. MARTIN peuvent indifféremment être classées dans les deux thèmes retenus par le groupe puisqu'il étudie le "système d'éducation" dans son ensemble au niveau des états, le projet qu'il présente n'étant qu'un aspect d'une recherche plus globale où l'enseignement apparaît comme un mode particulier de l'intervention étatique.

(2) Les études des économistes qui travaillent sur le thème "des réseaux informels urbains" sont comme le sujet de J.Y. MARTIN, un domaine qui relève des deux thèmes distingués dans cet ouvrage. Ils ont été classés dans la 2ème partie pour la place qu'occupe l'analyse qualitative dans l'approche globale des phénomènes étudiés, qui renvoie alors nécessairement aux modes particuliers d'intervention de l'état.

(3) P. ANTOINE, septembre 1976, "Approche démographique de la croissance urbaine" ORSTOM, section de démographie, document de travail n° 3, 12 p. multigr.

M. PICOUEt, "Bilan du thème : Migration et croissance urbaine", ORSTOM, section de démographie, document de travail n° 5, 25 p. multigr.

13. Le programme présenté par P. VIMARD sur l'étude des villes de la Région des Plateaux, au Togo, est une illustration concrète de ces possibilités nouvelles. Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'il a son origine dans des recherches menées conjointement dans la région ces dernières années par des démographes et des géographes dont l'objectif essentiel était d'établir de manière précise la relation entre "comportements économiques" et "croissance démographique" en zone rurale. De là est né ce projet d'une étude du dynamisme démographique des villes de la région, et, plus particulièrement, de leurs capacités d'attraction, puis de fixation des migrants. Il s'agira d'un travail pluri-disciplinaire, avec la participation d'un démographe (P. VIMARD) et d'un sociologue (M. AGIER), avec la collaboration d'un géographe (Y. MARGUERAT).

14. Y. MARGUERAT, dans sa contribution sur "les réseaux urbains et leur évolution" expose les recherches qu'il mène, à partir d'une démarche comparative sur la logique qui préside au développement urbain en Afrique noire du fait du contexte historique et des conditions économiques et politiques qui ont prévalu dans ces pays jusqu'à aujourd'hui. Ce sont donc les relations qui s'établissent entre les villes, avec tous les problèmes liés à leur hiérarchisation et à la place occupée par la capitale (phénomène de macrocéphalie) qui retiennent son attention.

15. Le texte de LE CHAU et F. GENDREAU reprend le projet mentionné précédemment. Il s'agit moins d'un programme que d'une réflexion devant permettre de préciser les bases sur lesquelles devrait reposer l'élaboration d'un programme inter-disciplinaire sur les "systèmes urbains". L'intégration des recherches s'impose en effet par suite de la complexité des phénomènes étudiés et elle suppose un consensus sur le style des recherches et les méthodes d'approche.

16. C'est dans cette optique pluri-disciplinaire et intégrant les méthodes d'investigation propres à chaque discipline que doit être compris le programme de LE CHAU. S'interrogeant sur la capacité des théories de recherche urbaine à exprimer la diversité des situations concrètes, l'auteur oriente son travail en vue d'intégrer dans "l'analyse du système urbain" et de ses centres de croissances (région de ZULIA au Vénézuéla) toute la complexité de la structure régionale. Dans le cadre de la région, entité tant historique qu'économique ou politique, sera précisé comment la rationalité capitaliste dominant à l'échelle de l'économie nationale, se trouve transformée, détournée de sa finalité par le contexte spécifique local qui constitue le champ privilégié de l'investigation et de la recherche. Ce ne sont plus ainsi les concepts théoriques qui éclaireront cette réalité régionale : la recherche concrète deviendra le moyen d'une réflexion et d'une critique des théories.

17. Cette attention portée à la réalité régionale est un retour à ce qui a été, par le nombre des travaux engagés, le principal thème des recherches urbaines en Afrique Noire dans les années 1965-70 et au-delà : les relations entre une ville et son environnement rural. Ces "rapports villes-campagnes" ont abouti à de nombreuses et excellentes publications par les géographes (notamment de "ruralistes"), quelques sociologues et les économistes de l'équipe de Bouaké (cf. bibliographie, en particulier les titres du Colloque de Talence en 1970). J. CHAMPAUD et A. FRANQUEVILLE sont en train d'achever les vastes recherches qu'ils ont entreprises à cette époque sur les villes de l'Ouest camerounais et sur la région de Yaoundé. Mais le thème a été, depuis, discrètement abandonné.

L'échec est indéniable : on a accumulé les monographies -remarquables- mais aucune vision synthétique, aucune idée novatrice ne s'en sont dégagées, qui eussent pu relancer la problématique. On en est resté à la singularité de chaque cas (dont les confrontations mettaient en lumière les similitudes les plus banales), en s'en tenant à une approche spatiale essentiellement descriptive (opposition "la ville"/"la campagne") et statique, sans s'interroger sur les structures sociales qui ont produit ces espaces et leurs relations, ni sur l'évolution des unes et des autres. On a là un bon exemple de la nécessité d'un va-et-vient constant entre observation concrète et réflexion théorique. Le passage d'une formulation comme "la ville dans l'espace" au thème actuel "la ville dans l'Etat" nous fait bien sentir le chemin parcouru.

## b) L'homme dans la ville

18. Le second grand thème sous lequel peuvent être regroupés la plupart des autres programmes, s'intéresse à la ville considérée de l'intérieur et pourrait s'intituler "l'homme dans la ville" (1). Ce thème s'attache à l'organisation de l'espace vu notamment en tant qu'espace habité matérialisant les rapports sociaux dominants, incluant tous les problèmes qui s'y rattachent (problèmes fonciers et immobiliers, politiques de l'habitat, liaisons domicile-travail) et précisant de cette manière l'ensemble des conditions de vie des citoyens, placés le plus souvent dans "une situation de dépendance économique à l'égard du capitalisme mondial" (2). De cette façon, ce second thème est indissociable du premier ; il faut cependant avancer dans les recherches concrètes et la réflexion pour dégager les liaisons précises qui s'établissent entre ces deux modes d'approche du fait urbain. Dans cette perspective seront étudiées les stratégies des individus et des groupes (comportements démographiques, structures des groupes domestiques, cheminements professionnels, solidarités et distanciations sociales), les difficultés de la vie quotidienne et domestique (budgets, santé, organisation du temps, condition de la femme, problèmes d'éducation politique sociale et scolaire), enfin l'émergence d'une société citadine spécifique (nouveaux rapports sociaux et interpersonnels, innovation culturelle, pathologie de l'urbanisation de masse)(1).

19. La première contribution présentée dans ce thème est celle de R. DEVAUGES sur les travaux en sociologie urbaine. Ce document après une analyse du cadre institutionnel de la recherche à l'Office, propose en une première approche, des éléments pour la définition d'une problématique sociologique du fait urbain et suggère quatre programmes de recherches inter-disciplinaires : sociologie de la croissance urbaine, société urbaine, sociologie du "vivre en ville". Une annexe ajoute quelques remarques personnelles sur les problématiques les plus couramment utilisées et sur les conditions de travail de l'ORSTOM en pays étranger.

20. Cette expression du "vivre en ville", est due à P. HAERINGER qui, à partir de son expérience des recherches sur la grande ville comme, mi-

(1) Cf. Ph. HAERINGER, infra.

(2) cf. E. LEBRIS et coll, infra.

lieu de vie, a proposé en 1976 le projet déjà mentionné de recherches inter-disciplinaires sur le milieu urbain. Son souci est de rassembler les travaux de chercheurs d'horizons différents, provenant non seulement des sciences humaines, mais aussi d'autres disciplines comme l'hydrologie, la parasitologie, la nutrition, en vue d'une étude sur les modes de vie permettant d'approcher la notion "d'homme-habitant".

21. Le troisième article rédigé par R. DEVAUGES et F. GENDREAU est le produit d'une mission d'information auprès de diverses expériences de "banques de données urbaines". Il s'agit là d'un outil technique récent utilisé avec des fortunes diverses dans plusieurs pays industrialisés et dont la mise en œuvre dans les pays du Tiers-Monde peut contribuer à améliorer considérablement les conditions de la recherche urbaine. En effet, la constitution de "fichiers" tenus à jour permet des développements dans des directions nouvelles ou insuffisamment explorées comme le traitement mathématique des variables (analyse hiérarchique, analyse factorielle) ou encore la cartographie automatique.

22. Une application de ce type d'approche est d'ailleurs fournie par R. DEVAUGES dans son programme en cours sur la ville de Brazzaville. Il s'agit d'une exploitation particulière du recensement de 1974 débouchant sur la production automatique de cartes, les données de base étant disponibles au niveau de l'ilôt. Au delà des aspects techniques d'une telle recherche, nous mentionnerons ici le souci du chercheur de définir des "unités d'analyse sociologiquement significatives" à partir des données de l'observation, lui permettant de faire l'étude de "la société urbaine" en tant que milieu interne et dans ses relations avec "ses environnement". Cette étude se rapproche des travaux de J. CHARMES dans les relations qu'elle cherche à établir entre les aspects quantitatif et qualitatif dans la mesure où ces niveaux d'analyse se déterminent réciproquement et supposent une critique des données statistiques disponibles (1).

23. J. CHARMES et C. DE MIRAS travaillent, l'un en Tunisie, l'autre en Côte d'Ivoire sur "les milieux informels urbains". Les travaux de C. DE MIRAS qui font partie d'un programme pluri-disciplinaire plus large auquel sont associés deux chercheurs du CNRS (2) et P. CASAMAJOR, géographe de l'ORSTOM, montrent que "l'espace urbain devient le moyen d'une spéculation capitaliste conduisant le secteur de subsistance à une très forte instabilité d'implantation foncière et immobilière". Le secteur de subsistance défini par l'auteur comme une structure "ayant un fonctionnement en reproduction simple avec main-d'oeuvre quasi gratuite et sans comptabilité" est l'une des structures productives appartenant au domaine de l'artisanat. Il se différencie nettement du secteur de transition, "sorte de lieu de passage de quelques rares ateliers artisanaux qui atteignent la forme de la PME". Celle-ci a déjà fait l'objet d'une première étude et a permis de jeter les bases de la question fondamentale de cette recherche qui consiste à analyser, "les conditions de production et de reproduction du secteur de subsistance" et cela dans différentes branches de production : garage, menuiserie, tailleurs, ferronnerie.

(1) cf. J. CHARMES, infra.

(2) c. VIDAL et M. LE PAPE

24. J. CHARMES, à partir d'une enquête sur le "secteur non structuré" en Tunisie met en évidence le double intérêt méthodologique et pratique de ce champ de recherche et propose de la compléter par une étude sur "les circuits commerciaux et de distribution". Sur le plan statistique, ce secteur d'activité présente "du point de vue de l'emploi comme de la production, une part importante de l'activité économique nationale" ; d'un point de vue méthodologique, l'utilisation des données statistiques et comptables disponibles amènera nécessairement la réflexion à un affinement voire une critique des nomenclatures utilisées pour décrire ces données. Cette double problématique se reflète bien dans le détail de l'analyse où la partie quantitative, point de départ de la recherche, est confrontée à l'analyse qualitative donnée par les "monographies de métier" et réciproquement où le produit de ces analyses qualitatives sert de référence à l'établissement d'un questionnaire diffusé sur un échantillon représentatif des métiers étudiés. Ces sondages permettent alors d'approfondir trois questions jugées essentielles :

- "la structure de l'emploi et les rémunérations
- l'estimation de la valeur ajoutée et de la production
- l'établissement d'une typologie des entreprises en fonction des structures et des comportements".

L'on retrouve bien les catégories statistiques, mais chargées d'un contenu qui peut être différent des concepts sur lesquels repose généralement la comptabilité nationale (1).

25. Les travaux de J.Y. MARTIN et de A. HAUSER bien que fort différents constituent à eux seuls toute la recherche faite par l'ORSTOM dans le domaine "de la formation et de l'emploi". Ces thèmes de recherche, plus que tout autre, rejoignent les préoccupations actuelles des gouvernements des pays en développement. J.Y. MARTIN étudie le système scolaire au Cameroun et a déjà, de par l'ancienneté de ses travaux, des éléments de comparaison avec divers pays : Tchad, Nigéria, Niger ; cela autour d'une problématique qui montre comment les structures scolaires, produits de la colonisation, reflètent les contradictions générales de la société globale. Élément de différenciation sociale, et vécue comme telle, la scolarisation, si elle n'est pas suivie d'une "insertion dans la vie professionnelle et sociale" produit au plan individuel et collectif des effets dysfonctionnels : inadaptation, chômage. Plus encore, l'insertion scolaire elle-même est un processus généralisé de rupture, de séparation en tant qu'il véhicule des valeurs étrangères aux conditions de vie et d'éducation des scolarisés. C'est pourquoi l'étude de la "formation scolaire en relation avec les activités de production au Cameroun" de ce chercheur envisage le double aspect social et idéologique aux deux bouts de la chaîne formation-emploi. Le contenu de l'enseignement diffusé par l'intermédiaire des programmes est lui-même conditionné par la structure de l'emploi. C'est ce qui est développé par la formule "la formation scolaire est produite par et pour le milieu urbain".

(1) L'on retrouve ici tout le courant de recherche du groupe de travail AMIRA auquel participe ce chercheur et dont le colloque s'est tenu en janvier 1979 à Paris.

26. A. HAUSER a effectué en Côte d'Ivoire une enquête (1) sur "l'attitude des jeunes scolarisés inscrits au registre de la main-d'œuvre et à la recherche de leur premier emploi". Il remarque que, souvent ces jeunes "sont les laissés pour compte d'un système d'éducation qui les a déracinés de leur milieu d'origine sans pour autant avoir acquis de savoir pratique". Cette constatation rejoint les interrogations qui fondent le travail de recherche de J.Y. MARTIN. L'auteur s'interroge alors sur le décalage entre les aspirations formulées (profession idéale par rapport à celle apprise à l'école) les attentes (profession envisagée, apprise sur le tas) et les possibilités immédiates (emploi de manoeuvre), et constate "que les jeunes font preuve d'un réalisme fondamental". Ces attitudes sont modulées selon que ces jeunes habitent Abidjan, Bouaké ou San Pedro. Les différences sont particulièrement nettes pour le travail salarié agricole ou l'éventualité d'un retour au pays d'origine, traduisant ainsi leur attitude à l'égard du mode de vie urbain.

27. Dans l'intervention de M.J. JOLIVET, qui a travaillé sur la société créole de Guyane française, la recherche urbaine est appréhendée comme une nécessité, imposée par le développement de sa problématique de la crise guyanaise. Sa position se situe à la charnière des deux thèmes jusqu'alors distingués, dans la mesure où elle définit la ville comme incarnation de l'ordre social, économique et culturel que fait et reflète la pratique des agents, ce qui la conduit à pousser l'étude jusqu'au niveau du vécu individuel, pour saisir le rapport à cet ordre dans son double aspect objectif et subjectif. Cette approche lui permet de montrer que dans le cas de la Guyane, la ville est le lieu privilégié de la politique de prestige pratiquée par l'Etat français, et que par là même pour les Guyanais, à travers le processus d'assimilation auquel les soumet la départementalisation, mais qu'ils prennent en charge, cette ville devient une petite réduction de la métropole, et plus généralement le cadre-objet de leur rapport aux modèles de la société occidentale entièrement confondus avec la notion de progrès. Puis, constatant qu'une forte migration vers la métropole vient logiquement couronner le processus d'assimilation dont l'exode rural continu marque la première actualisation locale, ce chercheur suggère un élargissement de cette problématique à une sociologie des migrations où l'étude du "rapport à la ville" deviendrait centrale, ce rapport pouvant être considéré comme révélateur du contenu idéologique de la relation entre un pays développé et un pays sous-développé. Cet élargissement ne serait toutefois pleinement significatif à ses yeux, qu'à condition de mettre la problématique à l'épreuve des faits antillais, pour voir si le fonctionnement idéologique du lien départemental y apparaît aussi comme "l'expression d'un mode de relation beaucoup plus général entre société occidentale et Tiers-Monde".

28. P. HAERINGER dans ses travaux de recherche en Côte d'Ivoire a choisi comme angle d'attaque du milieu urbain la vie quotidienne. En se démasquant des recherches sectorielles (lieux de travail, école, vie publique), en érigeant "la banalité quotidienne en fait d'observation scientifique", il entend assurer un "fondement cohérent à l'exploration thématique de la vie citadine". Sa démarche consiste en un renversement de pers-

(1) Enquête établie en 1974 avec la collaboration du Ministère du Plan.

pective où l'individu dominé dans tous les domaines de la vie quotidienne (problèmes de logement, travail, scolarité, etc...) et éclaté socialement dans les différentes synthèses d'activité, se trouve confronté à des situations auxquelles il réagit.

L'étude de la "vie quotidienne renvoie continuellement au biographique" qui permet alors de saisir concrètement les rapports de l'individu à la société. A terme, cette recherche pourrait déboucher sur les rapports de l'état à la société civile.

29. E. LE BRIS participe à une recherche collective et pluridisciplinaire déjà fort avancée (1) sur le thème "destructuration et restructuration de la famille en milieu urbain. Formation des groupes en ville". Le dispositif choisi par cette équipe pour créer les conditions d'un travail collectif s'inscrit dans une liaison enseignement-recherche-documentation. L'organisation du travail au sein de l'équipe prévoit un thème particulier à chaque chercheur (2). La généralité de ces thèmes et le principe admis de "partir des groupes réels et de les suivre dans le temps et dans l'espace, dans les situations concrètes où ils se manifestent, soit collectivement, soit par l'intermédiaire de l'un ou l'autre de leur membre", permettra de considérer le système urbain comme "un processus historique, lieu de rapports multiples, de pratiques quotidiennes et de contradictions". L'équipe anime un séminaire de DEA au Centre d'Etudes Africaines de l'EHESS sur ce thème.

La bibliographie qui figure à la fin du texte est le produit de la recherche documentaire effectuée par cette équipe avec la collaboration de M. AGHASSIAN, Chef de travaux de l'EHESS.

### III. PERSPECTIVES D'AVENIR

30. Au terme de la présentation de cette brochure et de l'histoire de la formation de ce groupe "recherche urbaine", et avant d'aborder les problèmes d'avenir, il apparaît important de mettre l'accent sur deux points. Tout d'abord, l'on a évité de soulever la question de la définition de la ville : dans les différentes régions étudiées, les seuils quantitatifs de concentration sont très différents et leur signification est en étroite relation avec les structures socio-économiques qui "produisent ces villes". Aussi, les définitions, souvent implicites de l'urbain contenues dans les différents textes marquent-elles le souci des chercheurs de dépasser une définition purement quantitative.

(1) Le document de travail joint a fait l'objet d'un appel d'offre de la DAFU.

(2) A. MARIE "Famille et stratification sociale en milieu urbain : étude de cas". A. OSMONT "Stratégies sociales dans les transformations familiales et la formation des groupes en milieu urbain". J.M. GIBBAL "Recherche sur la marginalité urbaine. Etude de groupement magico-religieux à Bamako et à Lomé". E. LE BRIS "Etude de cursus migratoires au Togo". G. SALEM "Biographies de chefs de ménage dans plusieurs villes du Sénégal".

31. Il est par ailleurs évident que l'hétérogénéité des approches résulte largement de l'influence des théories divergentes qui marquent les recherches urbaines : historiciste, culturaliste, écologiste, marxiste, si l'on s'en tient à l'ouvrage fondamental de M. CASTELLS (1) qui dresse un bilan critique des théories sur la question urbaine. Ces divergences ont d'ailleurs été à la source de nombreuses discussions au sein du groupe, surtout lorsqu'il s'est agi de donner un intitulé à chacun des deux grands thèmes retenus. Mais finalement, la démarche qui a présidé à l'élaboration de cette brochure et qui visait essentiellement à produire un bilan et à proposer de nouvelles directions de recherche, a abouti à un ensemble de textes relativement structurés, mais où, pour la plupart, les problèmes théoriques n'apparaissent que de façon sous-jacente.

32. Il n'en reste pas moins, et nous abordons maintenant la question de l'avenir des recherches urbaines à l'Office, que l'un des points essentiels sur lesquels devra maintenant porter la réflexion, surtout dans l'optique de la constitution d'équipes pluri-disciplinaires, est justement l'approfondissement théorique des diverses problématiques de chaque programme au sein de chacun des deux grands thèmes. Car un accord préalable sur une problématique commune, ou à tout le moins, une réflexion commune sur une ou des problématiques, est sans doute une condition essentielle de la réussite d'une recherche inter-disciplinaire. Les exemples sont nombreux qui démontrent cette nécessité.

33. Un deuxième aspect de la réflexion paraît important à entreprendre : les chercheurs semblent s'accorder pour exprimer le souhait de la mise en place de programmes inter-disciplinaires : la plupart des textes présentés dans cette brochure en témoignent. Cependant, cette confrontation des théories implicites ou explicites ne peut se faire dans le vague, l'interdisciplinarité n'étant pas une fin en elle-même : elle ne peut en effet, sous peine de voir la recherche perdre toute efficacité, se substituer à l'approfondissement de la réflexion et des pratiques mené au sein des disciplines particulières. Sa justification profonde est de maîtriser les aspects du concret qui ne se réduisent pas au champ d'une seule discipline et, au-delà, d'ouvrir des directions nouvelles susceptibles d'induire une remise en cause des démarches, des méthodes et des recherches antérieures.

34. Une telle pratique devrait emprunter deux voies :

1) Le travail en commun sur un thème concret, une recherche aux objectifs peut-être limités mais précis, par une équipe de taille raisonnable qui a la volonté de travailler ensemble, ce qui exige un minimum d'affinités personnelles et un maximum de préoccupations théoriques communes. La cohabitation est probablement indispensable : la coopération par correspondance est rarement efficace.

2) Un lieu d'échanges, où les problèmes seront débattus à partir des résultats et des réflexions apportés par chacun des participants. Cela peut se faire sous une forme étalée, un séminaire annuel, par exemple, du type des séminaires du groupe de recherches urbaines en Afrique (DAFU-EHESS-Laboratoire 94) ou d'ethnologie urbaine (EHESS) ; ou ramassée (un nouveau "Talence 1970" ?) : un colloque scientifique sur un thème précis dont la problématique est déjà avancée, comme le colloque organisé par l'IEDES en mars 1979 sur la petite production marchande en Afrique. La présence physique paraît là encore indispensable.

(1) CASTELLS (M), 1972, "La question urbaine" éd. Maspéro 529 p.

35. Enfin, en supposant résolus ces deux problèmes, le troisième aspect sur lequel il faut se pencher est celui du cadre institutionnel. Comment utiliser les structures administratives et scientifiques existantes pour mettre en place un dispositif de travail inter-disciplinaire réellement opérationnel ? Et si les structures existantes ne le permettent pas, quelles nouvelles structures faut-il envisager ? L'on pourrait s'inspirer de dispositifs comme ceux du groupe AMIRA ou du groupe de démographie africaine qui, tout en restant des structures informelles, permettent une confrontation entre personnes (chercheurs, experts...) appartenant à des institutions (INSEE, Ministère de la Coopération...) dont les liaisons avec l'Office sont multiples. C'est sans doute ce type d'interrogation que se poseront les chercheurs qui, dans les prochains mois, poursuivront la réflexion engagée.

Paris, juillet 1979.

ANNEXE IListe des communications présentées par des chercheurs de  
l'ORSTOM au Colloque sur la Croissance Urbaine en Afrique  
Noire et à Madagascar(CNRS, BORDEAUX-TALENCE, 29 septembre - 7 octobre 1979)

- AUGER Alain, "Le ravitaillement vivrier traditionnel de la population africaine de Brazzaville", pp. 273-298.
- BOUTILLIER Jean Louis, "Urbanisation et comportement socio-démographiques. Quelques caractéristiques d'une population de fonctionnaires d'un centre urbain secondaire du nord de la Côte d'Ivoire", pp. 371-374.
- CANTRELLE Pierre et al., "Recherches sur la morbidité et la mortalité différentielles urbaines-rurales au Sénégal", pp. 317-337.
- CHAMPAUD Jacques, "L'utilisation des équipements tertiaires dans l'Ouest du Cameroun", pp. 401-413.
- CHEVASSU Jean, "Essai de définition de quelques indicateurs de structure et de fonctionnement de l'économie des petites villes de Côte d'Ivoire," pp. 415-432.
- " " "Essai d'appréciation de l'évolution récente de quelques petites villes de Côte d'Ivoire", pp. 433-445.
- COTTEN Anne-Marie, "Les villes de Côte d'Ivoire. Essai de typologie fonctionnelle", pp. 455-474.
- COURADE Georges, "L'espace urbain de Buéa (Cameroun Occidental). Essai de géographie sociale", pp. 475-492.
- FRANQUEVILLE André, "Les immigrés du quartier de la Briqueterie à Yaoundé (Cameroun)", pp. 567-590.
- GENDREAU Francis, "Les centres urbains à Madagascar. Données récentes". pp. 591-609.
- HAERINGER Philippe, "L'urbanisation de masse en question. Quatre villes d'Afrique Noire", pp. 625-651.
- HAUSER André, "Problèmes posés par l'évaluation du nombre des chômeurs en milieu urbain en Afrique", pp. 667-676.
- LACOMBE Bernard et Al., "Les unités collectives et l'urbanisation au Sénégal. Etude de la famille Molof", pp. 357-370.
- LE CHAU, PERRIN Jean-Claude, "Modèles graphiques d'économie urbaine. Application à une étude de structure et d'évolution de la ville d'Antsirabe", pp. 921-934.

LIERDEMAN Jean-Louis, "Pointe-Noire : évolution d'un modèle de croissance démographique urbaine (1958-1970)", pp. 785-802.

MARGUERAT Yves, "Réflexions provisoires sur la décadence des villes secondaires au Cameroun", pp. 841-845.

PORTAIS Michel, "L'influence d'une petite ville sur son environnement rural : le bassin d'Ambalavao (Sud-Betsileo, Madagascar)", pp. 935-954.

TISSANDIER Jean, "Aspects des relations villes-campagnes dans le département de la Haute Sanaga (République Fédérale du Cameroun)", pp. 1029-1045.

WURTZ Jacqueline, "Influence de la ville de Tananarive sur les structures agraires de sa région", pp. 1079-1087.

X

X X

En plus de ces communications, deux chercheurs de l'ORSTOM présentaient des "rapports généraux" :

HAERINGER Philippe, "La dynamique de l'espace urbain en Afrique Noire et à Madagascar. Problèmes de politique urbaine", pp. 177-186.

COTTEN Anne Marie, "Les modifications apportées par la croissance urbaine dans les relations entre villes", pp. 205-214.

ANNEXE IILes recherches urbaines dans les publications de l'ORSTOMI. CAHIERS DE SCIENCES HUMAINES

1963, vol. 1 n° 2 : DEVAUGES (R), "Les chômeurs de Brazzaville et les perspectives du barrage du Kouilou", 100 p.

n° 3 : DEVAUGES (R), BIFFOT (L), "Les dépenses exceptionnelles dans les budgets de ménage à Pointe Noire", 301 p.

n° 4 : ALTHABE (G), "Le chômage à Brazzaville. 1ère partie : étude psychologique", 106 p.

1965, vol. III n° 3 : LE CHAU, "Le commerce dans la région de Bouaké (Côte d'Ivoire)".

1969, vol. VI n° 1 : COTTEN (AM), DUCHEMIN (JP), TROUCHAUD (JP), VERNIERE (M), "Les petites villes de Côte d'Ivoire (1ère partie)" pp. 57-112.

n° 2 : BOUTILLIER (JL), COTTEN (AM), SCHWARTZ (Alfred), de BETTIGNIES (J), "Les petites villes de Côte d'Ivoire (2ème partie)", pp. 2-22.

n° 3 : WURTZ (J), "Réflexions à propos d'une enquête quantitative sur la région de Tananarive", pp. 83-124.

BIED-CHARRETON (M), "Limites et intérêt des aspects quantitatifs d'une étude socio-économique. Méthodologie de l'enquête statistique Plaine de Tananarive", pp. 125-145.

1970, vol. VII n° 4 : ANCEY (G), "L'influence d'un centre urbain sur la zone rurale environnante. L'exemple de Bouaké-Brobo (Côte d'Ivoire)", pp. 49-78.

1971, vol. VIII n° 1 : HOSSENLOPP (J), "Evolution de l'urbanisation des 14 Etats d'Afrique Noire et Madagascar, avec une esquisse prospective à l'horizon 1985", pp. 25-36.

n° 2 : GIBBAL (JM), "Stratégie matrimoniale et différenciation sociale en milieu urbain abidjannais (le choix de l'épouse)", pp. 187-199.

LE COUR-GRANDMAISON (C), "Stratégies matrimoniales des femmes dakaroises", pp. 201-220.

1972, vol. IX n° 3 : STECK (B), "Mokolo dans ses relations avec le milieu rural environnant", pp. 287-308.

CHAMPAUD (J), "Genèse et typologie des villes du Cameroun de l'Ouest", pp. 325-336.

FRANQUEVILLE (A), "Les relations ville-campagne sur la route au nord de Yaoundé", pp. 337-387.

n° 4 : PICOUET (M), "Influence de la migration dans la croissance de l'agglomération de Tunis. Perspectives 1966-1991", pp. 425-437.

1973, vol. X n°2-3 : "Migrations et déséquilibres villes-campagnes".

FRANQUEVILLE (A), "L'émigration rurale dans le département de la Lékié. Contribution à l'étude des relations ville-campagne dans le Sud du Cameroun", pp. 152-193.

HAERINGER (P), "Chemins migratoires maliens, voltaïques et nigériens de Côte d'Ivoire", pp. 195-201.

VERNIERE (M), "Campagne, ville, bidonville, banlieue : Migrations intra-urbaines vers Dadouane-Pikine, ville nouvelle de Dakar (Sénégal)", pp. 217-243.

HAERINGER (P), "San Pedro, 1969. La première vague d'immigrants", pp. 265-267.

HAERINGER (P), "San Pedro, 1973. Quatre années d'évolution", pp. 269-287.

FAGES (J), "Les migrations humaines en Polynésie française", pp. 289-293.

1974, vol. XI n°3-4 : FAGES (J), "Migrations et urbanisation en Polynésie française", pp. 243-258.

ROBINEAU (C), "L'urbanisation en tant que processus de changement rural. Le cas de la Polynésie française : Papeete et Moorea 1960-1970", pp. 287-295.

1975, vol. XII n° 4 : PICOUET (M), "Evolution récente du peuplement de l'agglomération de Tunis", pp. 345-378.

1976, vol. XIII n° 3 : ANTOINE (P), CANTRELLE (P), SODTER (F), DUBOZ (P), HERRY (C), "L'état civil urbain en Afrique. Exemples de Libreville et Brazzaville", pp. 265-295.

## II. TRAVAUX ET DOCUMENTS

- 1973, n° 21 LE CHAU "Economie urbaine d'Antsirabe (Madagascar 1966-1969)" 153 p.
- n° 28 AUGER (A), "Kinkala. Etude d'un centre urbain secondaire au Congo Brazzaville", 132 p.
- 1974, n° 33 PORTAIS (M), "Le bassin d'Ambalavao ; influence urbaine et évolution des campagnes (Madagascar)", 162 p.
- 1975, n° 40 MARGUERAT (Y), "Analyse numérique des migrations vers les villes du Cameroun", 107 p.
- n° 41 FAGES (J), "Punaauia-Paea. Contact ville-campagne et croissance urbaine de la Côte Ouest de Tahiti", 96 p.
- n° 44 ROBINEAU (C), "Papeete, premier marché de Tahiti", 140 p.
- 1977, n° 60 BONNEMAISON (J), "Système de migration et croissance urbaine à Port Vila et Luganville (Nouvelles-Hébrides)", 97 p.
- n° 73 LACOMBE (B), VAUGELADE (J) et coll. "Exode rural et urbanisation au Sénégal. Sociologie de la migration des Serer de Niakhar vers Dakar en 1970", 206 p.
- n° 75 DEVAUGES (R), "L'oncle, le ndoki et l'entrepreneur. La petite entreprise congolaise à Brazzaville", 187 p.

## III. MEMOIRES

- 1968, n° 26 VENNETIER (P), "Pointe Noire et la façade maritime du Congo Brazzaville", 458 p.
- 1974, n° 70 ANCEY (G), "Relations de voisinage ville-campagne. Une analyse appliquée à Bouaké : sa couronne et sa région (Côte d'Ivoire)", 258 p.



PREMIERE PARTIE

LA VILLE DANS L'ETAT



## DEMOGRAPHIE ET SYSTEMES URBAINS

### Bilan et propositions

par P. ANTOINE et M. PICOUET, Démographes

Ce texte se propose de dresser un bilan des études menées par les démographes en milieu urbain. A partir de cette expérience, on tentera de tracer quelques axes de recherche sur la ville. Mais au préalable il paraît nécessaire de s'interroger sur le problème posé par une recherche sur les systèmes urbains en particulier dans le contexte spécifique de la recherche démographique.

Face aux nombreux travaux concernant la croissance urbaine, aux tentatives pléthoriques de modélisation du phénomène urbain et ses incidences sur la croissance régionale et nationale, on relève à l'évidence le paradoxe né de la diversité des théories devant l'absence d'une solution réellement opérationnelle. Chaque théorie permet bien d'apprécier les effets de diverses modifications : transport, zonage, création de centres secondaires, pôle d'industrialisation etc..., mais elle donne rarement une vue intégrée de la répartition spatiale des habitants (1).

Les résultats fondés sur une économie urbaine ou une sociologie urbaine ont conduit à des impasses théoriques, dont les polémiques qui s'instaurent sur les pratiques urbanistiques ne sont que le reflet.

Le problème auquel on est confronté tient en effet à une nouvelle distribution de l'espace en fonction de facteurs extrêmement divers dont les plus importants semblent être l'accroissement de la population, l'émission de la relation directe entre population et ressources agricoles et la propagation rapide du progrès économique et social. Pour le résoudre il faut prendre des mesures : aménager l'espace urbain, reconsidérer les fonctions régionales nouvelles, envisager l'affectation de zones entières à des fonctions nouvelles. Chaque mesure entérine dans les faits un choix politique qui s'appuie sur un certain nombre de techniques. Cela signifie que la croissance urbaine n'est pas un objet d'analyse en soi ; ce qui l'est, ce sont les conséquences des facteurs évolutifs (croissance démographique, nouveaux besoins sociaux, rapports écologiques, activité économique ...) sur les concentrations de population. La connaissance de ces conséquences peut orienter le choix d'une stratégie d'aménagement de l'espace. Celle-ci apparaît alors comme une technique essentiellement dynamique liée à des impératifs qui ne peuvent être que politiques (2).

---

(1) Comme le notent Gendreau et Le Chau les problèmes urbains ne sont pas exclusivement "urbains", mais nationaux, étatiques et gouvernementaux, ni techniques mais fondamentaux et socio-politiques ...  
Voir Gendreau, Le Chau : "Éléments pour la définition d'un programme de recherche sur les systèmes urbains".

(2) Les exemples ne manquent pas dans ce domaine : Pikine au Sénégal, Yamoussoukro en Côte d'Ivoire, villes satellites ou de colonisation en Amérique Latine, Villes nouvelles périphériques en France, bordighs en Angleterre, etc...

Cette démarche évite de considérer le processus d'urbanisation tout à la fois comme une condition fondamentale du progrès économique, social et technique et comme une conséquence inéluctable de ce même progrès. En ce sens, l'objectif est moins de rendre compte tenu de la présence du phénomène que de saisir le rythme auquel il se produit. Dans ce contexte, deux problèmes se posent au démographe :

- définir le champ de l'étude, autrement dit la ville, l'urbain,
- étudier les composantes démographiques de la croissance urbaine.

Certains travaux de la section ont déjà contribué à apporter des éléments de réponse.

## I. PRESENTATION DES TRAVAUX

Si de nombreux travaux démographiques s'intéressent au phénomène urbain, c'est avant tout dans le but comparatif urbain/rural. On a tenté peu à peu de cerner l'évolution des systèmes urbains. Un bilan des données démographiques disponibles sur les centres urbains de quelques pays africains a été dressé en 1966 (GENDREAU). Cette étude compare les niveaux de la croissance urbaine et ses composantes pour différentes villes africaines.

Devant le manque de données démographiques de base, la mise au point d'outils méthodologiques pour recueillir ces indications s'avérait nécessaire.

C'est dans la banlieue de Dakar, à Pikine que, les premières études se développèrent. Il s'agissait de transposer en milieu urbain (CANTRELLE) la technique des enquêtes à passages répétés. Des données furent collectées sur le mouvement naturel (natalité-mortalité, en liaison avec des services d'action sociale) ainsi que sur le mouvement migratoire. Cette méthode fut ensuite appliquée (1968-1969) à l'étude de la mobilité de l'emploi, du niveau d'instruction et de la situation foncière (CANTRELLE).

La méthodologie de l'enquête à passages répétés a été adoptée également à Brazzaville (1974-1977) pour mettre en évidence les éléments de la croissance urbaine (croît naturel, croît migratoire) et obtenir des données sur l'emploi (DUBOZ), ainsi qu'à Abidjan (1978-79) pour dégager les mêmes indicateurs (ANTOINE, HERRY).

D'autres méthodologies ont également été utilisées. L'état civil se révèle un bon instrument pour l'obtention de données fiables sur la mortalité et la natalité. Après une expérimentation à Pikine en 1968 (CANTRELLE) l'ensemble de l'état civil de Dakar fut exploité (1972) et la validation de ces documents fut opérée à partir d'un échantillon (VERDIER). De même à Brazzaville où parallèlement à l'enquête à passages répétés une évaluation de l'état civil (1975) a été opérée (DUBOZ, HERRY).

Le recours à la photo aérienne permet une évaluation de la croissance urbaine (Dakar, 1970) : après analyse d'un échantillon de population, un coefficient de population par surface bâtie a été calculé et la population globale estimée après zonation sur couverture aérienne (en liaison avec VERNIERE) (1).

(1) La méthode peut permettre un suivi de la croissance démographique globale.

On le voit, après l'exposé de ces travaux, l'approche démographique selon l'expression de F. GENDREAU, s'appuie essentiellement sur une investigation de type statistique, tout en incluant la dialectique qualificatif/quantitatif.

Le chercheur bute encore sur de nombreux obstacles :

- la définition de l'urbain : le critère de taille de la population est inopérant et statique.

- les difficultés méthodologiques : problèmes de critères de résidence, population extrêmement mobile

- la tentation de privilégier l'explicatif plutôt que le descriptif.

L'étude des populations dans l'espace urbain ne fait que commencer et les démographes peuvent y contribuer largement. On peut tenter de dresser quelques axes de recherche en ce domaine.

## II. PROPOSITIONS DE RECHERCHE SUR L'ANALYSE DES SYSTEMES URBAINS

Ces propositions peuvent s'articuler autour de trois axes.

- 1 - La mesure de la croissance urbaine et sa définition
- 2 - Les composantes démographiques en milieu urbain
- 3 - Incidences démographiques de la croissance urbaine.

1) Il est nécessaire au préalable de définir l'objet de la recherche : le système urbain.

En laissant de côté la notion sociologique de l'urbain plus attachée à la propagation d'un type de vie (1) qu'à la concentration des effectifs, la définition de l'urbain pose le problème plus général de la mesure de la distribution de la population dans l'espace (2). Les travaux de nombreux auteurs sur la question (entre autres DACEY, HAGESTRANG, REILLI, TEKSE, ZIPF ...) montrent la complexité du problème sinon l'incapacité actuelle que l'on a à sortir des définitions empiriques ou administratives qui distinguent l'urbain du rural.

(1) Cette notion rendue célèbre par la formule "Urbanism as a way of life" de L. WIRTH (in the American Journal of Sociology 1938), apparaît très critiquable dès qu'il s'agit de la rendre opérationnelle : les caractères urbains sont très différents selon les pays, ils ne sont pas transposables ; le concept, démographique, bien que non exempt de difficultés échappe dans une certaine mesure aux difficultés inhérentes à la comparaison entre caractères urbains sur le plan historique et entre zones.

(2) Voir "The measurement of population distribution" O.D. DUNCAN, Population Studies, Vol. XI, n° 1, juillet 1957, et la mesure de la population dans l'espace BIRADEN et DUHOURCAU Population n° 1, 1974.

Jusqu'à là les démographes se sont peu intéressés au problème, le signalant à l'occasion, mais se contentant d'utiliser des typologies très simples tirées des nomenclatures de communes ou d'agglomérations à l'usage des recensements. Il est évident que cela est insuffisant. Tout incite à penser en effet que la définition jusqu'à là admise de la ville avec son centre, son réseau de communications y accédant, ses faubourgs ... est dépassée et qu'il faut s'attacher à chercher une conceptualisation nouvelle intégrant les notions de tissus urbains continus ou discontinus, de villes linéaires, d'opportunités de localisations. Il y a là un certain nombre de recherches à entreprendre, surtout dans les pays peu développés où le phénomène revêt un caractère exceptionnel autant par sa vitesse d'évolution que par l'acuité du problème politique qu'il pose (1).

Actuellement la croissance des centres urbains est surtout étudiée au niveau d'aires métropolitaines ou fonctionnelles qui paraissent mieux indiquées en l'état actuel des choses qu'une région ou pays pour constituer le cadre géographique approprié à l'étude des composantes de la croissance urbaine. Cela tient à l'homogénéité économique d'une aire métropolitaine et au fait que ses limites coïncident avec celles d'un marché unique du travail. Ceci facilite grandement les problèmes de définition et le démographe peut travailler dans des limites relativement précises.

Les méthodologies doivent être affinées. Toutes les études en milieu urbain se heurtent au critère de résidence, qui n'arrive pas à recouvrir toutes les situations rencontrées sur le terrain. On doit s'interroger sur la fiabilité des données recueillies et sur les moyens de surmonter les obstacles à l'investigation rencontrés en milieu urbain.

Le recensement demeure l'un des instruments les plus appropriés pour observer l'évolution du tissu urbain d'un pays et permet de résoudre certains problèmes de définition.

Les enquêtes par sondage et surtout celles à passages répétés demandent que les modes d'échantillonnage soient affinés pour prendre en compte la croissance urbaine en cours d'enquête. Il semblerait intéressant de suivre d'une part les individus et les ménages (migration interne, évolution des conditions de vie et d'habitat, emploi ...), d'autre part un échantillon d'habitations en enquêtant cette fois sur les différentes personnes qui s'y succèdent s'il y a lieu. Deux échantillons (permanents ou non) seraient constitués :

- 1 échantillon de ménages
- 1 échantillon de logement

On obtiendrait outre les données habituelles de mouvement, des informations sur l'évolution de l'habitat, soit à travers la biographie des enquêtés, soit à travers l'histoire des logements. Un modèle d'évolution et de stabilisation des populations urbaines est ainsi envisageable. Un système de banque de données "réalisé" à partir d'un quadrillage aléatoire de l'espace urbain doit donner également de bons résultats (DEVAUGES, GENDREAU 1977).

---

(1) "Typologie fonctionnelle des villes en Afrique Noire et à Madagascar" M. ROCHEFORT. Colloque du CNRS - Talence 1970.

2) D'autres études doivent avoir pour but d'analyser plus spécifiquement les composantes démographiques de la croissance urbaine et mettre en évidence les relations quantitatives entre les différentes variables.

Il est possible de saisir les diverses variables influant sur les phénomènes de la fécondité, de la mortalité, et des migrations en se livrant à une enquête par sondage. Ainsi, pour la fécondité, on peut distinguer les variables intermédiaires biologiques et de comportement et les variables indépendantes socio-économiques. La mortalité peut être appréhendée de façon identique. Seules sont gardées les variables quantifiables ou codifiables. Ceci crée certaines difficultés, pour les variables indépendantes d'habitat et d'hygiène par exemple, car elles doivent être approchées à la fois au niveau individuel et au niveau collectif. En parallèle, la liaison mortalité-morbidité peut être étudiée en s'intéressant particulièrement aux zones insalubres en tentant de dégager des indicateurs sanitaires. Pour les migrations, les caractéristiques habituelles : âge, sexe, origine géographique, emploi ... sont retenues dans ce cas. La connaissance de ces divers paramètres autoriserait l'ébauche d'hypothèses pour des projections.

L'impact du flux migratoire sur les centres urbains peut faire l'objet d'une étude particulière. L'analyse démographique doit permettre de connaître les conséquences des migrations sur la mortalité et la fécondité, et essayer d'entrevoir la période au cours de laquelle la décroissance des flux migratoires sera relayée par l'accroissement naturel. Ceci amène la nécessité de l'étude des structures de la population urbaine, de son évolution et de son vieillissement. On peut procéder par extrapolation à partir des tendances actuelles, soit par comparaison avec d'autres régions, soit à partir de modèles prospectifs. La modification à long terme des structures de la population amènera à s'interroger sur leurs conséquences économiques et sociales. On doit aussi à travers les cheminements migratoires s'intéresser aux villes étapes et à la croissance des centres urbains secondaires. La ville constitue un ensemble hétérogène de quartiers, de types d'habitat et de populations. L'évolution de la population et sa mobilité interne dans la ville, méritent d'être connues, et l'on doit donc distinguer le niveau des différents indicateurs selon le type et la durée de résidence. On peut aussi élaborer des tables de résidence permettant de calculer entre autre un coefficient de rotation de la population par quartiers ou par certains types d'habitat. On pourrait étendre le domaine de recherche de la population à celui de l'habitat, et de même que l'on étudie la durée de vie des individus, connaître la durée de vie des habitations, et élaborer peut être des tables de survie des types d'habitat.

3) Les incidences démographiques de la croissance urbaine sont nombreuses. La croissance urbaine est rarement en corrélation avec le développement économique du centre urbain ou du pays. Une étude d'ensemble démo-économique devrait saisir les relations entre la population, l'emploi, les sources de revenus, la consommation. La grande ville, par la rapidité de ses transformations, doit constituer un lieu privilégié d'observation des effets économiques et sociaux de la pression démographique qui est amplifiée en milieu urbain. La pression démographique peut s'envisager comme un "stock" : notion de densité, mais aussi comme un "flux" : effet de structure de la pyramide des âges (montée des jeunes par exemple). Cette pression constitue-t-elle un stimulant ou un frein au développement ? On peut l'étudier en abordant par exemple les problèmes d'approvisionnement, de charge par actif ...

On peut s'interroger également sur le coût démographique de l'urbanisation et ses répercussions sur des systèmes de santé publique (charge des P.M.I., des hôpitaux ...) ou sur les aspects nutritionnels et ses liaisons avec l'approvisionnement par exemple.

Il est possible d'engager des travaux d'analyse sur le degré de concentration de la population : définition du niveau d'urbanisation en relation avec les nouveaux concepts sur la distribution spatiale de la population, typologie à priori, aire d'influence d'une métropole ... On a tracé quelques voies d'orientation de recherche démographique sur les systèmes urbains. Il reste à dresser des programmes intégrés où le démographe devrait trouver sa place.

Abidjan, Septembre 1978

ETUDE DE LA DYNAMIQUE DU RESEAU URBAIN

DE LA REGION DES PLATEAUX (TOGO)

par P. VIMARD, démographe

L'étude des villes de la région des plateaux : ATAKPAME (30.000 hab. environ, chef-lieu régional), KPALIME (25.000 hab., important centre commercial) et BADOU (15.000 hab., gros bourg né d'une riche zone cacaoyère) est la suite logique des enquêtes menées par les chercheurs du centre ORSTOM de Lomé dans cette même région.

Ces recherches entreprises par B. ANTHEAUME (section de Géographie) de 1972 à 1976, sur des thèmes d'organisation spatiale et de transformations socio-économiques, et par A. QUESNEL et P. VIMARD (section de Démographie) de 1975 à 1978, à propos de la croissance démographique et des liaisons démo-économique, ont principalement porté sur les zones rurales : le plateau AKPOSSO et la plaine du LITIME pour B. ANTHEAUME et le plateau de DAYES pour A. QUESNEL et P. VIMARD.

L'enquête démographique sur le plateau de DAYES a montré que les mouvements migratoires des zones rurales de la région vers les villes pré-citées étaient aussi nombreux que les émigrations en direction de Lomé, la capitale du Togo. Ces deux mouvements étant les principaux flux d'émigration des originaires du plateau de DAYES.

Ceci montre l'intégration de ces villes dans leur ensemble régional. Une observation de celles-ci doit donc être un complément logique des travaux déjà fait pour une meilleure connaissance de la région toute entière.

I. Etude de la croissance des villes et de la structure des milieux urbains

1) La croissance

Cette étude devrait d'abord comporter une analyse des composantes démographiques de la croissance urbaine à partir de données quantitatives permettant de donner une certaine profondeur historique à cette analyse. Cette mesure devra se faire à partir de la délimitation spatiale réelle du tissu urbain, sans être lié par les limites adoptées par l'administration et les services officiels.

Pour une meilleure mesure de la croissance le processus d'évolution des variables démographiques (Natalité, Mortalité, Nuptialité, Mobilité) devra être apprécié. La transformation des schémas de nuptialité (l'apparition par exemple des unions libres et la multiplication du nombre de divorces), déjà notée en milieu rural, les changements de comportement en matière de planification des naissances et la baisse de la fécondité due aux séparations temporaires ou définitives des couples pourront servir de base à une mesure du mouvement naturel.

Ces mesures différentielles par ethnie, par ancienneté de l'installation dans la ville et par type de logement, permettront d'appréhender l'intégration, au niveau des comportements démographiques, des groupes immigrés et les différences existant selon le type d'habitat utilisé.

En ce qui concerne les mouvements migratoires, l'étude des origines de la population résidente et des mouvements de départ donnera l'occasion d'apprécier le rythme de peuplement des villes et les effets sur la mobilité de départ de la formation d'un potentiel migratoire lié à la croissance naturelle. Selon le degré de concentration de la population, différent d'une ville à l'autre, l'impact des flux migratoires sur les autres phénomènes démographiques (fécondité, mortalité, nuptialité) pourra servir de base à une évaluation des conséquences des migrations sur le mouvement naturel.

## 2) La structuration du milieu urbain

Après la mesure même de la croissance, le type de croissance de chaque ville pourra être analysé. Nous pouvons dire qu'une ville peut croître de trois façons différentes : par densification de l'habitat existant (croissance des ménages qui ne changent pas de logement)

par densification des quartiers existants (construction de nouveaux logements soit en étages, soit dans les espaces laissés vides)

constitution de quartiers nouveaux à la périphérie de la ville.

Selon le poids de chacun de ces modes de croissance (qui peuvent évidemment se combiner), la ville évolue différemment dans sa densité, dans sa superficie et dans les types de relations entre les individus, comme entre les groupes.

La définition du type de croissance dans chacune des trois villes pourra montrer s'il existe à ce niveau un modèle commun de développement urbain.

Les mesures de chaque forme de croissance seront liées au changement de structure de la cellule familiale et à l'appréhension de la mobilité résidentielle (selon le type d'habitat), à la solidarité ethnique (par la constitution de quartiers ethniques ou d'organisations sociales regroupant les membres d'une même ethnie), et à la définition du sentiment d'appartenance à la ville.

Ces indicateurs permettent directement d'apprécier la façon dont se structure chaque ville, selon le poids de la population immigrée et l'origine ethnique des immigrés (ethnies originaires ou non de la même région).

### 3) Modification des structures sous l'effet de la croissance

La croissance de la ville mesurée et sa structure définie, nous pouvons essayer d'appréhender les conséquences du rythme de la croissance sur l'ensemble des structures (ethniques, professionnelles, par âge, par sexe, ou d'habitat). Par exemple, la relation existant entre la migration et le niveau de l'emploi, le chômage réel ou déguisé, le développement de l'emploi informel et les sources de revenu, la consommation.

L'observation des effets économiques et sociaux de la pression démographique et de ses conséquences (augmentation de la densité, changement de structure dans la pyramide des âges) peut être faite avec une particulière acuité dans des milieux urbains, et ainsi reliée aux études menées sur le même thème en zone rurale dans le Sud-Est du Togo (LE BRIS, QUESNEL, VIMARD) et sur le plateau de DAYES (QUESNEL, VIMARD) par le centre ORSTOM de Lomé.

## II. L'insertion des villes dans l'espace

### 1) Les liaisons avec la région : la ville comme produit du développement régional.

L'étude de la croissance migratoire des villes de la région des Plateaux aura permis pour une large part de voir la façon dont leur croissance démographique provient du milieu qui les environne.

Un deuxième stade de l'analyse des relations entre chaque ville et l'espace régional d'une part, national de l'autre, devrait permettre une explication historique de l'apparition de ces petits centres régionaux, en appréciant pour chaque étape de leur développement leurs caractères urbains ou encore liés à des activités rurales. Ainsi l'ancienneté de l'urbanisation de chaque centre et l'évolution de l'attraction migratoire de ces centres secondaires, à vocation régionale (immigrations en provenance des plateaux proches, (APKOSSO et DAYES) et aussi nationale (arrivée de migrants venus du Centre et du Nord du Togo (KABYE, LOSSO, COTOCOLI) devra être définie. La capacité de chaque centre à transformer les migrants en résidents définitifs et à conserver le surplus de la croissance naturelle, donnera une indication sur le dynamisme intrinsèque de ces villes, ou sur leurs caractères de surplus villes-relais ; cela permettra de savoir si ce sont ou non de véritables pôles d'attraction.

La place de ces villes dans l'espace pourra également être appréciée par les relations existant entre les migrants installés en zone urbaine avec leur village ou leur région d'origine. Une étude de la fonction administrative et commerciale de ces villes définira leur spécificité fonctionnelle et leur décadence structurelle.

## 2) La ville, sujet de la transformation spatiale

L'étude avec une profondeur historique pourra permettre de voir comment ces villes, sur le plan démographique, sont passées de simple sujet créé par le développement régional, en sujet participant aux changements structurels de la population régionale.

Ainsi les villes de la région des Plateaux participent à une nouvelle distribution de la population sur l'espace régional en fonction de différents facteurs, qu'ils soient simplement démographiques (accroissement de la population) ou sociaux et économiques (désengagement de la population jeune envers le travail agricole et la distanciation entre la production vivrière et les consommateurs même de cette production ; propagation rapide de l'image du progrès économique et social) ou même culturels (formation scolaire des jeunes ruraux qui les incite et les prédispose à revendiquer un emploi et un mode de vie urbains).

L'étude de la place de chaque ville dans la région des plateaux pourrait montrer s'il existe, au niveau régional, un modèle d'évolution et de stabilisation des populations urbaines.

## 3) La ville comme relais national

Le déclin économique que semble indiquer le déficit important des hommes entre 20 et 55 ans (rapport de masculinité de 74 hommes pour 100 femmes) n'empêche pas, dans les villes de la région des Plateaux, une croissance démographique importante ; ce qui nous amène à concevoir ces villes comme relais entre les zones rurales de la région des Plateaux et des régions du Togo situées plus au nord et les grandes villes du Golfe de Guinée (LOME, ACCRA, LAGOS, ABIDJAN). Reste à déterminer la cause de l'existence de ces villes-relais dans le processus migratoires des individus, la durée de passage dans ces villes et les motifs de départ et de reprise du trajet migratoire. Reste enfin à apprécier l'importance des émigrations des hommes originaires de la ville même.

## III. Les méthodes d'observation

L'étude dont l'objet vient d'être décrit nécessite la mise en oeuvre et l'analyse d'enquêtes variées offrant une perspective historique et une observation précisée des différentes mesures démographiques. C'est pourquoi nous proposons, pour mener à bien cette étude, une analyse du recensement de 1959 des centres urbains pour les villes pré-citées (1), ainsi que de celui de 1970.

---

(1) Les documents d'enquête déjà codifiés sont entreposés dans les Archives de la Section de Démographie au Centre ORSTOM de BONDY.

A ces deux types de données devrait être jointe une observation suivie menée en 1976, soit une enquête renouvelée à partir du recensement de 1970 permettant une analyse longitudinale 1970 - 1976, soit une enquête à passages répétés 1979 - 1980.

Cette observation suivie reliée aux deux recensements ajouterait donc à l'analyse longitudinale une analyse transversale sur trois périodes (1959 - 1970 - 1979) du développement urbain.

La part des femmes dans l'ensemble de la population doit nous entraîner à entreprendre en complément une enquête spécifique sur les biographies migratoires, la fécondité et ses changements durant le processus de migration, les changements des types de mariage et d'union.

Lomé, Septembre 1978.



## LES RESEAUX URBAINS ET LEUR EVOLUTION

---

par Y. MARGUERAT, géographe

A côté des études qui portent sur la ville comme milieu de vie, comme révélateur et instrument de la dynamique sociale, ou sur le centre urbain comme pôle d'organisation de l'espace rural environnant, une autre approche du fait urbain consiste en l'analyse des rapports des villes entre elles : formation des réseaux urbains (ensemble des relations qui les associent en un ensemble structuré) et phénomènes de macrocéphalie (écrasement des villes secondaires par une métropole unique, qui accapare l'essentiel des fonctions urbaines).

L'Afrique Noire, du fait de la jeunesse de son développement urbain, offre des exemples particulièrement lisibles de ces évolutions. Pour les mettre en lumière, le plus efficace est la démarche comparative, dans l'espace et dans le temps, afin de mieux saisir constantes et spécificités.

On voit ainsi que l'Afrique pré-coloniale n'ignorait pas les villes (Kano, Kumasi, Gao dépassaient le seuil des 100.000 habitants). Les principales étaient soit des cités marchandes, qui souvent avaient été amenées à se tailler des royaumes pour assurer la sécurité de leurs routes commerciales (Tombouctou, Djenné, Kong), soit des capitales d'Etats centralisés qui avaient organisé à leur profit les flux économiques (Kumasi, Sokoto, Kano), soit des forteresses-refuges (Ibadan et les cités-Etats yoruba) où venaient s'abriter les paysans, qui y acquéraient un mode de vie urbain, mais conservaient un mode de production rural. Il fallait toujours, pour que la ville pût structurer efficacement l'espace, que fussent combinés pouvoir politique et pouvoir économique, c'est-à-dire que la classe dirigeante urbaine fût capable d'organiser le drainage et l'accumulation des surplus, c'est-à-dire de concentrer le potentiel de décision.

Le passage au système colonial signifie que ce pouvoir de décision et ces mécanismes d'accumulation échappent désormais aux territoires africains, dont les facteurs structurants viennent alors de l'extérieur. Les villes précoloniales n'ont subsisté jusqu'à nos jours que dans la mesure où elles ont été reprises en compte par l'appareil administratif colonial (1).

---

(1) Quelques très rares cités ont néanmoins réussi à maintenir cette emprise spatiale endogène, cas exceptionnels mais d'un grand intérêt scientifique : ainsi Kumasi, qui a su réinvestir dans le cacao les capitaux, la main d'oeuvre et le savoir-faire acquis lors de l'apogée de son empire.

Les villes actuelles sont donc essentiellement l'héritage des choix spatiaux de l'administration coloniale, qui quadrillait méthodiquement les territoires conquis d'un réseau de postes hiérarchisés. Ceux-ci concentraient tous les nouveaux pouvoirs (politiques, sociaux, économiques), organisés de façon homogène et rigide. Leur répartition tendait à former un semis régulier, que seules déformaient les contraintes du milieu humain (fortes populations, ressources particulières, zones rebelles) et les exigences des communications (voies fluviales, axes ferroviaires). Si certains de ces postes coloniaux ont périclité, bien rares sont les villes actuelles d'une certaine importance qui ne sont pas issues d'un chef-lieu colonial établi à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle ou au début du XX<sup>ème</sup> (1).

L'essor économique des années 1950 s'est moulé sur cette armature administrative : dans les régions prospères, la croissance urbaine a, en général, respecté les hiérarchies pré-établies. Mais depuis, d'importantes mutations sont intervenues, en particulier le développement du trafic routier (qui a supprimé la nécessité des ruptures de charge et des lieux de concentration intermédiaires) et la restructuration des systèmes d'échanges a rendu inutile le rôle de relais qu'avaient les villes moyennes. Celles-ci, à la différence des capitales pré-coloniales évoquées plus haut, n'exerçaient de pouvoir sur l'espace que par délégation. Circuits d'échanges et flux migratoires les court-circuitent désormais et réduisent les villes moyennes, naguère centres régionaux, à un rôle strictement local (2).

On assiste donc, depuis vingt ans environ, à la dislocation des réseaux hiérarchisés de la période coloniale, et à leur remplacement par un système urbain beaucoup plus simple, où une poussière de centres locaux (3) s'oppose à une capitale "macrocéphale", qui concentre désormais toutes les fonctions urbanisantes décisives : administration centrale (les cas de disjonction, comme le Cameroun ou le Congo, montrent que c'est là le facteur le plus actif), grand commerce, appareil financier, industrie, moyens de transports (routier, aériens, maritimes...). Ce regroupement des fonctions dans les capitales en fait naturellement le principal rôle d'attraction des migrations, d'où des rythmes de croissance d'une exceptionnelle vigueur (8 à 12 % par an).

Ce modèle est très général en Afrique Noire, avec un jeu de nuances selon la taille du pays, la présence de fortes de villes secondaires notables, la structuration des communications, l'existence de fortes spécificités régionales... Du Sénégal à la Tanzanie, du Togo au Zaïre, on retrouve cette même domination d'une seule ville sur l'espace national, que parfois

(1) A l'exception de la Zambie et du Shaba, les mines (comme les plantations) n'ont donné naissance qu'à des "camps", dont l'équipement est urbain, mais non les fonctions : ils n'ont pas, avec l'espace voisin, de relations de domination ni même d'échanges.

(2) Mouvement particulièrement net dans l'organisation des circuits commerciaux où l'on voit les compagnies d'import-export abandonner progressivement leurs infrastructures régionales et replier toute leur activité sur les capitales.

(3) Ce recul des fonctions régionales (souvent masqué par la croissance des activités locales) n'empêche d'ailleurs pas la poursuite du gonflement démographique - même dans les cas où l'activité et l'emploi se réduisent effectivement (Sénégal).

elle dépasse (Côte d'Ivoire) et parfois ne couvre pas entièrement (Madagascar), domination que même la coexistence d'une capitale intérieure et d'une grande ville portuaire (Congo, Kenya) n'atténue pas sérieusement.

Cependant d'autres cas contredisent plus ou moins ce schéma, et sont donc particulièrement féconds à analyser : au Ghana, au Nigeria, au Cameroun, il existe d'authentiques capitales régionales. Kumasi, Ibadan, Kano, Bafoussam ont tiré de leur héritage historique et de structures sociales très particulières les moyens de conserver leur domination politico-économique sur une portion notable de l'espace national.

Ce type de réflexions, qui s'appuie sur l'analyse de tous les éléments de structuration de l'espace (assises territoriales des administrations et des entreprises, facteurs de régionalisation...) et de tous les flux décelables (migrations, échanges commerciaux, transports...), afin de comparer entre elles ces unités de base qui sont les espaces nationaux, débouche donc sur un approfondissement de la notion de ville. Celle-ci est alors conçue fondamentalement comme un point de concentration des pouvoirs politico-économiques, comme le lieu d'où s'exerce la domination sur l'espace (ville incluse : ce n'est pas "la ville" qui contrôle "la campagne", mais une classe dirigeante unique, pour qui la ville est siège, source et symbole de puissance). La centralisation de l'espace national sur une métropole unique se dévoile comme la marque de l'omnipotence d'un appareil d'Etat sans contreponds : la présence de centres régionaux apparaît comme un indicateur privilégié de l'importance de bourgeoisies locales, dont l'autonomie de décision nuance ou contrecarre l'influence centralisatrice de l'appareil d'Etat.

L'étude des réseaux, comme celle des espaces intra-urbains, est donc un instrument original et pertinent d'analyse de la société à partir de ses transcriptions spatiales.

Cette mise en lumière des mécanismes essentiels du pouvoir et de ses effets de structuration de l'espace est naturellement une démarche préliminaire indispensable à toute opération d'aménagement territorial.

Paris - Abidjan, octobre 1978

Note : La recherche actuellement en cours concerne l'analyse des Etats riverains du golfe de Guinée, du Libéria du Cameroun.



ELEMENTS POUR LA DEFINITION D'UN PROGRAMME DE  
RECHERCHE SUR LES SYSTEMES URBAINS

---

par LE CHAU, économiste et F. FENDREAU, démographe.

Cette note a pour objet de proposer aux chercheurs du Comité Technique d'Economie-Démographie d'abord, puis à ceux des autres Comités Techniques de Sciences Humaines, des éléments pouvant servir de base pour la définition d'un programme de recherche sur les systèmes urbains : il ne s'agit donc pas d'un programme, mais d'un avant-projet se situant dans une phase préliminaire antérieure à l'élaboration d'un programme.

Outre l'importance que représente l'étude de ce thème, il semble intéressant que le Comité Technique l'inscrive dans son programme : ce thème figure en effet dans les priorités définies pour le VIIe plan ; de plus son caractère est résolument pluridisciplinaire, et semble donc bien s'intégrer aux perspectives de restructuration des instances scientifiques de l'ORSTOM ; enfin il répond à une proposition émanant de la section de Géographie et aux projets de la section de Sociologie sur les problèmes urbains. Il convient de préciser à ce propos que le présent avant-projet ne contredit nullement l'initiative des autres sections et ne représente donc pas une contre-proposition. Il constitue simplement une contribution de la section d'Economie-Démographie au niveau d'un style de recherche et d'une méthode de travail orientée vers la recherche de base intégrée.

Dans le cadre institutionnel de l'ORSTOM, la recherche de base pour le développement oriente les travaux vers l'étude des phénomènes qui affectent la base et les composantes structurelles d'une société donnée. Cette recherche de base peut être située aussi bien au niveau micro-social qu'au niveau macro-social. En effet, le fonctionnement et l'évolution d'une économie ou d'une société obéissent à des lois et mécanismes qui s'étendent sur l'ensemble des niveaux ci-dessus mentionnés, et sont conditionnés par un ensemble de facteurs structurels et conjoncturels.

Il convient donc d'intégrer les travaux de recherche tant sur le plan des disciplines engagées dans une équipe que sur le plan des réalités observées dans les échantillons micro-sociaux par rapport à la structure rationnelle dans son ensemble. C'est la principale caractéristique de la recherche de base en équipe pluri-disciplinaire intégrée.

## I. POSITION DU PROBLEME

### 1) Le phénomène urbain

La concentration urbaine est devenue un phénomène mondial. Sauf quelques exceptions (1), le processus historique du développement éco-

(1) Pays à peuplement récent d'émigrés d'Europe comme les USA.

nomique et social de tous les pays du monde jusqu'à une date récente (1), a été réalisé parallèlement à une concentration urbaine et à une centralisation des décisions économiques en une ou deux métropoles nationales.

Dans les pays dépendants ou périphériques, la croissance de la production accentue davantage la concentration urbaine et pour certains de ces pays, cette concentration s'est transformée en congestion métropolitaine. Le déséquilibre structurel déjà important se trouve ainsi aggravé par la croissance purement économique.

Dans ces mêmes pays on observe une identification entre d'une part, la répartition des infrastructures, des équipements et de la richesse du pays, et d'autre part, la localisation des groupes sociaux : seules les classes dominantes sont équipées pour mieux vivre et produire.

Ce processus historique de développement et surtout de répartition inégale entraîne des conséquences observables à différents niveaux de la vie économique et sociale :

- en milieu urbain, il existe un déséquilibre entre l'augmentation accélérée de la demande et la création réduite d'emplois, et entre la croissance rapide de la population et les progrès de l'urbanisation,

- dans certaines métropoles congestionnées, les économies externes progressent moins vite que le volume de la production et par voie de conséquence, une tendance à l'augmentation des coûts de production et de distribution ou DESECONOMIE, apparaît,

- pour ces mêmes métropoles, les coûts sociaux par habitant réellement bénéficiaires des équipements urbains s'accroissent plus rapidement que le budget urbain destiné à ces dépenses,

- la paupérisation rurale relative ou absolue (2) contraste avec des villes-lumière qui renferment en elles-mêmes les misères cachées de la population marginale.

Cet ensemble de conséquences engendre un déséquilibre social qui menace à la fois l'édifice idéologique et le devenir des gouvernants. Certains ont pris conscience des problèmes et souhaitent entreprendre des réformes de structures. Mais une réforme des structures de production ne peut être isolée du problème de la répartition, notamment en ce qui concerne la régionalisation de la production et la déconcentration urbaine. C'est ce qui explique la demande croissante en matière de travaux urbains.

(1) A partir de 1950 pour la Chine Populaire, le Vietnam du Nord où la décentralisation a été à la fois un impératif politico-social et une mesure de défense nationale.

(2) A l'exception des enclaves liées au modèle de développement par l'exportation de produits primaires.

De ce qui précède et sur le plan de la recherche, il découle que les problèmes urbains :

Ne sont pas exclusivement

- urbains
- sectoriels
- temporaires et conjoncturels
- techniques

Mais sont également et surtout

- nationaux, étatiques et gouvernementaux
- multisectoriels
- structurels
- plus fondamentaux et socio-politiques.

C'est donc l'ensemble du système qui est mis en cause, nécessitant une approche intégrée. Mais l'importance des travaux et le caractère multisectoriel du problème dépassent la capacité de recherche individuelle, d'où la nécessité de la pluri-disciplinarité.

2) Conditions essentielles d'une recherche pluri-disciplinaire intégrée

L'intégration dont il s'agit se situe à deux niveaux :

- au niveau des disciplines : la pluri-disciplinarité intégrée n'est pas une compilation d'articles spécialisés ; elle ne résulte pas non plus d'un assemblage artificiel de travaux individuels dispersés. Elle doit être conçue à partir d'une problématique et dans le cadre d'un PROGRAMME réalisé entièrement depuis la conception jusqu'à la synthèse ;

- au niveau des méthodes : étant donné le caractère fondamental et structurel des problèmes urbains, une monographie trop limitée dans l'espace ou un diagnostic ponctuel réalisé à partir d'une recherche empirique nettement localisée, a pour effet d'éviter d'aborder les problèmes fondamentaux. Si les actions conjoncturelles ou simplement techniques sont nécessaires pour les Etats, la recherche doit par contre dépasser le niveau des opérations ponctuelles.

De cette analyse découle la nécessité pour la recherche de promouvoir :

- un nouveau style : il faut concevoir un Programme à réaliser par une ou plusieurs équipes pluridisciplinaires intégrées,

- une nouvelle méthode d'approche permettant de relier les réalités observées dans des micro-échantillons aux facteurs macro-sociaux ; cette relation micro-macro n'est pas seulement une exigence scientifique mais également une nécessité d'ordre structurel (1). Par ailleurs, cette relation micro-macro favorisera la réflexion sur la contribution des travaux à l'accumulation scientifique en permettant d'établir un lien entre les réalités concrètes du terrain et les concepts abstraits d'ordre théorique (avec aller-retour de l'un à l'autre). De ce fait on pourra donner une nouvelle dimension à la recherche de base en lui ouvrant une perspective fondamentale à partir des réalités concrètes.

(1) Voir démarche méthodologique exposée dans l'article de Lê Châu sur une expérience pluri-disciplinaire réalisée au Pérou.

Dans cet ordre d'idées, il convient de préciser l'esprit dans lequel ce projet a été élaboré :

a) L'approche micro-sociale ainsi que la méthode macro-sociale ne sont pas incompatibles avec le projet présenté. La spécificité de celui-ci consiste à relier ces deux niveaux (micro-macro) dans une analyse intégrée au niveau de l'équipe soit à partir d'une complémentarité des démarches adoptées par chacun de ses membres (micro + macro), soit grâce à la relation micro-macro réalisée par certains de ses membres. C'est dans cette perspective que le schéma du projet a accordé une place centrale aux concepts et hypothèses de travail qui sont les principaux instruments méthodologiques de la recherche d'équipe. Chacun des membres de l'équipe sera donc libre de choisir la démarche qui lui conviendra ou qu'il jugera la mieux adaptée. La démarche d'approche pourra d'ailleurs varier selon les conditions concrètes du terrain, la taille et les fonctions des échantillons (une métropole dominante et une ville intermédiaire exigeront des approches différentes), les conditions de travail de recherche (convention ou projet OPSTOM) et l'opportunité dictée par les contraintes de terrain (contrôle de la recherche par les pays hôtes, réglementation en vigueur). Rappelons que le souci principal du projet concernant la méthode a été de dépasser le niveau de la monographie non intégrée et de situer les travaux ponctuels dans la perspective d'une recherche dont la synthèse sera l'aboutissement d'un programme. Il est donc clair que les méthodes d'approche et les techniques de recherche peuvent être différentes pourvu qu'elles se situent dans une même conception de l'équipe toute entière. C'est ce qui caractérise une équipe intégrée et la différencie de la recherche individuelle ;

b) Un nouveau style de recherche d'équipe intégrée exige une nouvelle conception de la recherche. L'équipe intégrée ne peut pas être le résultat d'un assemblage mal ajusté d'individualités. Par conséquent, style, conception et méthode doivent être étroitement liés et structurés de façon cohérente. L'équipe intégrée ne provient pas de la seule volonté de faire de la recherche pluri-disciplinaire mais doit répondre à une nécessité d'ordre méthodologique, et correspondre à l'importance et la complexité des problèmes urbains. Ce n'est pas une mode mais une nécessité d'ordre scientifique ;

c) Ce projet, comme précisé en introduction, n'est pas un programme. Ce sera donc dans la phase ultérieure d'élaboration précise et concrète du Programme que l'on commencera à aborder les détails spécifiques. Si l'on ne s'entend pas sur les principes d'une équipe intégrée, ce sera une perte de temps pour les détails d'ordre individuel. L'échec subi par les différentes tentatives antérieures nous recommande une certaine prudence réaliste tant en ce qui concerne les questions de personnes qu'en ce qui concerne les problèmes d'ordre institutionnel. De plus, l'expérience réalisée par le collectif de recherche au Pérou permet d'affirmer que la recherche en équipe multi ou pluri-disciplinaire est bien plus facile à réaliser que ce précédent collectif ;

d) A ce propos il a été rappelé l'idée maîtresse et les impératifs ayant conditionné l'élaboration du projet. Celui-ci est né d'une nécessité interne de la section Economie-Démographie et de son désir concrètement exprimé depuis fort longtemps de collaborer avec les spécialistes des autres sections sur des problèmes déterminés. Une fois élaboré, le projet sera soumis à la critique de ces spécialistes et par là même devra consti-

tuer une base d'entente entre les intéressés. Sur cette base d'entente ou problématique commune sera élaboré un programme comportant des thèmes spécifiques et personnels.

## II. ESQUISSE DU PROGRAMME

Les principaux facteurs fondamentaux ayant contribué à la conception de ce programme sont les suivants :

- la recherche de base à l'ORSTOM privilégie l'importance des travaux de terrain qui sont à intégrer au niveau structurel et global,
- la demande croissante des pays du Tiers-Monde en ce qui concerne les travaux urbains avec une finalité sociale opératoire, n'est pas incompatible avec la recherche de base,
- l'importance et la diversité des facteurs que comporte la recherche urbaine dépassent largement la capacité de recherche individuelle isolée. Par contre, les chercheurs de l'ORSTOM sont plus habitués à travailler seuls que dans une équipe intégrée. Il s'agit donc de proposer un moyen terme entre un collectif de recherche et une recherche individuelle.

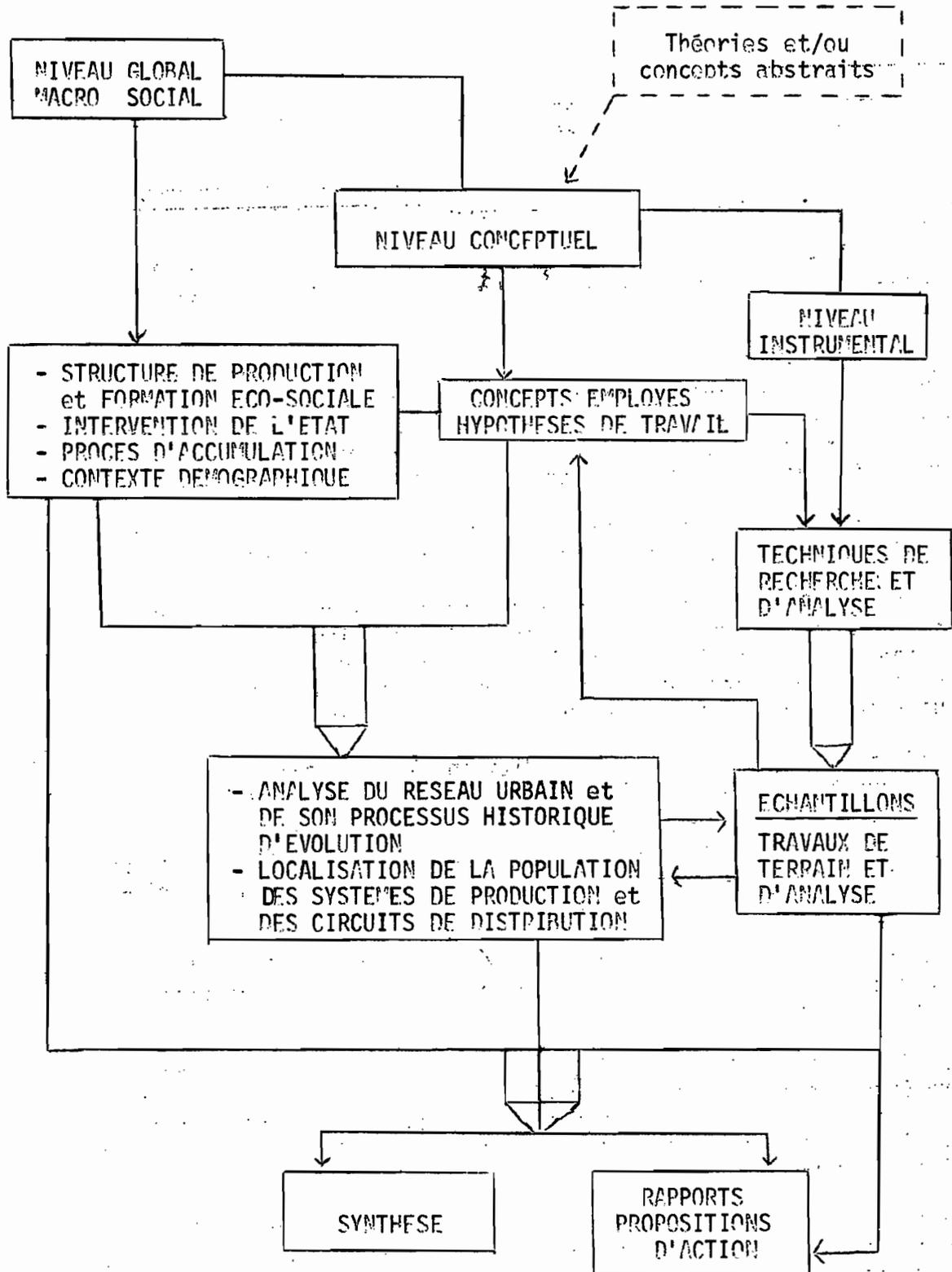
Compte tenu de ces différents facteurs et de l'orientation actuelle de l'Institution, le programme pluri-disciplinaire intégré devrait :

- en premier lieu être assez vaste dans sa vision scientifique et suffisamment précis par rapport à la conception méthodologique des chercheurs et à la demande des Etats hôtes. En d'autres termes, un programme assez vaste pour permettre l'inclusion des travaux individuels et suffisamment précis quant aux thèmes personnels avec des micro-échantillons,
- en second lieu, changer la façon "traditionnelle" de faire de la recherche en promouvant un nouveau style d'organisation et une nouvelle méthode d'approche. Ce nouveau style d'organisation peut être :
  - . soit une équipe pluridisciplinaire intégrée travaillant dans un seul pays ou dans une seule région avec la possibilité de réunions périodiques de programme,
  - . soit un programme unique avec des chercheurs de différentes disciplines travaillant sur des terrains différents et coordonnés par un comité de programme.

Quelle que soit l'organisation, équipe ou programme, la Coordination devra être permanente et ne prendra fin qu'après la synthèse ; la méthode de recherche sera commune à tous les chercheurs ; seule l'approche méthodologique pourra varier en fonction de l'adaptation des concepts à la réalité du terrain.

La méthode proposée est indiquée par le schéma ci-après, elle doit être considérée comme un cadre général dans lequel seront inclus les projets personnels précis élaborés par les chercheurs eux-mêmes.

RECHERCHE URBAINE INTEGREE



### III. CLASSIFICATION DES TERRAINS DE RECHERCHE URBAINE DANS LES PAYS PERIPHERIQUES DU TIERS MONDE.

La classification des terrains de recherche urbaine peut se faire en deux étapes :

- la première étape est une classification basée sur des critères sociaux, économiques et politiques globaux,
- la deuxième étape fait apparaître les critères techniques et urbains dans chacune des catégories précédemment classées.

#### 1) Classification selon des critères sociaux, économiques et politiques ;

a) Pays dotés d'un ancien réseau urbain et d'un ancien système de peuplement et qui conservent encore, pour l'essentiel, leur caractère ancien de hiérarchie urbaine et politique. Les anciennes cités jouent toujours un rôle important sur le plan politique et social mais l'apparition de nouveaux centres économiques et financiers marque soit une complémentarité, soit une spécialisation, soit, dans certains cas, un conflit de "génération" (exemple : Mexico et Monterrey).

b) Pays dont le réseau urbain correspond au processus historique de leur dépendance coloniale ou néo-coloniale. Les anciens centres urbains ont été relégués à leur simple dimension historique ou touristique et ne jouent plus les rôles politiques et sociaux qui existaient avant la dépendance (exemple : Cuzco et Lima. Bétafo et Antsirabe).

c) Pays récemment urbanisé ou en voie d'urbanisation comme la majorité des pays d'Afrique Tropicale mais qui sont en train de progresser vers la concentration urbaine et la congestion métropolitaine.

Dans chacune de ces 3 catégories de pays, il convient de faire intervenir des critères d'ordre urbain et technique.

#### 2) Classification selon des critères urbains et techniques.

a) Caractéristiques essentielles du système urbain : armature et hiérarchie, degré de concentration métropolitaine et urbaine (différence entre le Zaïre et la Haute-Volta par exemple).

b) Existence ou non de "métronole d'équilibre potentiel" à l'échelle nationale (ex : Tunis et Sfax, Buenos Aires et Rosario, Cordoba et Mendoza). Par contre, des mégapoles comme Sao Paulo et Rio de Janeiro ne constituent pas forcément des métronoles d'équilibre mais un axe mégapolitain.

c) Rôle potentiel des villes moyennes dans la structure de chaque région définie par l'influence de sa métronole (1). Dans certains pays,

(1) Voir la méthodologie d'enquête et d'analyse des Centres Urbains intermédiaires au Nord-Pérou par Jean MICHOTTE.

Les bourgs semi-urbanisés non hiérarchisés mais localisés dans un espace limité, peuvent être considérés comme des villes intermédiaires du fait qu'ils jouent un rôle de "colmatage de la brèche" qui existe dans la hiérarchie urbaine.

d) Importance des enclaves avec un équipement minimum nécessaire à leur autonomie (pour les pays avec un développement basé sur le modèle exportateur par exemple).

Paris, novembre 1976

CROISSANCE ECONOMIQUE ET CENTRALISATION METROPOLITAINE DANS LA  
REGION DU ZULIA

par LE CHAU, économiste

Le présent projet doit être considéré comme appartenant à la phase expérimentale de la recherche sur les systèmes urbains en Amérique Latine. Néanmoins, malgré cette limitation, il cherche à résoudre les problèmes fondamentaux rencontrés dans la recherche concrète effectuée en Amérique Latine. En particulier, les propositions qui suivent sont orientées en vue de cerner les questions d'ordre théorique, méthodologique et pratique inhérentes à la recherche urbaine et régionale sur un terrain déterminé.

### I. Objectifs de l'étude

En raison de l'abondance des travaux d'étude sur l'aménagement du territoire du projet houiller de Guasare (105 km Nord Ouest de Maracaïbo), il n'a pas été possible de réaliser la totalité d'un projet de recherche. Il s'agit donc à ce stade, de recherche appliquée permettant d'amorcer une réflexion méthodologique et théorique sur les systèmes urbains et centres de croissances régionaux. Compte tenu de cette contrainte, les objectifs de cette recherche sont destinés à :

1. compléter les études d'aménagement du projet houiller par des travaux sur le système urbain et l'articulation des espaces socio-économiques du Zulia (1). La réalisation de ces travaux complémentaires nous a paru indispensable pour deux raisons : en premier lieu, l'articulation-intégration structurelle et spatiale des projets significatifs reste toujours un problème théorique à résoudre et représente la majeure difficulté pratique pour l'aménagement de ces projets ; en second lieu, on avait délimité une petite zone parfaitement carrée de 50 km de côté dénommée Micro-région Guasare-Socuy : c'est l'espace à étudier pour la réalisation du projet. Dans cette optique, l'aménagement du projet sera réduit à l'étude d'une future enclave.
2. expérimenter l'avant projet élaboré à Paris (novembre 1976, conjointement avec F. Gendreau), sur les systèmes urbains en l'adaptant à la principale caractéristique économique de la région : croissance accélérée et centralisme excessif. Les rapports entre ces deux facteurs constituent notre principale hypothèse de travail (cf. chapitre V. infra).

---

(1) Etat fédéré du Zulia dont la capitale Maracaïbo est la deuxième ville du Venezuela.

Il va sans dire que ces travaux complémentaires ont permis de présenter des recommandations concrètes sur les mesures à prendre en ce qui concerne :

- l'articulation-intégration structurelle et spatiale du projet houiller en l'incluant dans un ensemble de projets intégrés de production de base localisés dans l'espace régional (charbon, acier et énergie thermoélectrique),

- la future organisation de l'espace régional et les possibilités de déconcentration de l'aire métropolitaine selon les exigences de ces projets et du nouveau modèle de croissance du Zulia.

Les résultats préliminaires de ces travaux ont également servi à l'élaboration de la base de sondage du projet d'étude sur la migration, la force de travail et l'emploi dans la région du Zulia (1). De plus, deux Centres Universitaires de recherche (2) ont adopté notre démarche méthodologique pour l'appliquer à leurs travaux urbains.

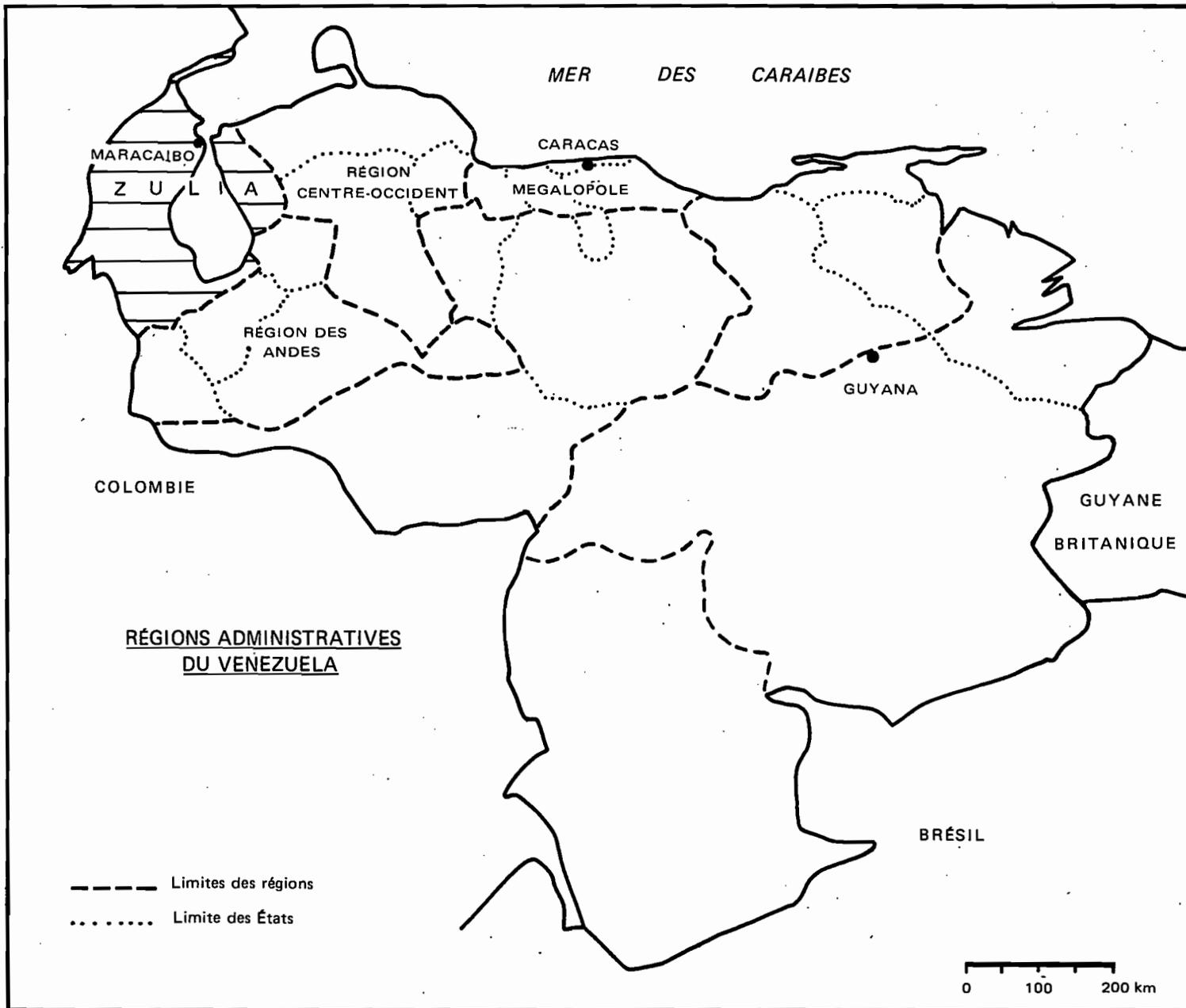
## II. Problématique théorique de la recherche urbaine et régionale en Amérique Latine

La problématique de toute recherche est issue de la confrontation des lois théoriques générales avec la spécificité du terrain et procède de la nécessité d'adapter des concepts abstraits à la situation concrète. Ainsi sera dissocié l'aspect général de la problématique. Cette problématique se pose de façon générale et particulière, ce qui amène à s'interroger sur la capacité des théories actuelles, à exprimer la diversité des situations rencontrées.

1) D'une manière générale l'on note la carence ou l'insuffisance de théories générales opératoires ressentie par les analystes régionaux.

"Il est admis qu'on ne dispose pas encore d'une théorie générale du développement régional. Il existe beaucoup de contributions partielles mais non une doctrine universellement acceptée... Il est regrettable que certaine théorie explique GLOBALEMENT le phénomène de croissance économique quand il s'agit des unités sub-nationales" (3) ;

- (1) Projet du Centre de Recherche Urbaine et Régionale (C.I.U.R., Université du Zulia). Ce projet est coordonné avec ceux des quatre autres universités du Venezuela : Université Centrale, Université des Andes, Université expérimentale du Tachira (San Cristobal) et Université de Barinas.
- (2) Ces deux Centres sont : C.I.U.R. et Centre de Recherche de la faculté d'architecture de l'Université des Andes (Mérida).  
Projet du CIUR : l'aire métropolitaine de Maracaïbo, projet patronné par le Conseil Latinoaméricain de Sciences Sociales (C.L.A.C.S.O., Buenos Aires) et financé partiellement par PNUD-UNESCO. Dix Centres et Instituts universitaires latinoaméricains participent au projet de recherche urbaine du CLACSO.  
Projet de l'Université des Andes: Le système des centres de la région andine.
- (3) CEPAL-ILPES, Ensayo sobre la planificacion regional, Edit. Siglo XXI, Mexico, 1976, pp. 19 et 89.





"Les théories du développement économique régional et les théories de la structure spatiale se sont développées en général, de façon indépendante l'une de l'autre. Ces dernières sont généralement statiques et dépourvues de facteurs de développement, et les premières s'appuient essentiellement sur la théorie néo-classique de croissance en considérant les régions comme des points dans l'espace" (1).

En interprétant ces quelques observations parmi tant d'autres - aussi pertinentes ou sensées les unes que les autres - on est amené à se poser certaines questions :

- Outre la carence d'une théorie générale immédiatement applicable, n'existe-t-il pas dans les travaux partiels, une confusion théorique concernant les différentes méthodes d'analyse à employer distinctement pour l'espace national et pour ses composantes mineures ?

- Les théories spatiales, si l'état actuel des connaissances permettait leur élaboration, peuvent-elles être isolées des facteurs socio-économiques donc de la structure de production et du processus social ? Structure de production et espace socio-économique (2) ne forment-ils pas un tout dont l'évolution doit aboutir à une finalité sociale appelée développement ?

2) D'une manière plus particulière dans notre étude sur la croissance économique et la centralisation métropolitaine dans l'espace régional du Zulia, et centrant notre réflexion sur le système urbain et ses centres de croissance (3) eux-mêmes considérés comme un ensemble d'échantillons représentatifs de la projection du modèle de croissance dans l'espace, le choix d'une problématique théorique paraît encore plus aigu. En effet, étant donné le caractère partiel et la divergence idéologique ou scolastique des théories existantes, les appliquer sans critique ni discernement à un travail spécifique et nouveau, risquerait de produire des résultats plutôt "cacophoniques" ou au mieux "littéraires". De plus,

---

(1) Malcom J. Moseley, Growth centres in spatial planning, Edt Pergamon Press, Oxford, G.B. 1974. Edit. espagnole de l'IEAL (Instituto de estudios de Administracion local) Madrid, 1977, p. 21.

(2) Le concept de la structure de production comprend l'ensemble des composantes ou systèmes d'une économie localisée dans un espace donné ainsi que les relations organiques ou structurelles de ces systèmes. Il renferme également une signification perspective de reproduction : production, distribution et accumulation. Certains de nos travaux antérieurs ont employé ce concept analytique selon cette définition : La problemática estructural y espacial del norte peruano (Chicalyo, Pérou, 1972). Estructura de production y empleo en el área metropolitana Lima-Callao (Lima, 1975). Estructura de producción y espacio socio-económico en la sub-région de Maracaibo (Maracaibo, Venezuela, 1977).

(3) M.J. Noseley, op. cit. pp. 21-24.

les travaux théoriques utilisés en Amérique Latine se basent surtout sur la rationalité économique capitaliste ( firme, libre entreprise, concurrence...) et sur l'automatisme ou la possibilité de transmission des effets de la croissance sans prendre en considération toute la complexité de la structure régionale (1). Dans le même temps et sur les terrains mêmes, on peut observer une autre réalité : a) la rationalité capitaliste est très réduite et déformée (nous y reviendrons, cf. chapitre III.1 infra) ; b) le mode de production capitaliste bien que prédominant sur le plan de la pure croissance économique, ne tend pas à l'exclusivité ou à l'hégémonie alors que les formations sociales non capitalistes et les "marginiaux" sont socialement dominants et ne suivent pas la voie du développement capitaliste du mode de production prédominant. La transition capitaliste y est infiniment partielle et désordonnée donc contradictoire ; c) le blocage et l'orientation des effets de la croissance ne sont pas uniquement le fait de l'économie mais relèvent surtout du domaine social et politique, donc idéologique.

Face à cette problématique théorique, nous nous sommes obligés à inverser les démarches habituelles : d'abord, la réalité du terrain (2) puis ensuite, la confrontation réalité-théories. L'ordre des chapitres qui suivent illustre cette démarche dont le principal souci est de résoudre la problématique théorique à partir du concret.

Dans cet ordre d'idées et par rapport à un travail concret de recherche, nous considérons qu'une théorie est applicable et opératoire quand elle indique à la fois les lois générales de fonctionnement et les concepts analytiques correspondants. Par exemple : la loi keynésienne du multiplicateur d'investissement et son concept de propension marginale à consommer, ou bien, la loi marxiste de la valeur et ses concepts du taux de profit, de la plus value...

### III. Les modèles de croissance et la recherche urbaine et régionale en Amérique Latine.

L'analyse qui suit pourrait être indûment jugée comme une critique. Or, tel n'est pas son but car une critique digne de ce nom, procéderait d'une toute autre façon. Elle prendrait l'aspect d'une critique sociale et idéologique. Il ne s'agit pas non plus d'une attaque spécifiquement dirigée contre l'impérialisme, nous observons seulement ses effets et conséquences sur le terrain pour essayer de cerner une réalité.

- (1) En Amérique Latine, les travaux urbains et régionaux d'obédience "développementaliste" (desarrollista) ou techno-bureaucratique résultant généralement de la transposition mécanique des théories néo-classiques et marginalistes les plus connues actuellement : pôles de croissance (F. Perroux, J. Boudeville), effets et avantage comparatif (G. Myrdal, A.O. Hirschman), interdépendance et "exports régionaux" (J. Friedman, W. Alonso), base économique (C.H. Tiebout, D.C. North de l'école de Chicago). Il convient de préciser qu'il n'est pas de notre propos dans le présent travail, de critiquer ces auteurs. Nombre de théoriciens comme leurs oeuvres, sont des témoins de leurs temps en des périodes historiquement déterminées. Notre principale préoccupation consiste à observer l'application des théories et leurs résultats sociaux pour pouvoir, le cas échéant, adapter certains de leurs concepts.
- (2) Nous sommes cependant conscients de certains risques : être contaminé par l'ambiance de l'empirisme monographique et technocratique étant donné les conditions dans lesquelles ont été réalisés certains de nos travaux ; être victimes du terrain comme ce qui se passe pour certains africanistes avec "leur tribu" !

## 1. Le modèle de croissance par l'exportation-substitution et les phénomènes structurels

Les pays en voie de développement (P.V.D. ou périphériques) d'Amérique latine notamment le Venezuela, exportateurs de produits primaires et importateurs de biens manufacturés, avaient ajouté à ce modèle de croissance, la substitution industrielle tout en important la majeure partie des facteurs de production industrielle ou la principale partie de ces facteurs (produits semi-finis, équipement de production, brevets et technologie, capital...). Ce nouveau modèle d'exportation-substitution a été plus particulièrement répandu en Amérique Latine depuis la naissance de l'Alliance pour le Progrès (décade 1960) bien que l'industrialisation de certains pays latinoaméricains ait commencé bien avant cette date.

Sur le plan théorique, LE MODELE D'EXPORTATION-SUBSTITUTION COMME L'UNIQUE SOURCE DE CROISSANCE, A ENGENDRE OU ACCENTUE LA DEPENDANCE ECONOMIQUE DES PAYS LATINOAMERICAINS MOYENNANT L'ETABLISSEMENT D'UNE FORME SPECIFIQUE DE LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL QUI PEUT ETRE PLUS EXPLICITEMENT QUALIFIEE DE SPECIALISATION INTERNATIONALE OU NEO-COLONIALE DE LA PRODUCTION. Celle-ci résulte d'un rapport de forces et de relations économiques basées sur le binôme "développement + sous-développement" dont la rationalité économique reste dans le pôle développé et l'irrationalité dans l'autre. C'est le postulat domination-dépendance. En effet, la structure de production et le procès d'accumulation des P.V.D. d'Amérique Latine, constituent un complément de l'infrastructure matérielle des centres dominants. En d'autres termes et par rapport à certaine théorie bien connue en France, il est permis de penser que les pôles de croissance sont localisés en Amérique Latine alors que les pôles de développement se trouvent ailleurs.

C'est un processus historique généralisé. Toutefois, il convient de remarquer qu'exceptionnellement, certains pays latinoaméricains, à des périodes données de la conjoncture internationale qui leur était favorable (1), ne sont pas parvenus à transformer leur modèle de croissance. La dépendance économique n'a pas été donc l'unique péché originel de la structure interne de ces pays. Sur ce plan, on peut observer que les phénomènes structurels sont identiques ou semblables dans plusieurs pays latinoaméricains bien qu'il existe des variétés non fondamentales :

(1) Pour des raisons conjoncturelles bien connues, certains pays latinoaméricains ont "bénéficié d'une relâche de l'hémisphère" ou d'une abondance économique durant plusieurs années pour les perdre sous la forme "d'interlude d'entr'acte". Il n'est pas de notre propos d'engager une polémique intellectuelle mais les choses sont si frappantes qu'on ne peut pas s'abstenir de s'y référer : à force de vouloir s'occuper uniquement et verbalement de l'impérialisme ou du leadership du tier-monde sur les podiums internationaux, on a oublié sa propre condition et ses propres possibilités malgré son nationalisme désuet proche de la xénophobie.

- la structure de production n'est pas complètement formée. Le secteur à technologie avancée, la production de biens intermédiaires et les industries de base sont inexistantes ou insignifiants. Les relations entre secteurs économiques et entre systèmes de production ne sont ni organisées, ni régularisées structurellement ;
- l'organisation de l'appareil productif, la mise en place des infrastructures, la redistribution sociale de la richesse et l'accumulation reproductive correspondent davantage aux mécanismes de fonctionnement de la spécialisation néo-coloniale de la production qu'aux nécessités structurelles nationales (2) ;
- les systèmes de production et les espaces socio-économiques non directement liés au modèle d'exportation-substitution, sont en stagnation ou en régression. Ce qui a donné lieu à la formulation de la thèse de la marginalité qui n'est autre que la conséquence de la transition capitaliste partielle, désordonnée et déformée du pseudo capitalisme ou capitalisme dépendant. C'est la contradiction fondamentale appelée communément "sous-développement".

De ce contexte historique, il est possible de tirer un enseignement sur deux plans liés entre eux, l'un théorique, l'autre structurel :

- 
- (2) L'accumulation primitive et capitaliste est essentiellement complémentaire de celle des centres dominants et très réduite par rapport à la nécessité du développement des forces productives du pays.

a) théoriquement, tout en suivant la voie capitaliste de développement donc soumis aux lois de la rationalité économique capitaliste (1), ces pays n'ont pu appliquer qu'une rationalité très réduite à certaines activités urbano-industrielles spéculatives ou substitutives. Cette rationalité très réduite est également déformée par l'antagonisme entre les différents systèmes de production, entre le mode de production capitaliste prédominant et les formations sociales non capitalistes. Par conséquent, toute tentative de planification intégrale pour un développement harmonieux, s'est heurtée à des difficultés sociales et économiques insurmontables :

- (1) Oskar Lange, Political Economy, Vol. I. General Problems, Edité à Varsovie, Oxford et Madrid. Edit. espagnole Fondo de cultura económica, Madrid 1955, pp. 152-158. Pour permettre une comparaison entre les différentes variantes de la rationalité économique, nous reproduisons ci-après un extrait de l'analyse historique et critique du Professeur O. Lange concernant la rationalité économique capitaliste.

"Le champ le plus important pour l'application du principe de la rationalité économique est l'entreprise capitaliste (p. 152)... Au fur et à mesure que les éléments de l'économie naturelle disparaissaient et que l'économie familiale se séparait de son propriétaire .... la maximisation du profit et, simultanément, l'application du principe de la rationalité économique ont commencé à régir l'entreprise de manière exclusive..... Les compagnies commerciales et ensuite, les sociétés par actions ont joué un rôle d'avant-garde pour séparer l'entreprise de l'économie familiale du propriétaire. Aux 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècle, les compagnies se développaient dans les pays d'Europe Occidentale en relation avec le commerce d'Outre-Mer et l'exploitation des colonies. Les sociétés par actions faisaient leur apparition sur ce même fond historique..... Dans la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle, a commencé le développement à grande échelle des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés par actions qui constituent la forme classique de la Société capitaliste moderne" (p. 153).

Après cette analyse historique, l'auteur définit la rationalité économique capitaliste comme limitée et privée :

"limitée parce qu'elle ne concerne que chacune des entreprises isolément considérées, et parce qu'elle ne couvre pas l'ensemble des activités économique de la Société et tout le procès social de la production et de la distribution. La rationalité de l'activité de l'entreprise capitaliste a donc un caractère économique-privé et non économique-social" (p. 155).

Si la rationalité économique était limitée dans les pays capitalistes avancés, quelle devrait-elle être celle des pays latinoaméricains ? Cette question nous amène à douter de l'application mécanique ou fidèle de certaines théories néo-classiques notamment celles élaborées sur la base des entreprises motrices (elles-mêmes dépendantes des transnationales), des "exportations" régionales, de la concurrence ou l'inter-dépendance selon les principes de la libre entreprise.... Rappelons que le champ d'application de ces théories provient d'un processus historique et comporte une réalité sociale tout à fait différents de ceux de l'Europe Occidentale : pas de véritables entrepreneurs capitalistes, surtout sans colonies mais néo-colonisés par des centres dominants, sans révolution industrielle et agraire, sans les Meiji, ni 1789.

b) Structurellement, toute politique de croissance basée sur la réalisation de projets spécifiques non intégrés dans l'espace socio-économique et non articulés avec les autres activités de production, a créé surtout de nouvelles enclaves qui constitueront des obstacles majeurs s'opposant à une éventuelle politique de structuration économique et d'organisation de l'espace.

## 2. Le modèle de croissance du Zulia, sa structure et son espace

Avec seulement 12,1% de la population totale et 13,5% de la population urbaine du pays, la région zulianaise participe pour une part très importante dans la production nationale de 1975 : 78,4% du pétrole brute, 60,2% de lait et 22,3% de bovins. C'est un des deux principaux pôles régionaux de croissance (1). Mais il s'agit précisément de la croissance qui caractérise le modèle d'exportation-substitution : croissance accélérée et centralisée accompagnée d'un déséquilibre structurel et spatial.

Ce modèle de croissance et ses conséquences peuvent être considérés comme une loi générale de l'analyse économique régionale dans les pays latino-américains riches en ressources naturelles.

Dans la région du Zulia, la matérialisation de cette loi générale est observable à différents niveaux :

a) l'exportation du pétrole et l'industrialisation par substitution ayant supplanté la production agropastorale, ont permis une croissance annuelle élevée et accélérée de la production régionale (valeur ajoutée) : 14,8% entre 1970 et 1975 et 15,2% entre 1973 et 1975 (boom pétrolier à la suite de la guerre du Kippour). Ces taux représentent presque le triple de celui du P.N.B. du pays (respectivement 4,8 et 5,9%) ;

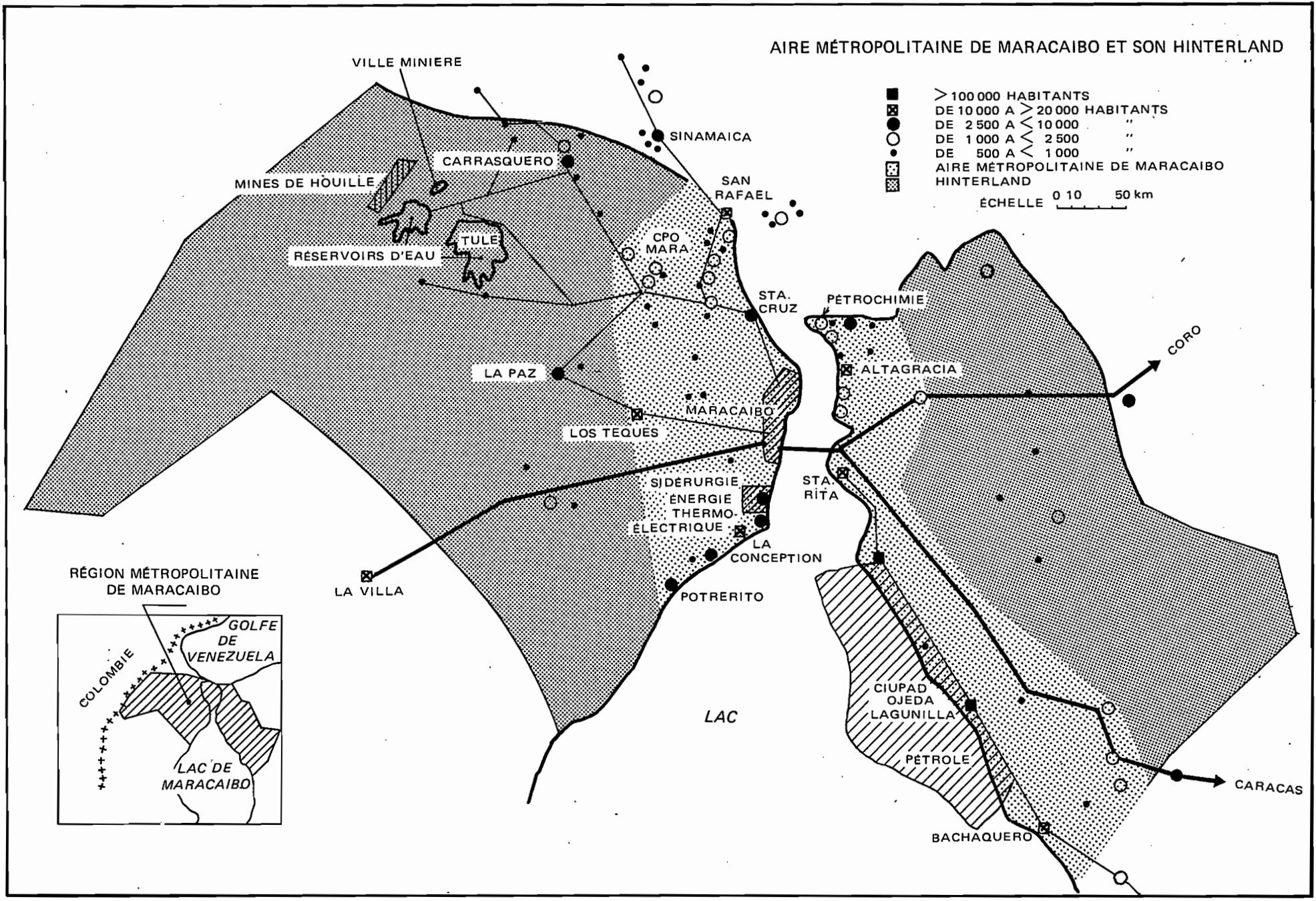
b) cette croissance est centralisée et différentielle parce qu'elle n'intéresse que les secteurs d'exportation-substitution et les activités induites par ces secteurs (services financiers et activités urbaines). Les autres systèmes de production non liés au modèle d'exportation-substitution sont en stagnation mais ne disparaissent pas pour permettre la transition capitaliste intégrale, condition primordiale de l'application de la rationalité économique. Même à l'intérieur des activités d'exportation-substitution, et comme ce qui se passe dans les pays du tiers monde périphérique, la distribution de la richesse est extrêmement inégale tant en ce qui concerne les catégories socio-professionnelles qu'en ce qui concerne les espaces (2) ;

---

(1) L'autre pôle est la région de Guayana située à l'est du pays (acier, aluminium, minerais de fer, énergie hydroélectrique).

(2) Grands bénéficiaires de la croissance : patrons d'entreprises industrielles, bancaires, commerciales et immobilières (notamment en ce qui concerne les entreprises d'Etat, les firmes transnationales et leurs associés locaux), quelques propriétaires de haciendas et une partie des cadres. Ces grands bénéficiaires sont implantés à Caracas, Maracaibo et son aire métropolitaine, dans les enclaves pétrolières mais rarement dans les centres secondaires qui ne sont pas dotés d'infrastructure et d'équipement urbains adéquats.

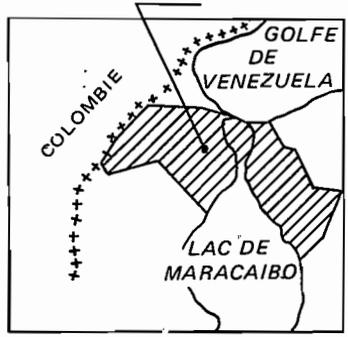
# AIRE MÉTROPOLITAINE DE MARACAIBO ET SON HINTERLAND



- > 100 000 HABITANTS
- DE 10 000 A > 20 000 HABITANTS
- DE 2 500 A < 10 000 "
- DE 1 000 A < 2 500 "
- DE 500 A < 1 000 "
- (with hatching) AIRE MÉTROPOLITAINE DE MARACAIBO
- (with diagonal lines) HINTERLAND

ÉCHELLE 0 10 50 km

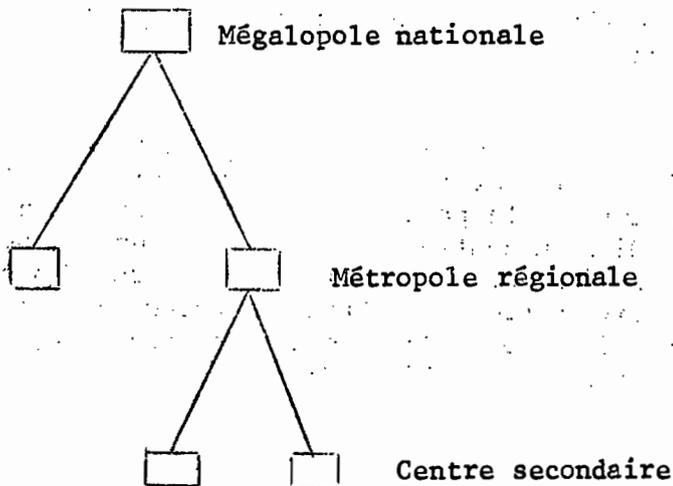
RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MARACAIBO





c) cette croissance a déjà entraîné la concentration dans la ville de Maracaibo et dans l'aire métropolitaine régionale de la population urbaine. Celle-ci représente respectivement 51,2 et 76,4% de la population urbaine régionale en 1977. La presque totalité des activités exportatrices et substitutives se localisent ou s'implantent dans l'aire métropolitaine de Maracaibo. Cette concentration dans l'aire métropolitaine empêche toute existence de centre secondaire dans son hinterland (voir croquis). Dans la partie nord ouest du Zulia, dénommée sous-région de Maracaibo où seront réalisés les projets charbon, acier et énergie, il n'existe aucune ville avec plus de cinq mille habitants en dehors d'un rayon de 50 km de la ville de Maracaibo. Bien que la population de Maracaibo ne représente que le tiers de celle de Caracas, elle est de quatre fois supérieure à celle de la deuxième ville régionale. La zone urbaine de Maracaibo est le plus grand polarisateur et distributeur de flux de la région : 30% du trafic routier, 67% des flux agropastoraux et 84% des flux financiers du Zulia ;

d) mais malgré cette concentration, Maracaibo ne parvient pas à s'ériger en métropole d'équilibre par rapport à la mégapole nationale qui est le véritable centralisateur des décisions économiques. Ainsi, le schéma de l'articulation des espaces socio-économiques devenu classique, est celui des triangles sans base.



Face à ce processus de croissance et centralisation (1), il n'existe ni régionalisation économique, ni véritable planification régionale et même pas de programmation intersectorielle. Comme résultat, on peut observer une série de déséquilibre et décalages dont les principaux sont :

- 
- (1) Croissance et centralisation pourraient être l'objet d'un travail théorique opératoire indispensable pour la recherche sur le terrain. Or, jusqu'à présent, les théories les plus connues passent sous silence ce processus généralisé en Amérique Latine. C'est d'autant plus regrettable que ce processus est susceptible de donner lieu à l'élaboration de lois générales théoriques. On peut dès lors douter, non de la contribution de ces théories, mais des conditions dans lesquelles elles ont été élaborées.

- déséquilibre entre les systèmes directement liés au modèle d'exportation-substitution et les autres systèmes de production,

- décalage entre d'une part, la croissance de l'aire métropolitaine et des enclaves pétrolières, et d'autre part, la stagnation des autres espaces et la misère dans les bidonvilles,

- déséquilibre entre l'offre d'emplois spécialisés et la demande d'emplois non spécialisés. Paradoxalement, il existe simultanément une force de travail disponible et des emplois inoccupés,

- décalage entre la nécessité urgente d'un développement concerté et la difficulté de coordination et programmation de la croissance.

En conséquence, les défauts structurels qui existaient avant 1970, devraient être encore plus prononcés par l'essor pétrolier, principale caractéristique de la croissance du Zulia dont nous étudions la projection dans l'espace.

### 3. Vers un nouveau modèle de croissance régionale

Il convient de signaler que l'actuelle politique économique du pays laisse supposer la constitution et le renforcement des secteurs de la production de base : sidérurgie, industrie métallique, aluminium, pétrochimie ...

Ces activités devront permettre de réduire l'hégémonie du pétrole (1) et par là même, corriger les défauts structurels. Il n'est pas exclu que l'industrie métalmécanique complètera cette production de base car il existe déjà un embryon dynamique et des programmes d'expansion de cette activité.

Le deuxième postulat de la politique économique du pays est l'intervention de l'Etat dans les secteurs-clés de l'économie. Cette intervention n'exclut pas la participation très active du capital privé national et étranger. Bien au contraire, il s'agit d'une association de capitaux et une articulation entre le capitalisme d'Etat Vénézuélien (2) avec le capitalisme privé national et étranger notamment les sociétés transnationales comme ce qui a été réalisé pour la pétrochimie, les complexes de Guayana et même le pétrole nationalisé (3).

---

(1) Par rapport aux exportations du pays, le pétrole représente : 93,6% en 1940-69, près de 95% en 1970-77 et 95,4% en 1974-77.

(2) Importance du secteur public au Vénézuéla : près de 41% des investissements totaux de 1973-77; les recettes de l'Etat représentent l'équivalent de près de 40% du produit national brut de 1976.

(3) Les intérêts des anciennes compagnies pétrolières et des "contratistas" (sociétés de construction, perforation, équipement) existent toujours.

Bien que le fondement de cette politique ne représente pas une nouveauté en Amérique Latine (4) elle comporte toutefois des données spécifiques qui caractérisent le Vénézuéla actuel : grande capacité contractuelle, forte disponibilité de financement, développement accéléré du capitalisme d'Etat, modèle de croissance dit "ouvert" qui facilite l'articulation entre les différents secteurs capitalistes dans l'espace national.

Les impacts de cette politique seront déterminants pour la région du Zulia car ils ont déjà donné lieu à l'élaboration de trois importants nouveaux projets qui constitueront une filière intégrée de production de base (5) :

- extraction du charbon. Deux mines à ciel ouvert et une souterraine, une ville minière pouvant atteindre 58 mille habitants, production annuelle de 400 mille tonnes en 1982 (première année), un million en 1984, cinq millions en 1989 et 10 millions en 1996. Ces chiffres de production correspondent à l'estimation de la demande locale de la sidérurgie et des usines thermoélectriques. Les réserves connues actuellement devront permettre l'extraction durant 40 années ;

- sidérurgie du Zulia. Production d'un million de tonnes en 1983, 5,2 en 1990 et 6,1 en 1993 et possibilité d'extension ultérieure.

- énergie thermoélectrique. Capacité installée de 150 MW en 1983 et de 300 MW en 1987 avec une prévision de 750 MW en 1994 (?). Il convient de noter que ce projet d'énergie à bon marché devra réduire l'augmentation de la consommation intermédiaire de pétrole en une conjoncture de hausse des prix de ce produit et de la crise de l'énergie.

L'ensemble de ces trois projets donnera lieu à des investissements totaux de près de 4 milliards de dollars et une création d'emplois nouveaux estimés à 84 mille .

---

(4) Il y a des précédents en Amérique Latine comme par exemple : Argentine, Mexique, Brésil.

(5) Voir nos différentes études d'aménagement du projet houiller de Guasare notamment : évaluation socio-économique globale, synthèse d'ensemble du projet, Publication Corpozulia-CIUR-ORSTOM, 1977 et 1978, Maracaibo.

Leur production devra s'élever à 17 ou 19% de la valeur ajoutée régionale en 1955 (1). L'importance de ces projets au niveau national n'est pas négligeable. Dans une douzaine d'années, Zulia sera une des deux grandes régions de production de base concurrentiellement avec la Guayane.

% de la production du Zulia/ Production nationale

	<u>1988</u>	<u>1990</u>	<u>1996</u>
Charbon	79,7	84,1	90,1
Acier	31,2	47,6	?

A ces projets déjà approuvés par les instances législatives du pays, il faut ajouter l'importance du pétrole (production actuelle et projet d'extraction du pétrole lourd et extra-lourd), la pétrochimie en démarrage et les projets d'industrie métallurgique en gestation.

Pour la région comme pour le pays, les projets zulianais se mesurent par la possibilité de leurs impacts au niveau de la structuration du processus de croissance (2), de la capitalisation et par voie de conséquence, du progrès technologique. Ils devraient donc permettre de modifier le modèle de croissance de Zulia actuellement basé sur l'exportation-substitution, en s'acheminant vers une "croissance structurante". Pour que cette nouvelle croissance puisse jouer pleinement son rôle structurant, la condition impérative qui devrait être requise sera l'articulation-intégration structurelle et spatiale des activités dominantes pour permettre la transmission de leurs effets de croissance. En l'absence de cette condition, les "retombées" ou plus précisément les éclaboussures de la croissance continueront à être centralisatrices et différentielles mais non structurantes.

---

(1) A titre de comparaison, la main d'oeuvre régionale disponible s'élève à 27 mille en 1977 et 30 mille en 1985 (estimation officielle, sous-emploi exclu). Emplois actuels dans les activités de production matérielle non agricole : 108 mille (pétrole, industrie, T.P.-bâtiment). En 1975, la production matérielle non pétrolière (Agriculture, industrie, T.P.-bâtiment) représentait seulement 11,6% de la valeur ajoutée régionale.

(2) Par rapport au P.N.B. du pays en 1975, la production nationale de fer et d'acier s'élevait à 0,9% et celle des mines à 1,3%. Ces productions n'existent pas encore au Zulia.

Cette considération hypothétique, n'étant pas l'expression d'un pessimisme larvé ou d'un déterminisme forcé mais le produit de la connaissance du milieu et du terrain (1), elle entraîne certaines interrogations sur les conséquences de la future croissance : le processus actuel continuerait-il sous une forme différente ou améliorée c'est-à-dire avec une autre modalité de croissance sans arriver à créer un véritable nouveau mode de croissance structurante ? La ville de Zulia resterait-elle toujours un pôle de croissance alors que les pôles de développement continueraient à être ailleurs comme l'est le pôle intermédiaire de Caracas ?

Cette réflexion théorique sous forme d'interrogations et de prospectives a permis la formulation des hypothèses de travail dont découle la réalisation du projet.

#### IV. Conception théorique et méthodologique du projet

Comme il n'existe pas (ou pas encore ?) de théorie générale de développement régional et urbain immédiatement applicable, la problématique théorique de la recherche en Amérique Latine est loin de rencontrer une solution adéquate. Dans cette situation, la présente conception de travail doit donc être considérée comme une simple tentative avec ses possibilités et ses limites. Précisons également que cette tentative expérimentale est nettement limitée dans le temps et dans l'espace : la région du Zulia depuis l'essor pétrolier.

Le fondement méthodique de notre travail est établi sur un ensemble supposé cohérent de principes abstraits (ou théoriques ?), concepts analytiques et instruments méthodologiques :

1. Pour le Zulia actuel, le problème théorique fondamental réside dans les rapports entre la croissance et les perspectives de développement (2).

---

(1) Les hypothèses et le programme de travail doivent refléter les données et les indices ayant motivé cette inquiétude.

(2) Les "développementalistes" (desarrollistas) considèrent le développement du tiers monde comme "l'antichambre" du capitalisme et confondent souvent la croissance avec le développement. Il en est de même pour certains auteurs théoriques (cf. CEPAL-ILPES, op.cit. pp. 25-29), Sergio de la Pena et al., en torno al capitalismo latinoamericano, Edit. I.I.E. México, 1975, pp.112-115, D.F. Maza Zavala, Venezuela, crecimiento sin desarrollo, Edit. U.C.V., Caracas 1976, pp.16-32, Ramon Losada Aldana, Dialéctica del sub-desarrollo. Edit. Gribaljo S.A. México 1969, pp.41-32.

Celui-ci doit comporter une finalité économique et sociale indiquée par la tendance d'évolution des forces productives (1) dont le développement est saisissable sur le terrain à l'aide de deux instruments d'observation : les effets économiques et la fonction sociale de la croissance (2). L'accumulation sociale en tant que concept analytique systématisera les résultats de cette observation ;

2. Les perspectives de développement du Zulia sont alignées sur la voie capitaliste de développement moyennant une concentration de capitaux sous la forme du capitaliste d'Etat et d'association de capitaux de différentes origines (publique, privée nationale et transnationale). Dès lors, l'Etat est devenu le régulateur de la croissance, normalisateur des mécanismes de fonctionnement et garant du développement capitaliste. Il sera donc nécessaire d'analyser le rôle de l'Etat et ses répercussions sur les perspectives de développement régional. Ce rôle de l'Etat dans la région est observable à travers des impacts dont la nature sociale et le contenu économique, doivent être pensés à travers l'action des institutions régionales ;
3. L'hétérogénéité structurelle et les défauts de l'organisation spatiale existent dans tous les pays du tiers monde et à tous les niveaux (national, régional, urbain). Ils sont plus prononcés dans un processus de croissance accélérée basée sur l'exportation-substitution. Les relations organiques et les rapports de force entre les composantes d'une structure et entre les espaces, déterminent les éléments prédominants ou dominants du processus. L'emploi des concepts articulation et intégration paraît donc adéquat pour l'analyse structurelle et spatiale des unités mineures ;

---

(1) Le concept de développement des forces productives, souvent considéré comme une abstraction ou employé comme une "recette idéologique", désigne en fait une réalité observable sur le terrain à travers des analyses portant sur : la politique d'investissement et l'accumulation sociale qui déterminent la redistribution de la richesse, la localisation des équipements et infrastructures de production, équipements sociaux ; l'emploi et la rémunération de la force de travail ; les facteurs de capitalisation etc... par rapport à l'organisation sociale de production.

(2) La fonction sociale de la croissance a une certaine répercussion sur la tendance des rapports de classes et la dynamique des organisations sociales de production.

4. Une région, un centre, une zone etc... sont des composantes spatiales (ou segments spatiaux ou unités spatiales mineures) d'un autre ensemble qui est l'espace national avec ses frontières internationales contrôlées, sa souveraineté d'Etat, ses institutions sociales, son appareil d'Etat et de Gouvernement. Par conséquent, toute transposition intégrale des instruments d'analyse macro-économique à ces segments spatiaux n'est pas une méthode appropriée (1) ;
5. La structure de production d'une unité spatiale mineure peut être complémentaire, compétitive ou spécialisée par rapport à celle d'autres unités spatiales dans le contexte national. De cette spécificité, il ressort que les relations de flux (biens, services, migration) sont aussi importantes que la structure de production de ces unités mineures. Ces relations déterminent non seulement le volume des échanges et les limites de l'espace mineur mais surtout ses fonctions économiques et spatiales ;
6. Si l'espace physique comporte des propriétés additionnelles, la complexité des activités humaines dans l'espace socio-économique ne permettent pas de considérer celui-ci comme la somme de ses éléments car il est en fait, le produit de ses composantes (2).

La conception théorique et méthodologique résumée ci-dessus a permis le choix d'un ensemble d'échantillons liés ou non entre eux, mais indispensables pour la réalisation de cette étude :

1. Le système urbain du Zulia constitué par les centres urbains et semi-urbains, les "constellations" de bourgs ruraux et de centres non hiérarchisés qui forment des conglomérats spatiaux jouant le rôle d'espace intermédiaire en remplacement de la faille dans la hiérarchie urbaine ;
2. Les centres de croissance peu ou non articulés avec le système urbain régional (enclaves pétroliers et haciendas modernes) ;
3. Une zone principalement rurale où se trouvent les mines

(1) Nombres d'études régionales et urbaines oubliant que ces espaces mineurs ne sont pas des pays ! Bien que cette constatation puisse paraître comme une lapalissade, elle n'en comporte pas moins une grande importance méthodologique et conceptuelle.

(2) Pour plus de détails sur les définitions de l'espace, voir notre travail intitulé *Investigación socio-economica básica*, Edit. Horizonte, Lima 1976, chapitres III et IV.

de charbon et qui est directement liée à Maracaibo en tant qu'hinterland de l'aire métropolitaine régionale.

En résumé, notre terrain d'observation est composé d'un système urbain, des centres de croissance "enclavés" et d'un hinterland de projet.

Il convient de préciser que le terme système urbain ne désigne pas à priori, un ensemble de centres hiérarchisés et localisés dans un espace déterminé. En effet, la hiérarchisation reste à promouvoir en Amérique Latine comme dans bien d'autres régions du monde. Même dans certains pays industrialisés, elle est encore dérisoire.

Le choix des échantillons d'observation a été également dicté par la réalité régionale et les conditions d'insertion dans la structure d'accueil :

1. Ces échantillons sont représentatifs du modèle de croissance basée sur l'exportation-substitution. Ils comportent donc principalement des données mesurables et certaines caractéristiques observables concernant la rationalité économique spécifique du processus régional ;
2. La très forte domination centralisatrice de Maracaibo sur le reste de la région du Zulia lui confère les attributs de centre d'équilibre régional auquel sont ramenés, régularisés et normalisés les éléments perturbateurs du modèle de croissance (selon les théories de l'équilibre général et celles de l'équilibre partiel). Exception faite pour les enclaves pétrolières qui suivent le modèle d'équilibre général régularisé par la mégalopole nationale ;
3. La dépréciation du secteur agricole (1) accompagnée d'un très faible rapport entre la croissance de ce secteur et celle des activités d'exportation-substitution, nous amène à analyser une zone rurale de l'hinterland de Maracaibo. Cette analyse rurale devra également permettre de vérifier notre énoncé hypothétique concernant la recherche urbaine (2) : les solutions fondamentales et draconniennes pour résoudre les problèmes urbains ne se trouvent pas uniquement dans la ville, les secteurs de production ou les techniques d'urbanisme. Elles se situent à différents niveaux : social, structurel et spatial dans leur ensemble (3) ;

---

(1) Appauvrissement général et prolétarianisation (ou lumpen-prolétarianisation) partielle du paysannat parcellaire, exode rurale, drainage de la rente foncière vers des activités urbaines principalement spéculatives, transition capitaliste d'une très petite partie de l'agriculture, absentéisme des hacendados, et comme conséquence principale, déficit alimentaire...sont des phénomènes très courants en Amérique Latine.

(2) et (3) voir page suivante.

4. L'intention déclarée des autorités régionales laisse supposer une certaine volonté de consolider la région du Zulia pour la transformer en pôle compensateur ou métropole d'équilibre par rapport à la centralisation de la mégalopole nationale.

#### V. Hypothèses de travail

L'ensemble des réflexions théoriques et des travaux préliminaires sur la structure et l'espace, nous ont permis de formuler un corps d'hypothèses de la manière suivante :

- 1) Comme conséquences du modèle d'exportation-substitution, il devrait exister une relation structurelle étroite, bien que quantitativement non proportionnelle, entre d'une part, la croissance économique du Zulia, et d'autre part, la centralisation métropolitaine de Maracaibo comme relai de Caracas et la concentration urbaine dans les centres de croissance de la région pour atteindre ultérieurement un certain niveau de congestion et de déséconomie ;

Après cette hypothèse principale et par rapport aux projets du Zulia, il convient de formuler deux autres hypothèses prospectives concernant les impacts du nouveau processus ou modèle de croissance.

- 2) Si cette première hypothèse se confirmait et si l'articulation-intégration de nouveaux projets ne se réalisait pas, la future croissance ne serait pas en mesure de transformer la structure régionale, les défauts structurels et spatiaux pourraient être soit aggravés soit altérés mais non fondamentalement corrigés. En conséquence, ce ne serait pas un nouveau modèle de croissance structurante mais simplement une nouvelle modalité de croissance dont la finalité serait destinée surtout à la reproduction sociale du modèle actuel ;

(suite de la page précédente)

- (2) voir avant projet "les systèmes urbains" élaboré conjointement avec F. GENDREAU
- (3) Dans cet ordre d'idée, les travaux urbains et régionaux réalisés sous la forme de monographies et diagnostics monodisciplinaires ou sectoriels ne peuvent permettre de résoudre l'ensemble des problèmes complexes du phénomène. Cependant, malgré les efforts appréciables de spécialistes français, l'interdisciplinarité de la recherche urbaine reste à promouvoir (cf. CNRS, 1972). L'analyse interdisciplinaire de la croissance urbaine, Edit. espagnole de l'A.E.A.L., Madrid 1976, pp. 12 et 173). Dans cette publication, on peut lire ou résumer : certains économistes parlent de la ville comme foyer de croissance, les sociologues rejettent le concept de la ville et pensent qu'il n'existe pas de science du phénomène urbain, les géographes proposent l'idée des univers scientifiques juxtaposés.

- 3) Il serait possible qu'intervienne une alternative : la future croissance serait à la fois structurante et centralisatrice. Ce nouveau modèle permettrait de corriger une partie des défauts de la structure de production donc une meilleure modalité de transition capitaliste de l'économie nationale. L'actuelle association de capitaux et articulation entre les différentes formes de capitalisme sera le maillon principal de cette transition. Cependant, la fonction sociale de cette croissance et ses effets sur l'organisation de l'espace conserveraient les mêmes caractéristiques fondamentales du processus actuel. Le Zulia resterait un pôle de croissance et ne serait pas une région d'équilibre.

#### VI. Résumé du programme de travail

Conformément aux hypothèses et à la conception du projet d'étude, les grandes lignes du programme de travail sont les suivantes :

- identifier le système urbain et les centres de croissance du Zulia par zone spatiale en distinguant l'aire métropolitaine et son hinterland, les autres centres hiérarchisés, les espaces articulés ou intégrés, les enclaves et zones de projets ;

- étudier la structure de production, les relations internes et externes de flux de ces unités spatiales ;

- pour les centres importants, analyser leurs fonctions sociales, économiques et spatiales dans le cadre régional, inter-régional, national et frontalier (frontière colombo-vénézuélienne) ;

- analyser les rapports entre la croissance économique de la région et la centralisation métropolitaine (1970-77 et projection des facteurs de croissance 1977-95 par période caractéristique des projets) ;

- examiner les facteurs d'ordre politique, économique et institutionnel avant une relation avec la croissance, la centralisation et le processus régional ;

- à partir d'une zone rurale de projet, étudier les flux migratoires la force de travail et l'emploi, la distribution de revenus, le système des haciendas et le drainage de la rente foncière vers les secteurs urbains et industriels.

L'ensemble de ces travaux sera complété par une analyse globale sur la structure de production, la croissance économique et les grands axes de flux du pays.

Enfin, il convient de rappeler que la présente étude ne constitue qu'une première phase de la recherche sur les systèmes urbains et centres de croissance régionaux.

Maracaibo, Juillet 1978

DEUXIEME PARTIE

L'HOMME DANS LA VILLE



PROPOSITIONS POUR UN ENSEMBLE COORDONNE DE RECHERCHES

EN SOCIOLOGIE URBAINE

par Roland DEVAUGES, sociologue

Dans le cadre des conditions nouvelles de la recherche "outre-mer", telles qu'elles ont été présentées au Colloque des 23 et 24 septembre 1976 et sur le thème de la sociologie urbaine qui a été retenu à ce même colloque, je voudrais proposer l'esquisse d'une problématique proprement sociologique et, dans le cadre de celle-ci, quelques sujets de recherche qui me paraissent présenter un intérêt actuel. Je précise que ce travail n'engage que moi et je souhaite qu'il provoque des discussions et des contre-propositions pour l'expression et l'aboutissement desquelles je propose, à la fin de ce texte, une procédure pratique.

I. Problème concret et recherche multidisciplinaire

La place plus grande donnée aujourd'hui aux recherches d'application, a pour conséquence le passage au premier plan du problème concret - posé de surcroît par une instance extérieure, un utilisateur - aux dépens du sujet suscité par la seule dynamique interne de la recherche. Ce problème concret n'étant généralement pas coextensif au domaine d'une unique discipline, la nécessité de le saisir, aux fins pratiques de l'intervention, dans l'ensemble de ses déterminants, implique une recherche multidisciplinaire, ce qui soulève à son tour un certain nombre de conditions qui ne sont pas toujours évidentes ni faciles à satisfaire. La première de ces conditions est de ne pas faire de la pluridisciplinarité pour satisfaire à une certaine mode intellectuelle mais pour des raisons d'efficacité et parce qu'il est nécessaire de regrouper les approches de plusieurs disciplines pour cerner le problème posé. Cela conduit alors à se demander quelles sont les spécialités qui peuvent apporter, ou apporter mieux que d'autres, les divers éléments de cette connaissance. Cette sélection opérée, une autre difficulté surgit - difficulté féconde d'ailleurs - qui est de rendre compatibles les apports hétérogènes des disciplines consultées au sein d'un même plan d'observation et de les faire contribuer à la connaissance de leur objet commun.

Ces interrogations se répercutent évidemment au niveau de chaque discipline pour laquelle les problèmes d'identité se posent alors avec une urgence nouvelle et d'une manière cette fois comparative, et même compétitive :

- au plan de sa théorie et de sa problématique d'abord : quel est de façon précise son objet, son point de vue, c'est-à-dire qu'est-ce quelle est, mais aussi qu'est-ce qu'elle n'est pas, et en quoi peut-elle contribuer mieux ou moins bien qu'une autre à la connaissance de tel ordre de phénomènes ;

- cette mise en question se poursuit jusqu'au plan technique, ce qui a des conséquences pour l'organisation des programmes de recherche : qui est plus apte à réaliser une série de cartes, un questionnaire de sondage, le plan statistique de ce sondage, une analyse de cas particulier, etc..., ce qui doit conduire à un regroupement plus économique et plus efficace des tâches concrètes et éviter empiètements et frictions (1).

## II. Éléments pour une problématique sociologique du fait urbain en Afrique

Dans cette perspective, la première tâche d'une discipline donnée est donc de réaffirmer sa problématique, c'est-à-dire ses cadres théoriques et opératoires et les domaines concrets qui sont à sa portée. Ainsi, on se rappellera que la sociologie est l'interprétation théorique, dans l'ensemble de la production humaine, de la part spécifique des effets de groupe, de ce qui provient du fait que l'homme n'agit jamais isolément mais toujours d'une manière directement ou indirectement collective. Cette perspective, globale dans son objet, mais limitée dans son point de vue (toute activité humaine a un aspect sociologique, qui n'en épuise pas la connaissance, mais se situe parmi une multiplicité d'autres savoirs), détermine la manière dont la sociologie abordera un élément particulier de cet objet. Ainsi, la ville - et surtout la grande ville, pour en venir à notre objet actuel - se présente alors dans cette perspective, non pas comme un micro-univers fermé sur ses dynamismes internes, mais comme le lieu d'application d'une pluralité de processus qui conditionnent à des degrés divers la production et la reproduction de sous-systèmes inter-dépendants ; quelques-uns seulement se limitent à son cadre strict alors que d'autres débordent ce cadre et ne peuvent - et ceci est essentiel - être saisis dans leur action réelle sur le milieu urbain à travers leurs seuls effets apparents dans son cadre restreint.

Ainsi, dans le cadre des villes tiers-mondistes qui nous concernent ici, on peut définir, comme composant ce cadre global, ce que l'on a proposé d'appeler une "relation à trois pôles" qui sont, d'une manière fortement schématisée :

a) les sociétés industrielles avec lesquelles se fonde le rapport de monde développé à monde sous-développé ;

b) les sociétés traditionnelles ayant généralement conservé leurs centres d'influence en milieu rural et dont on a pu montrer les relations vivantes et multiformes avec la ville réputée "moderne" ;

c) enfin, la ville elle-même comme milieu partiellement autonome en voie de renforcement progressif et qui, milieu nouveau par excellence, conditionne aujourd'hui peu ou prou l'ensemble des processus dont les nouveaux Etats sont le siège.

---

(1) Bien entendu, il ne s'agit pas là de cloisonnements définitifs et dogmatiques mais d'une division du travail momentanée, fondée sur des critères opératoires. La pratique de l'interdisciplinarité ne doit pas entraver l'esprit de compétition scientifique mais - à condition que la tâche prévue soit poursuivie - le stimuler.

Dans ces conditions, si l'on veut appréhender un processus social urbain particulier avec les meilleures chances de ne pas le mutiler, c'est-à-dire en le saisissant dans la totalité (dans le plus grand nombre connaissable) de ses déterminismes, il faut le replacer dans ce cadre globalisant. Cela ne revient certes pas à mettre systématiquement en relation tout avec tout ni à exclure les sujets limités. Il s'agit bien au contraire, dans le plan de recherche concernant chacun de ces projets limités, de ne pas oublier l'existence des variables extérieures, "fixées" pour la commodité de l'observation, mais qui peuvent jouer un rôle de "surdéterminants" à l'égard des processus limités pris pour objet d'observation (1)

---

(1) Je donne ici au concept de surdétermination un sens un peu approximatif dont je demande qu'on veuille bien l'accepter momentanément, éludant ainsi le problème complexe - et par ailleurs essentiel - de la domination et de la détermination qu'on ne peut aborder ici. J'estime - s'il faut définir tout de suite ma position à cet égard - que celui-ci doit venir après les recherches proposées ici et faire l'objet d'un plan d'expérience (ou plus modestement d'observation) particulier.

Il est à noter que le VIIème Plan - qui paraît restrictif dans la définition de l'objet de recherche ("il faut maintenant prendre en considération la ville elle-même") - exprime une position globaliste exactement identique dans la manière dont il définit les thèmes qu'il assigne à la recherche urbaine (1).

---

(1) Voici, pour information, le contenu du programme fixé par le VIIème Plan

1) Consommation et appropriation de l'espace

Articulation des sous-espaces de la ville ; croissance urbaine ; évolution des divers systèmes de production de l'espace urbanisable, de production de logement. Caractéristiques structurelles du problème des transports urbains.

2) Système politico-institutionnel de la gestion urbaine

Administrations et institutions, financement de l'urbanisation, analyse des politiques urbaines par référence aux structures sociales et aux déterminants économique-politiques.

3) Emploi

Chômage et sous-emploi ; fonctionnement des marchés de l'emploi urbain ; secteur informel de l'économie urbaine ; plus largement, l'économie urbaine dans les pays en voie de développement.

4) Relations des pays industriels et des pays en voie de développement en matière de production de villes

Recherches sur les nouvelles formes d'internationalisation des interventions ; rôle des organismes internationaux et des bureaux d'études ; les enjeux économiques et le rôle des firmes, le financement international de l'urbanisation ; l'étude des relations internationales dans des secteurs clés tels que transport, logement, eau, assainissement.

5) Transfert dans les pays en voie de développement des techniques et méthodes de production de la ville et des méthodes de planification et les obstacles à ces transferts ; processus d'adaptation des méthodes et des technologies ; leurs limites, d'où la remise en cause des outils et concepts importés, notamment dans le secteur clé des transports.

6) Problème de santé et aménagement urbain

On se trouve ici à un point de rencontre des recherches médicales, de celles sur les comportements culturels et des problèmes de transferts de techniques (exportation et choix des technologies, par exemple sur la consommation d'eau et l'assainissement) et l'aménagement urbain. L'étude du péril fécal en est un exemple.

7) Recherche en amont de la crise urbaine

Rapports avec les processus généraux de sous-développement ; lien entre la destructuration du monde rural et les migrations, entre type d'industrialisation et type d'urbanisation, relation avec l'évolution des réseaux urbains.

### III. Projet pour un ensemble de thèmes coordonnés

Ce programme ne prétend bien entendu ni à l'exhaustivité ni à une élaboration théorique complète : c'est un projet. Il n'est cependant pas établi au hasard mais en tenant compte de la nécessité qui vient d'être définie de ne jamais étudier un sujet isolément mais en le replaçant dans le cadre de ses déterminants internes et externes et des relations de dépendance pouvant exister entre eux. Il s'articule autour de quatre thèmes allant en principe des plus "indépendants", ou des plus dominants, aux plus conditionnés : la croissance urbaine au point de vue démographique, l'économie et le milieu urbain, la relation instituant-institué (les pouvoirs), enfin la sociologie de la vie domestique (le "vivre en ville").

A l'intérieur de ces thèmes peut trouver place une multitude de recherches particulières : je n'ai mentionné ici que celles qui en jalonnaient le domaine ou celles que me paraissaient d'un intérêt plus actuel. D'autres peuvent évidemment y trouver place, l'essentiel n'étant pas de mentionner tous les sujets possibles ou même "intéressants", mais de définir les cadres permettant d'intégrer ceux que le progrès de la connaissance ou la conjoncture extérieure (la demande des Etats) pourraient nous proposer.

Je n'ai évidemment ici que l'aspect sociologique de ces sujets tout en n'ignorant pas que celui-ci n'en épuisait ni la nomenclature ni la connaissance. Comme je viens de la dire plus haut, je pense que ce n'est qu'après avoir bien précisé, dans chaque discipline, notre point de vue propre que nous pourrions aborder l'élaboration commune de plans de recherche pluridisciplinaire.

#### Thème I - Sociologie de la croissance urbaine

C'est évidemment sous la forme la plus massive et la plus totalisante - celle qui contient toutes les autres - le problème-type des villes africaines (pour ne parler que d'elles). Ce problème est également exemplaire au point de vue de la recherche de ses déterminants en ce qu'il est à la fois une conséquence d'une multiplicité de facteurs et notamment des perspectives politico-économiques globales du pays "possesseur" de la ville et une cause de phénomènes spécifiquement urbains : chômage, suroccupation, débordement des équipements urbains, etc...

On l'étudiera donc ici essentiellement au niveau de ses causes et de ses conséquences dans le milieu urbain. Une opération de recherche complexe comporterait alors, pour le seul sociologue et à son propos, les grandes tâches suivantes :

- détermination des indicateurs du surpeuplement aux différents niveaux : de la production et de la consommation en biens et équipements notamment ;

- étude des origines du surpeuplement dans leurs conséquences sur la société urbaine : exode rural et/ou travailleurs immigrés ; mouvement naturel de la population, etc... (1) ;

- étude des phénomènes en liaison directe avec le surpeuplement, soit, au plan de la production, le décalage entre le volume de main-d'œuvre et le marché du travail (chômage, non-emploi, sous-qualification, etc...) et, au plan de la consommation, les conséquences de la redistribution de la masse salariale à la famille élargie, la sur-utilisation des équipements urbains, l'habitat, la délinquance, etc...

## Thème II - Société urbaine et Economie

---

Il s'agit ici de l'impact sur la société urbaine de l'interaction entre processus sociologiques et processus économiques, en tant qu'ils ont la ville pour objet ou pour origine. Dans la perspective adoptée ici, c'est surtout la production et la consommation qui sont à considérer, la circulation des biens et des gens étant plutôt en relation avec les thèmes III et IV suivants :

a) la production doit s'entendre ici au sens large, c'est-à-dire de production des biens matériels, mais aussi de conception, d'organisation, de direction et de gestion. Elle recouvre en milieu urbain africain les sujets suivants :

- les formes de l'entreprise en milieu urbain incluant le secteur "moderne" des entreprises nationalisées, les multinationales et les grandes compagnies étrangères, envisagées surtout dans leurs tactiques concurrentielles, à l'intérieur des villes, certes, mais également rapportées à leurs stratégies d'ensemble (2) ;

---

(1) On a déjà exécuté à Brazzaville une étude interdisciplinaire (démographie-sociologie) sur le contrôle social de la fécondité, qui trouverait sa place ici.

Cette étude a donné lieu à la création d'un thème commun concernant la fécondité (qui dépasse évidemment le cadre urbain).

(2) Certains des sujets évoqués ici soulèvent évidemment de délicats problèmes liés à la conjoncture locale dans le pays demandeur des recherches. L'opportunité de leur étude serait bien entendu laissée à sa discrétion. Ils devaient cependant et de toutes manières, être nommés à leur place et, dans leur rôle, ce qui est fait ici.

- le secteur relativement clos de l'entreprise locale, qui est peut-être, au plan sociologique, le plus riche d'enseignements du fait des problèmes spécifiques nés de sa double dépendance à la fois de la société traditionnelle et du milieu moderne (1) ;

- le travail urbain au plan de ses conséquences sur la formation de la société urbaine : ses conditions matérielles particulières ; les rapports de production constitués en milieu urbain : salariat de type occidental, statuts "familiaux" de type coutumier, régime intermédiaire de l'"apprentissage", etc... Apparaît ici en particulier le rôle antagonique des appartenances ethniques et des rapports de classe et évidemment leur étude qui est un des sujets-clés de la sociologie actuelle des villes tropicales (2).

b) de son côté, la consommation serait étudiée ici à tous les niveaux, c'est-à-dire non seulement les biens matériels mais aussi la consommation de services, de formes d'organisation et d'idéologies. Ici, comme à propos des autres thèmes, la situation particulière de pluri-acculturation des sociétés urbaines africaines, donne au problème une complexité particulière (3).

### Thème III - L'instituant et l'Institué dans la société urbaine

---

Ce thème est en ce qui me concerne au centre de mes préoccupations actuelles. J'emploie cette opposition au sens où l'on oppose par exemple le fabriquant le fabriqué (4) pour faire apparaître la forme particulière que prend dans la grande ville africaine actuelle le rapport entre les pouvoirs institués et la population des administrés. Ce rapport a paru, dans le cas du moins de Brazzaville, essentiellement caractérisé par la dualité persistante - en dépit des processus d'intégration que leur fait subir la pratique sociale urbaine - des formes institutionnelles et culturelles en présence. Ceci se traduit par une certaine impuissance des institutions et donne par voie de conséquence à l'acteur un pouvoir créateur qu'il n'a pas, ou pas autant, dans les sociétés plus stabilisées (5).

- 
- (1) L'étude faite à Brazzaville sur la petite entreprise congolaise trouverait sa place ici.
  - (2) cf. note (2) p. précédente
  - (3) On renverra également ici aux propositions de recherches concrètes faites par le géographe Haeringer aux économistes. Dans son cas, comme dans le mien, il s'agit de l'expression de nos besoins en matière de problèmes économiques et les thèmes proposés à ce titre peuvent être remaniés par les économistes en fonction de leur problématique propre. C'est précisément dans cet échange que réside l'intérêt d'une approche interdisciplinaire.
  - (4) Très proche, bien que conçu en dehors d'elles, des analyses de Lapassade et Lourau par exemple "La Sociologie", éd. Seghers, pp. 162-171.
  - (5) Les auteurs cités soulignent également ce rôle dans le contexte des sociétés industrialisées lorsqu'ils parlent de "l'action instituante des masses contre l'ordre établi" (op. cit., p. 163).

Dans cette perspective, la recherche doit se poursuivre dans trois directions :

a) l'institué à la fois comme produit et comme producteur et régulateur de l'action des instituants : au premier rang, l'appareil d'Etat et ses grandes institutions (Idéologie officielle, Justice, Enseignement, Santé, etc...) ; à côté de lui, les idéologies et les appareils des sociétés traditionnelles, tels qu'ils sont réapparus en milieu urbain ; en un mot, l'institution et l'autorité établie sous toutes les formes, apparemment fixées mais en fait en constante évolution ;

b) l'instituante considéré en premier lieu au niveau des dirigeants, c'est-à-dire de ceux qui, hommes et organisations, sont investis de la légitimité et d'une part variable de pouvoir et sont chargés de faire participer l'institué aux actes concrets de la pratique sociale. On retrouve donc ici les agents des appareils ci-dessus désignés à côté de quelques autres, soit :

- L'Etat et la haute administration (ici, au niveau de leur place et de leur rôle en milieu urbain)

- l'Enseignement et l'Education

- l'Administration municipale

- les Pouvoirs traditionnels sous la forme où ils sont réapparus en ville

- les Pouvoirs "occultes" (ce qui implique une étude de la répartition réelle du pouvoir)

- les diverses formes plus ou moins informelles de pression sociale (1).

c) l'instituante également mais au niveau cette fois des dirigés et des dominés : ceux-ci ne constituent pas évidemment un ensemble homogène, massifié, mais sont faits de la population prise à tous ses niveaux depuis celui des dirigeants ou des dominants, qui sont aussi, toujours, d'une manière ou d'une autre, "dirigés", jusqu'aux éléments apparemment les plus démunis de pouvoir et d'initiative, mais qui, par leur simple pratique, "normale" ou non (variance, déviance, délinquance), ou leur lutte (lutte des classes, compétition sociale), contre-balancent ou infléchissent le rôle et la nature du pouvoir établi (2).

---

(1) cf. note (2) p. précédente.

(2) L'étude de J.F. Mbah sur les transformations de la transmission des biens au Congo, rentre sous ce thème.

#### Thème IV. Sociologie du "vivre en ville"

Je reprends ici à dessein l'heureuse expression du projet Haeringer, à la fois parce qu'elle correspond à mon avis à certains des aspects les plus immédiatement essentiels de la vie quotidienne des citadins, mais aussi parce qu'en même temps j'estime qu'elle ne se situe pas, dans une perspective sociologique du moins, au premier rang où il la place, mais qu'elle est au contraire largement conditionnée, surdéterminée, par d'autres processus sociaux et, en particulier, ceux qui viennent d'être évoqués. Il serait par ailleurs particulièrement arbitraire de considérer ce thème isolément du précédent en ce qui concerne le rôle d'"instituant" de la population, la société traditionnelle mettant précisément la vie domestique en totale continuité avec les instances de la production, du pouvoir et des idéologies justificatives. Sur le plan spécifiquement urbain toutefois, les deux domaines ne se recouvrent pas complètement et on raterait dans celui-ci tout ce qui se fait dans le cadre des possibilités individuelles (ou du ménage), c'est-à-dire des moyens économiques et des possibilités réelles de choix.

Ce thème recouvre en premier lieu tous les domaines qui relèvent de l'action urbanistique, soit principalement :

- l'habitat et l'environnement : l'hygiène publique ;
- l'habitation ;
- les biens de consommation domestique et l'approvisionnement ;
- les besoins en déplacement et les possibilités offertes à cet égard par le milieu urbain (1) ;

---

(1) On sait que le thème des transports est au premier rang des préoccupations du VII Plan. On renverra pour plus de détails sur le contenu possible de ce thème au projet Haeringer en faisant remarquer que l'analyse "intimiste" qu'il propose est surtout de la compétence des méthodes de l'anthropologie et de la psycho-sociologie.

(2) Une expérience d'exploitation par cartographie automatique des données du Recensement est actuellement en cours à Brazzaville, cf. p. ...

On rangera également ici l'étude des structures informelles ou en voie de constitution, c'est-à-dire des phénomènes d'une autre nature et d'une autre portée que ceux qui précèdent et qui relèvent des seuls "besoins" domestiques. Ceux-ci, au contraire, traduisent des tendances encore partiellement inexprimées ou des transformations inaperçues. Il s'agit ici de la formation spontanée de groupes avec des objectifs nouveaux : entr'aide, distractions, etc..., aussi bien que de la constitution de milieux nouveaux qui peuvent, en matière d'"usage", être créateurs de modes ou délibérément déviants ou délinquants.

#### IV. Deux tâches immédiates à accomplir

Il est apparu, au cours du Colloque qui est à l'origine de ce travail, que la question qu'on lui avait posée - à savoir définir un ensemble limité de recherches d'intérêt immédiat - ne pouvait pas recevoir de réponse simple, ne devait même pas en recevoir, du moins sous cette forme purement additive. En effet, le risque était double : ou bien de s'enfermer dans une série de thèmes trop étroits et sans nécessité théorique profonde ; ou bien, par le souci de ne rien laisser échapper des demandes possibles, de définir des thèmes tellement vagues qu'ils seraient inefficaces pour éviter la dispersion des efforts. Est au contraire apparue au cours des discussions, la nécessité d'aborder la question du côté de sa plus grande exigence scientifique, c'est-à-dire par la définition d'une problématique qui devait être d'abord intradisciplinaire, ce que je me suis efforcé de faire ici. La première tâche que je voudrais proposer serait donc une discussion et un approfondissement théorique de cette problématique.

Ceci acquis, il reste qu'on peut faire dans un cadre ainsi assuré, et étant entendu qu'on ne peut vraiment séparer problématique et recherche concrète, un grand pas de plus vers les intentions premières du Colloque en définissant un cadre restreint de recherches urbaines que nous serions théoriquement et techniquement armés pour aborder dans l'immédiat. Ce choix devrait faire appel à l'expérience que nous avons du "terrain" afin que ceux-ci correspondent à des problèmes réels et urgents qui est que nous ayons de ce fait la possibilité de les faire accepter par les Etats où nous travaillons. C'est la seconde tâche que je voudrais proposer, ou plutôt reproposer ici, avec cette fois le temps de la réflexion qui manquait au cours du Colloque.

Voici donc ceux qui ont déjà été présentés au Colloque mais d'une façon quelque peu hâtive et sans avoir pu être vraiment examinés, et qui pourraient servir de base de réflexion :

- les facteurs de formation/transformation de la société urbaine et sa spécificité croissante (ce sujet relève plutôt de la problématique) ;
- l'entreprise locale dans la société urbaine (thème II)
- structuration de la société urbaine : "ethnisme", classes sociales (thèmes II et III) ;
- pouvoir et gestion de la société urbaine (thème III) ;

- pratique sociale, opinion publique et pouvoir (thème III) ;
- transformation des modes de transmission des biens (thèmes II et IV) ;
- transformation de la structure familiale : le statut de la femme, le contrôle social de la fécondité (thèmes I et IV).

#### V . Propositions pour leur exécution

L'exécution concrète de ces tâches - étant donné les conditions de travail particulières à l'ORSTOM - implique avant tout de réagir contre notre éparpillement géographique, contre un certain relâchement aussi qui en est peut-être la conséquence, de notre organisation autour de notre Comité Technique. Peut-être pouvons-nous pour cela prendre à la lettre les intentions exprimées par la Direction Générale à l'occasion du Colloque, de réaffirmer le rôle des Comités Techniques et d'encourager les groupes de réflexion sur le terrain. Mais il reste à préparer l'action des uns et des autres, compte tenu de ce que les réunions de ces groupes ne peuvent être qu'assez espacées. Je voudrais pour ma part faire les suggestions suivantes :

- Commencer d'une manière aussi directe et immédiate que peu coûteuse par un échange systématique de correspondance partant à chaque fois sur un objet précis et dont chacun d'entre nous pourrait à chaque moment prendre l'initiative. Cette correspondance serait automatiquement envoyée à tous les sociologues de l'Office - éventuellement, à d'autres chercheurs de l'Office ou de l'extérieur - et à notre Comité Technique.

- Les réponses à ces questions ne seraient par contre - pour des raisons évidentes d'économie - envoyées qu'au seul responsable du thème, qui prendrait alors la responsabilité de regrouper ces réponses, accompagnées de commentaires, d'ébauches de synthèses et de propositions d'action, en une sorte de bulletin informel envoyé de nouveau à tous les participants qui feraient à leur tour commentaires et propositions et les renverraient de même au responsable jusqu'à l'obtention d'un accord.

- Je propose pour ma part que le présent texte soit le premier acte d'un tel échange de correspondance qui porterait sur ses deux préoccupations principales et que je rappelle :

- a) la définition et l'approfondissement d'une problématique proprement sociologique concernant le phénomène urbain, prélude nécessaire à la constitution d'une problématique interdisciplinaire.
- b) la détermination d'un ensemble limité et directement opératoire de thèmes de recherche correspondant à la fois aux intérêts manifestés par le VIIe Plan, aux besoins - exprimés ou non - des Etats avec lesquels nous travaillons, et enfin aux possibilités effectives de chacun de nous.

Brazzaville, Octobre 1976.



QUELQUES REMARQUES COMPLEMENTAIRES THEORIQUES ET PRATIQUES (1978)

par R. DEVAUGES, Sociologue

## I. - La multiplicité des approches et leur usage pour la recherche en milieu sous-développé.

La recherche en sciences sociales en matière urbaine est caractérisée aujourd'hui par un certain nombre de tendances, produit de l'expérience passée et se traduit par un consensus sur un certain nombre de points en même temps que sur une persistance de la pluralité des conceptions et des approches.

Cette recherche dans le cas des villes et des processus d'urbanisation a connu, en France notamment, un remarquable regain d'activité avec les politiques d'aménagement des années 1960. Les grands mouvements de pensée de l'époque, notamment le marxisme et le structuralisme, en ont renouvelé sinon les méthodes et les techniques - qui n'avaient guère évolué sauf sur des points de détail depuis les travaux de l'école de Chicago - du moins la problématique.

## I.1. La problématique marxiste

Aux travaux de "marxistes", représentés notamment par les ouvrages de M. Castells, on doit un certain nombre d'acquis décisifs, acceptés d'ailleurs aujourd'hui par la quasi-totalité des chercheurs :

- l'idée que le fait urbain - pour massif et important qu'il soit - ne peut être séparé de son contexte ; il est notamment inséparable de l'ensemble des conditions socio-politiques et économiques dans lesquelles il se manifeste. Ce fait qui a déjà été magistralement établi par Engels pour l'Angleterre du XIXe siècle est évident aussi non seulement dans le cas des pays industriels mais - comme l'avait déjà montré Balandier, dès 1950, dans son étude sur les Brazzavilles noires dans celui des villes coloniales et post, ou néo-coloniales. Ce fait est d'importance sur le plan méthodologique. Il implique en particulier qu'on ne peut réduire à eux-mêmes les processus qui ont les villes pour siège ou les comportements des populations urbaines. On risque en effet de laisser échapper le rôle des facteurs qui les englobent et les surdéterminent et de n'en expliquer ainsi que les aspects les moins significatifs.

- Castells montre plus tard, mais de la même manière qu'il ne peut y avoir en matière de recherche urbaine d'attitude réellement neutre ; le refus ou l'oubli des aspects socio-politiques ou socio-économiques, s'il peut être mis sur le compte de la méconnaissance dans le cas des chercheurs de l'école de Chicago, ne peut guère être naïf aujourd'hui. Il recouvre en réalité des attitudes politiques conscientes ou non, mais toujours conservatrices ou réformistes et masquées derrière le voile de ce que l'auteur appelle "l'illusion technocratique".

- dans les pays de culture différente, la conséquence de cette attitude globaliste est que la société urbaine locale, de même qu'elle ne peut être séparée des sociétés urbaines et industrielles extérieures, souvent dites "modernistes" et "développées", ne peut l'être davantage de la société locale originale dite par opposition "coutumière" ou "traditionnelle". Faute de cela, elle sera conduite à laisser échapper des faits beaucoup moins visibles à l'observateur étranger, et peut être moins déterminants, mais qui n'en possèdent pas moins un pouvoir explicatif non négligeable concernant les comportements urbains et en particulier les réactions au pouvoir central et aux apports extérieurs ;

dans la perspective politique qui lui est propre, la sociologie "marxiste" des sociétés urbaines a été amenée à mettre en lumière un concept important dont l'intérêt dépasse largement les politiques d'aménagement urbain pour lesquelles il a été surtout employé et qui est le concept d'enjeu, cet enjeu pouvant être non seulement économique mais aussi bien politique ou social. Autour et à partir de l'enjeu, créateur d'une sorte de mini-crise sociale, on voit apparaître les forces sociales dans leurs structures, leurs tactiques, leur finalité profonde et aussi leur poids relatif, variable d'une situation à l'autre d'une époque à l'autre, ou d'une forme de société à l'autre. Un critère particulièrement visible et facile à identifier peut ainsi servir de révélateur pour une analyse en profondeur des sociétés.

En contrepartie toutefois de ces apports décisifs, la recherche urbaine d'inspiration marxiste implique souvent un certain nombre d'attitudes qui font problème et auxquelles des chercheurs qui acceptent les principes ci-dessus énoncés peuvent ou non adhérer:

- la première est sans doute une tendance généralisée à la subordination de la pratique scientifique à l'action politique avec les conséquences qui peuvent en résulter concernant la limitation prioritaire des sujets et une certaine autocensure dans l'interprétation des résultats. Cette perspective n'est plus guère défendue aujourd'hui et le scientifique paraît bien réinstauré dans sa spécificité. Il en reste toutefois un élément intéressant qui est la prise de conscience du fait que la démarche scientifique n'introduit pas dans une sorte d'état de grâce où tout devient clair, mais qu'elle est une visée, une lutte constante contre les parts d'idéologie qui subsistent, ou se reconstituent à mesure, dans tout ordre de connaissance, y compris la connaissance scientifique ;

- l'adhésion à la dialectique matérialiste comme idéologie de recherche, implique également la reconnaissance explicite - tel est notamment le cas chez Godelier et chez Castells - du principe selon lequel, en matière sociale, l'économique est déterminant en dernière instance. Difficilement acceptable comme dogme, cette conception, ainsi d'ailleurs que toutes celles qui constituent la très riche théorie du mode de production, représente une source inépuisable d'hypothèses et d'ébauches de modèles pour l'analyse et l'interprétation des processus sociaux - pas seulement urbains - à condition toutefois qu'on les considère non comme des vérités de droit, des postulats, mais comme des hypothèses complémentaires et coordonnées autour desquelles il est toujours possible de construire un programme de vérification ;

- le matérialisme historique possède également un outil d'analyses logiques privilégiées : la dialectique. Cependant, si la recherche des phénomènes antagonistes et contradictoires constitue une perspective de choix pour analyser certains aspects d'une société et en particulier les forces de changement, elle ne permet pas, à elle seule, de rendre compte de tous les phénomènes importants : il existe aussi des processus linéaires, progressifs, non-contradictaires, et que l'emploi exclusif du modèle dialectique tendra à faire oublier ou méinterpréter. Comme les concepts déjà mentionnés, celui de contradiction doit donc faire l'objet d'un usage méthodique mais non exclusif et non dogmatique, et toujours en association avec les autres formes de causalité possibles.

- sur le même plan technique, les tenants du matérialisme historique éprouvent en matière de sciences humaines une grande méfiance à l'égard des traitements logico-mathématiques élaborés. Ils leur reprochent -non sans raison souvent, comme Castells entre autres l'a bien montré à propos des phénomènes urbains- de servir de caution "scientifique" à l'illusion technocratique. Le résultat en est, jusque chez les meilleurs auteurs, une irréprouvable tendance à majorer ou minorer les faits, à accepter ou rejeter les interprétations d'une manière parfois trop intuitive selon qu'elles contredisent ou non les hypothèses de départ, surtout quand ces hypothèses sont en réalité des vérités de dogme. Or, il va sans dire qu'un programme de recherche doit être pour l'essentiel une mise à l'épreuve des pré-supposés de départ, conçu de façon telle que les propriétés contradictoires aient toutes les possibilités de se manifester. Dans cette perspective, l'analyse numérique constitue sans doute un des instruments les plus efficaces.

### I.2. L'approche structuraliste

A côté du matérialisme historique et souvent du fait de chercheurs partis du même horizon scientifique politique (1), l'approche structuraliste a été utilisée de façon systématique dans l'étude des phénomènes urbains... Son champ d'application est toutefois beaucoup plus restreint, beaucoup plus distancié aussi, par rapport à l'évènement et au devenir que celui des problématiques qui précèdent. Son objet consiste surtout à analyser "la structure des significations urbaines chez ceux qui usent de la ville" (2), c'est-à-dire les corpus d'expression utilisés dans les discours dans et sur la ville, de manière à mettre en lumière des constantes, des permanences, en un mot des structures, sous la variété des formes d'expression. Il semble que cette approche - qui demeure en France le fait de groupes très spécialisés - n'ait guère été utilisée, jusqu'ici, par les chercheurs de l'ORSTOM.

### I.3. Le modèle systématique : usages et mésusages

L'utilisation du concept de système ne se situe pas tout à fait sur le même plan que les "approches" qui viennent d'être évoquées puisque les "marxistes" aussi bien que les "structuralistes" recourent également à la notion de système. Celle-ci tend cependant à prendre une place spécifique dans la recherche et particulièrement dans les études sur les villes qui s'y prêtent particulièrement utilisée avec des fortunes diverses, comme cadre intégrateur pour la détermination des modèles, la notion de système joue un rôle important chez les aménageurs et les informaticiens, dans la constitution des "banques de données" et de "systèmes d'information pour l'aménagement". Elle remplit la même fonction globalisante, quoique de manière plus large dans certains travaux théoriques de sciences sociales, à commencer bien entendu par ceux de Talcott Parsons (3) ainsi que de Touraine et d'autres chercheurs récents, tous ayant en commun une certaine vision "cybernétique" de la dynamique des sociétés (4). La conception de la nature et du rôle du modèle systématique ne réalise toutefois pas le même consensus dans son utilisation ou dans son concept que les problématiques précédemment citées et une étude même sommaire de ses diverses interprétations dépasserait le cadre présent.

(1) Notamment autour de Henri Lefebvre.

(2) R. Ledru. Les images de la ville - Ed. ANTHROPOS, Paris, 1973.

(3) Dès 1951 avec un ouvrage nommé consacré au système social.

(4) Notamment Y. BARREL, A. MEDAIL, etc...

## II. LES CONDITIONS DE TRAVAIL DE L'OFFICE ET LEURS CONSÉQUENCES.

Dans le cadre ouvert de ces perspectives proprement scientifiques, les conditions dans lesquelles travaille l'ORSTOM - en pays étranger - créent un certain nombre de sujétions dont la principale est, bien entendu, que l'exécution de toute recherche est subordonnée à une demande ou au moins à une acceptation de la part du pays concerné. Cette sujétion concerne non seulement l'objet et les buts de la recherche, mais aussi la définition du programme de travail et les conditions techniques de son exécution ; elle implique assez souvent la nécessité d'une intégration dans des opérations conjointes avec les institutions locales. Ces conditions ne sont toutefois pas forcément négatives et peuvent, convenablement négociées, donner lieu à d'intéressantes contreparties sur le plan de l'extension des programmes et de leur continuité dans le temps.

Cette subordination des recherches aux programmes nationaux de développement, qui est généralement la règle, a pour conséquence que les objectifs en sont déterminés à l'avance et que le problème concret à résoudre passe au premier plan, aux dépens de préoccupations plus désintéressées et plus fondamentales. Il y a là un risque certain pour l'ORSTOM, qui est de perdre sa spécificité par rapport aux sociétés d'études et - n'ayant pas les compétences particulières de celles-ci - de voir mettre son utilité en cause. Ces difficultés ne sont pas insurmontables. Elles impliquent notamment la prise de conscience d'une interrogation fondamentale sur le thème de "la recherche pour quoi faire" qui se traduit par la nécessité d'évaluer d'abord et d'établir ensuite les programmes en fonction de plusieurs catégories d'exigences :

- en premier lieu, d'apprécier si la nature du sujet, ses objectifs et les circonstances de son exécution sont conformes aux exigences scientifiques et déontologiques qui doivent être celles de l'ORSTOM. S'il en est ainsi, la proposition faite à l'Office est acceptée, sinon, elle est déclinée ;

- le principe de l'étude étant accepté, il convient de définir les conditions concrètes de travail en tenant compte jusque dans le détail des impératifs locaux, liés non seulement au cahier des charges officiel mais aux conditions concrètes du milieu : sources d'informations existantes, formes d'enquêtes directes, possibles au niveau de la population, etc... Cette reconnaissance des réalités permettra de distinguer le possible du souhaitable et conditionnera ainsi dans le sens restrictif le contenu du programme, les questions auxquelles il pourra apporter des éléments de réponse et les hypothèses qu'il pourra effectivement mettre à l'épreuve (1) ;

- simultanément et en fonction de la nature du problème posé, sera fixée la liste des disciplines les mieux placées pour intervenir, c'est alors à elles que reviendront l'établissement conjoint du plan de recherche dans la perspecti-

(1) Tous les chercheurs de l'Office ont sans doute l'expérience de recherches demandées par telle autorité locale et rigoureusement inexécutable en raison de l'intolérance des populations et ce en dépit de toutes les autorisations officielles concevables.

ve des applications demandées et de manière à fournir à celles-ci des éléments de réponse aussi qualifiés que possible. On conçoit que, à ce niveau, les limites du possible ayant été clairement définies, les chercheurs retrouvent pratiquement toute leur liberté pour choisir leur approche théorique, leurs méthodes et leurs outils de recherche ;

- les obligations relatives aux applications pratiques du programme de recherche étant ainsi satisfaites, une dernière condition reste à remplir si l'Office veut conserver sa spécificité et sa justification : c'est que le travail qui sera effectué, en même temps qu'il aura satisfait de façon convaincante aux besoins des utilisateurs, devra également répondre à des finalités plus vastes et d'intérêt plus général, en apportant une contribution valable au corpus du savoir scientifique. L'élargissement d'une recherche au-delà de ses objectifs immédiats est généralement réalisable. Il doit en tout cas être envisagé dès le départ et demeurer une préoccupation constante. Loin d'être incompatible avec les objectifs pratiques, cette préoccupation supplémentaire contribue à maintenir la recherche à son plus haut niveau d'exigence.

D'une façon générale, l'expérience montre que les conditions de travail faites à l'ORSTOM sont souvent beaucoup moins contraignantes qu'il n'y paraît au départ. Une fois remplies les obligations de programme, les conditions de coopération avec d'autres organismes, et définies les possibilités concrètes, les chercheurs de l'Office conservent une marge de manoeuvre beaucoup plus grande qu'il n'y paraît à première vue en ce qui concerne aussi bien la façon de conduire leur recherche que la possibilité de poursuivre, à côté des objectifs imposés, des développements qu'ils jugent féconds pour l'avenir. Ceci est d'autant plus vrai que leur intérêt sur ces points est généralement le même que celui des organismes nationaux à côté desquels ils travaillent.

Paris, octobre 1978



PROPOSITIONS POUR UNE RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE  
SUR LES MILIEUX URBAINS

---

Par Philippe HAERINGER, Géographe

Le texte qui suit s'efforce de répondre aux vœux exprimés par les Présidents des quatre Comités Techniques de sciences humaines lors de leur réunion du 2 juillet 1976. Il m'était demandé :

"de définir un champ de recherche et de présenter un programme précis sur les problèmes spécifiques de l'explosion urbaine dans toutes ses conséquences".

Ce souhait s'inscrivait dans le cadre des résolutions prises à l'issue de la réunion interdisciplinaire du 29 juin 1976 consacrée, sous la présidence du Professeur PELISSIER, Président du Comité Technique de Géographie, au développement de la recherche sur le milieu urbain. Ces résolutions, explicitement confirmées par les quatre Présidents, avaient été ainsi formulées :

"Considérant les arguments qui militent en faveur d'une telle création (développés par ailleurs),

Considérant la proposition de M. LOMBARD, Président du Comité Technique de Sociologie et Psychosociologie de définir expérimentalement un nouvel objet scientifique,

L'assemblée décide de :

- . Proposer à la Direction Générale la création d'un laboratoire d'écologie urbaine tropicale dont les structures sont à définir,
- . Constituer à Abidjan une cellule expérimentale à double vocation :
  - . Recherche urbaine proprement dite (sur la ville considérée en soi)
  - . Formation à la recherche, en association avec l'Université d'Abidjan.

Cette réunion avait rassemblé les représentants des Comités de Géographie, Sociologie-Psychosociologie, Economie-Démographie, Entomologie médicale, Nutrition. Les Comités d'Ethnologie-Linguistique et d'Hydrologie s'étaient fait excuser.

A l'entrée du texte ci-dessous, dans un souci de cohérence de l'exposé, je rappelle brièvement les prémisses du projet :

- . Les considérations qui conduisent à un effort original de recherche sur le milieu urbain
- . Celles qui conduisent à concevoir cet effort dans le cadre d'une structure spécifique et durable.

Ce dernier point ayant une portée générale dépassant le présent objet de recherche (il peut être rattaché à une réflexion globale sur les futures structures scientifiques de l'Office), j'ai cru bon de le détacher en tête de cette note.

Cependant mon sentiment est que la nécessité d'un cadre structurel est particulièrement essentielle à l'objet de recherche présent, pour quatre raisons qui lui sont propres (outre celles qui vont être développées infra) :

- . Sa nouveauté, particulièrement dans ses articulations interdisciplinaires qui ne sauraient être valablement mûries dans un cadre informel.
- . Le risque considérable de dispersion dû à l'extrême diversité des composantes de l'objet (cf. chap. IV) et des apports disciplinaires (cf. chap. VII).
- . La nature "intimiste" de bien des aspects de l'investigation écologique, qui suppose une insertion durable dans le milieu étudié.
- . L'importance du facteur-temps dans les dynamismes écologiques, ce qui invite à faire de l'observation suivie le fondement de l'investigation (cf. chap. V).

Ainsi, dans mon esprit, la cellule abidjanaise comme le laboratoire lui-même (qui est censé initier d'autres expériences) devrait être conçue comme un organe durable, laboratoire ivoirien à terme comme le suggère un souhait exprimé dans un document du Ministère de la Recherche Scientifique ivoirien (compte-rendu de la commission de programme consacrée aux "Problèmes de l'urbanisation", avril 1976) :

"une cellule d'écologie urbaine (dans le cadre de l'ORSTOM) dont les fonctions seraient doubles :

- . assurer la continuité et l'approfondissement des recherches dans ce domaine
- . former de jeunes chercheurs ivoiriens et leur transférer la gestion du programme".

Néanmoins, s'il fallait revenir sur l'idée d'un instrument de recherche durable, l'esquisse de programme que l'on trouvera à la fin de cette note, conçue comme une entrée en matière dans l'hypothèse d'un laboratoire naissant (période de 2 à 3 ans), pourrait à la rigueur convenir à un programme individualisé et limité dans le temps, mais qui devrait alors s'étaler

sur une période plus longue (de l'ordre de 4 ou 5 ans) pour aboutir à la maîtrise exigible d'un programme clos.

## I. POURQUOI UN LABORATOIRE ?

L'évolution des exigences faites à la recherche sociale dans le monde tropical (de la part des pays hôtes comme de celle des superstructures françaises, cf. le VII<sup>ème</sup> Plan) invite à se donner des compétences précises affichables.

Notre actuelle division du travail par disciplines est à la fois trop rudimentaire (le stade exploratoire de la recherche tropicale étant révolu) et trop académique face aux soucis primordiaux de nos hôtes. Il semble nécessaire que, parallèlement aux apparentements disciplinaires, des regroupements s'opèrent autour des principaux champs d'action ou objets de recherche que nous propose le monde tropical actuel. Ceux-ci appellent en général une recherche pluridisciplinaire.

L'osmose interdisciplinaire requise ne peut se réaliser correctement à la faveur de rencontres occasionnelles : conventions ou colloques. Elle ne peut être espérée que d'une pratique durable, dans le cadre d'une structure permanente explicitement vouée à un objet de nature pluridisciplinaire. Ce qui conduit à l'idée de laboratoire.

### Intérêt stratégique d'une telle structure :

. De par son existence-même et son nom, un laboratoire constitue une offre permanente et explicite dans le domaine d'action auquel il se consacre. S'il y a compétition, il permet de prendre rang. S'il y a des vocations complémentaires entre organismes, il permet la mise en oeuvre de collaborations structurées.

. Un laboratoire, grâce à l'homogénéité que lui confère son objet, est le seul cadre qui se prête au suivi et à la synthèse d'une recherche collective. Il permet la constitution d'un corpus de données et de résultats, et la progression d'une pensée collective.

. Enfin, la structure d'un laboratoire se prête particulièrement bien à une action formatrice et à l'accueil de chercheurs associés. De ce fait, elle semble devoir permettre un désengagement sans à-coup et la constitution progressive d'instruments de recherche nationaux.

Il y a donc là une réponse possible à quatre blocages traditionnels de l'Office, du moins en ce qui concerne les sciences humaines :

- . non-compétitivité, en dépit de la qualité de travaux dispersés
- . échec de la réflexion interdisciplinaire
- . demi-échec de la réflexion de synthèse, même au sein d'une discipline
- . non-réalisation de notre mission formatrice, ce qui se solde, en cas de nationalisation, par une désagrégation de l'instrument.

## II. POURQUOI UN LABORATOIRE D'ÉCOLOGIE URBAINE TROPICALE ?

Plusieurs considérations invitent à un tel projet :

### Etat de la connaissance urbaine dans les pays tropicaux

Alors que les régions tropicales dans lesquelles nous travaillons sont tour à tour gagnées par le gigantisme urbain, leurs grandes agglomérations restent, en dépit de quelques apparences trompeuses, des milieux particulièrement méconnus. D'abord parce que, dans les meilleurs des cas, les connaissances accumulées sont à peu près exclusivement d'ordre macrologique et pour l'essentiel très stéréotypées. Ensuite parce qu'elles se fondent sur une investigation statistique qui, du fait même de la taille des ensembles, est de moins en moins fiable : armées d'enquêteurs peu contrôlables, chargés d'étude privés du contact direct avec le milieu, laminage des concepts et des réalités concrètes par l'ordinateur.

En fait, les problématiques qui sous-tendent cette connaissance ne mettent guère en cause que la ville en tant qu'organe de production, même lorsque des concepts à contenu social sont utilisés : habitat, emploi, revenus, budgets familiaux, mortalité, fécondité, etc. On s'interroge peu sur les difficultés rencontrées par les gens dans leur vie citadine, sur leurs motivations, leurs objectifs, leurs cheminements ; on ne va pas voir comment se vit une situation de locataire, un état de chômage, comment se gagne une promotion professionnelle, une promotion sociale, ce qui se cache derrière les composantes d'un budget de ménage, ou les comportements qui conduisent à tel ou tel taux de fécondité.

Même lorsque de telles investigations qualitatives sont faites (cela arrive parfois), elles le sont toujours de façon sectorielle, au service d'une connaissance chiffrée qui demeure l'objectif. L'homme, lui-même, l'homme en soi, dans sa cohérence individuelle, ne constitue la cible que dans de rares monographies universitaires, généralement étudiantines, occasionnelles et non reliées entre elles, anecdotiques.

### Convergence actuelle d'importants efforts internationaux pour l'accroissement de la connaissance urbaine

Il se trouve que depuis quelques années mûrit et s'exprime un intérêt de plus en plus soutenu pour les problèmes urbains tropicaux, de la part des organismes internationaux, des aides bilatérales, puis des pouvoirs nationaux eux-mêmes, et, par ricochet, des sociétés d'étude. Contrairement à ce qui pouvait s'observer au cours de la période précédente, cet intérêt convergent semble désormais à l'échelle de l'objet en cause et se trouve donc marqué par un égal gigantisme, y compris par les moyens financiers mis en oeuvre.

Un gigantisme s'additionnant à un autre, les tendances évoquées ci-dessus quant au mode de "production" de la connaissance sont naturellement appelées à s'accroître. Cependant, les nouveaux et puissants commanditaires de la recherche urbaine ne semblent pas nécessairement fermés à

des approches au ras des gens, ni enclins à en dédaigner les résultats. On relève même une certaine prise de conscience du vide existant dans cette direction et de l'inadéquation des organes d'étude habituels en la matière.

### Prémises et début d'application d'un effort considérable de transformation des espaces urbains tropicaux

Ce phénomène procède du précédent et même, pour une large part, le nourrit dans la mesure où l'incitateur principal de ce mouvement n'est autre que la Banque Mondiale. Celle-ci s'est donné pour objectif d'aider les Etats non pas à accomplir un effort limité, mais à résoudre bel et bien leurs problèmes urbains les plus voyants tels que celui de la pollution, celui des transports, celui de l'habitat pauvre.

Cette action sans doute salutaire, mais monolithique et s'exerçant au travers d'une emprise pesante sur les politiques nationales, n'est probablement pas étrangère à l'intérêt récemment exprimé pour les mêmes préoccupations par le VIIème Plan français. Celui-ci n'a pas fait moins que de proclamer le thème urbain objectif prioritaire parmi les objectifs prioritaires de sa politique de recherche dans les pays en voie de développement. Il souhaite la création d'un ou de deux organes de recherche spécifiquement consacrés à cet objectif, et qui pourraient être des services spécialisés au sein des institutions de recherche existantes.

### Conclusion

L'idée d'un laboratoire d'écologie urbaine tropicale procède donc à la fois d'un constat et d'une conjoncture.

Constat d'un sous-développement de l'observation "au sol" des sociétés urbaines et plus précisément d'une recherche axée sur l'habitant en tant qu'individu (prééminence d'une démarche "macrologique" s'arrêtant aux ensembles).

Conjoncture invitant à une attention renouvelée à ce problème qualitatif et offrant en outre une certaine garantie d'écoute et la possibilité d'influer des programmes d'action d'envergure.

A cela s'ajoute le sentiment que l'Office est particulièrement bien placé pour répondre d'une part à cet état de chose, d'autre part à l'attente exprimée par les documents du VIIème Plan : le laboratoire ici proposé pourrait être un élément du dispositif voulu par le dit Plan.

### III. DEFINITION DU CHAMP DE RECHERCHE

Le terme écologie exprime tant bien que mal l'idée d'une recherche axée sur l'"habitant", confronté à un milieu dans lequel il s'insère ou du moins dans lequel il se meut, avec des chances diverses d'insertion heureuse, ce milieu étant en l'occurrence la grande ville tropicale.

En première approximation, donc, l'objet de recherche serait le "vivre dans la ville". La connotation contemporaine du vocable "écologie" évoquant une quête qualitative ne dénature pas le sens du propos dont la justification première (voir ci-dessus) est précisément d'assurer une dimension qualitative à la connaissance actuelle des sociétés urbaines tropicales.

Cette dimension qualitative ne peut être obtenue qu'au travers d'une approche "intimiste" par opposition à une démarche statistique, mais pas obligatoirement en contradiction avec elle. Au contraire, cette quête intimiste ne saurait rester isolée. L'utilité du laboratoire devrait être en effet d'apporter une connaissance expérimentale aux grands dossiers de la ville. Un souci constant devrait être de relier la connaissance "micrologique" acquise aux données "macro" disponibles par ailleurs, qu'elle pourra éclairer, nuancer et dont elle pourra inspirer la collecte.

Explicative à l'aval de l'observation macrologique, la recherche proposée pourrait trouver davantage encore sa vocation, à l'amont, dans son attitude à identifier des problèmes ou des aspects de la vie urbaine jusque là non vus ou mal vus : démarche exploratoire ou ressourcement de la recherche au contact de la vie réelle.

Si l'on veut maintenant préciser l'objet, il convient tout d'abord de réintroduire l'élément "gigantisme". C'est en effet dans un cadre de gigantisme que le propos ci-dessus prend tout son sens, que l'orientation annoncée répond au manque le plus évident, parce que c'est à cette échelle que la quête statistique et la quête qualitative deviennent dramatiquement étrangères l'une à l'autre, au point d'en paraître antinomiques. L'une des tâches du laboratoire sera précisément de démontrer qu'il n'en est rien.

Une autre raison de privilégier l'observation des situations de gigantisme, outre qu'elles sont numériquement les plus préoccupantes, tient dans le fait qu'elles exaspèrent les problèmes posés, engendrent les dynamismes de pointe et, finalement, projettent dans l'avenir.

C'est d'ailleurs par ce type de symptômes davantage que par un critère dimensionnel que l'on reconnaîtra un état de gigantisme. Du moins devra-t-on considérer qu'il n'y a pas de taille d'agglomération à partir de laquelle on peut parler de gigantisme. Ce seuil est visiblement variable selon le contexte régional, l'époque et le thème abordé. On parlera de gigantisme chaque fois qu'un effet de démesure sera créé par une rupture d'échelle mettant en cause un équilibre passé.

Enfin, cette orientation privilégiant les situations extrêmes ne devrait pas faire oublier le continuum qui lie les diverses échelles de croissance ; peut-être devrait-on, pour ne pas marquer une exclusive trop stricte, préférer à la notion de gigantisme la notion de masse et s'intéresser ainsi plus généralement aux manifestations de l'urbanisation de masse.

Donc, schématiquement, le laboratoire s'attacherait à analyser les conditions de vie qui sont faites à l'habitant des grandes agglomérations et, face à ces conditions, la façon dont l'habitant les assume ou ne les assume pas.

Dans une formulation à la fois plus large et plus dynamique, on peut suggérer que l'interrogation fondamentale soit la suivante : "Comment s'exprime, sur la destinée des individus et des groupes (1), le déterminisme d'un corps urbain massif", et inversement : "A quelle forme d'écosystème urbain concourent les dynamismes des hommes et des groupes qui l'habitent (si tant est que les habitants de la ville sont les principaux déterminants de l'évolution de leur milieu)". Naturellement, le concept d'écosystème doit être pris ici dans un sens particulier : on considèrera que la nature urbaine se ramène essentiellement à un paysage technique et social mettant en jeu des équilibres techniques et sociaux.

Cette double formulation appelle une remarque. Si un va-et-vient entre l'observation du tout et celle du particulier est évidemment fondamentalement nécessaire, c'est cependant le second objet qui devrait constituer le point de focalisation majeur ou, plus exactement, la source d'inspiration et la justification de l'effort de recherche. En termes plus imagés, cet effort devrait davantage tendre vers une compréhension des problèmes de l'habitant que de ceux du planificateur, puisqu'il s'agit précisément de réagir contre une connaissance technicienne.

#### IV. ILLUSTRATION DE L'OBJET DE RECHERCHE : QUELQUES THEMES MAJEURS

Il n'est évidemment pas possible, dans le cadre de cette note, de donner un complet aperçu des constituants de la vie urbaine ni des questions qu'elle soulève. On peut d'ailleurs postuler qu'une exhaustivité en la matière est du domaine de l'absurde. Une courte évocation de quelques thèmes essentiels donnera pourtant une image plus concrète de l'objet.

##### a. Projets et stratégies des hommes dans la ville

C'est l'interrogation première, qui donne tout leur sens aux interrogations qui suivent. Elle va bien au-delà de l'examen des mobiles de l'exode rural : il s'agit de mesurer et de caractériser l'adhésion consciente et active du citoyen au fait urbain.

On cherchera en premier lieu à savoir dans quelle mesure la ville est perçue par ses habitants comme un monde autonome, ou tout au moins distinct, et si elle constitue bien le cadre de référence du destin qu'ils se donnent. On appréciera la volonté d'intégration à la ville ou la volonté inverse, et l'on sera vraisemblablement conduit à identifier des cadres de référence plus restreints, plus ou moins subordonnés à l'entité urbaine, ou bien des cadres d'une toute autre nature. On aboutira au concept de projet, de projet urbain ou non, de projet individuel ou de projet collectif, commun à un groupe familial, voire à une ethnie ou à une minorité nationale.

(1) Groupes d'individus (ménages, cellules familiales, groupes ethniques ou corporatifs), à ne pas confondre avec la notion mathématique ou statistique d'"ensemble" évoquée plus haut.

Un projet engendre une stratégie, mais il peut y avoir un jeu tactique sans projet déterminé ou cohérent. On distinguera des stratégies purement défensives à l'égard de la dureté des choses (difficulté de survie matérielle, agressivité de la société urbaine, contraintes, sujétions, pesanteurs diverses du "vivre en ville"); des stratégies créatives, positives ou simplement, "adaptées", soit qu'elles maîtrisent le milieu urbain assez pour l'exploiter, le mettre en valeur ou seulement y trouver une place paisible, soit qu'elles le traversent sans l'assumer ni le subir, sans le voir, les cadres de référence étant autres.

#### b. Les cheminements sociaux et économiques des individus et des groupes

Les interrogations précédentes conduisent naturellement à identifier des parcours, traduction objective des intentions et comportements ci-dessus. C'est ainsi que l'on observera les processus d'émergence ou de promotion économique ou socio-professionnelle (mais aussi la stagnation ou la régression ou toute autre forme de trajectoire), les processus d'enracinement dans la société urbaine (par la profession, la constitution d'un patrimoine urbain, par une consolidation de la cellule familiale et un certain comportement démographique, par une pratique sociale ou corporative, par l'accès à certaines formes de consommation, à une certaine culture).

#### c. La distanciation sociale et les solidarités de groupe

L'analyse qui précède, en premier lieu menée au niveau de l'individu et de ses proches, peut conduire à la découverte d'une communauté de comportement au sein d'un groupe ethnique, au niveau d'une génération ou de toute autre portion de la société urbaine. Il y aura alors d'analyser l'évolution de ces cheminements collectifs et des différenciations sociales, on passera à celle de distanciation sociale.

Enfin, l'une et l'autre seront éclairées et complétées par une troisième notion, celle de solidarité de groupe. Survivance des solidarités anté-urbaines (ethniques, villageoises) et développement de nouveaux apparentements : corporatisme professionnel, solidarités de quartier, associations et clubs, et identifications collectives dépourvues de support institutionnel (génération, classes de revenu, niveaux scolaires, ancienneté de l'implantation dans la ville, etc...).

On distinguera les phénomènes de solidarité active et le simple sentiment d'appartenance à un groupe, à une catégorie. On fera également la différence entre les solidarités verticales, atténuant la distanciation sociale (par exemple celles qui se fondent sur une communauté d'origine, ou sur une branche d'activité commune), et les solidarités horizontales.

#### d. Les difficultés du vécu quotidien et domestique

La grande ville offre-t-elle un cadre de vie commode ? A quoi se heurte l'organisation matérielle de la vie des ménages ? Problèmes de logement, d'alimentation, de transport, de scolarité, de santé. Coût de la vie, envisagé non seulement en termes comptables (étude classique des budgets familiaux), mais par référence aux sollicitations, obligations, objectifs intervenant dans les diverses sphères de la vie quotidienne.

On mettra en lumière la complexité croissante du vécu quotidien et l'apparition du "stress" moderne. Complexité de la gestion du ménage, complexité du rythme de vie, et notamment du rythme de la vie familiale. On abordera à ce propos la condition de la femme et celle de l'enfant, pour se demander enfin en quoi la grande ville affaiblit ou favorise la cohésion de la cellule familiale.

On devine la diversité de ce thème, diversité qui est à l'image de la vie immédiate (1), laquelle non seulement conditionne lourdement les destins et les grands mouvements de la vie, et les éclaire d'un jour utile, mais constitue en elle-même un niveau de réalité primordial. A ces deux titres, la quotidienneté peut-être considérée comme le terrain d'observation privilégié du présent programme, auquel elle apporte une garantie de réalisme.

#### e. L'individu et son identité dans le contexte d'un habitat de masse

Comment réagit le citoyen face à l'anonymat croissant dans lequel la grande ville le plonge ? Le premier et le deuxième thèmes sont sensés apporter des éléments de réponse à cette inquiétude. Mais la question mérite d'être traitée spécifiquement à propos du logement, de l'espace domestique, et de la façon dont il est vécu.

Cet espace se réduit à mesure que la ville grandit, la promiscuité se fait de plus en plus pressante, l'irresponsabilité liée au statut de locataire se généralise. L'insécurité de l'emploi et d'autres facteurs engendrent en outre une grande mobilité intra-urbaine, voire extra-urbaine.

Dans ces conditions où l'homme est objectivement peu lié aux murs de son habitation, comment ce détachement se traduit sur la qualité de l'organisation domestique ? Est-ce que le logement, en dépit de ces données, joue malgré tout un rôle dans l'identification du citoyen perdu dans la masse urbaine ? Sûrement oui, mais dans quelle mesure et comment ? On y reviendra plus loin (2).

#### f. Pathologie de l'urbanisation de masse

Au-delà des difficultés du "vivre dans la grande ville", on rencontre des phénomènes inacceptables, manifestement dégradants pour l'homme. On retiendra ceux qui ont un lien évident avec le gigantisme urbain.

L'une des plus significatifs, s'agissant d'une population récemment urbanisée, est la marginalisation et l'abandon d'un certain nombre d'individus qui ne l'auraient pas été en milieu rural ou dans une petite ville régionale (enfants, handicapés, inadaptés). Apparition de cas isolés de misère absolue. Développement de la délinquance, de la criminalité, et, corrélativement, de l'insécurité et de la répression. On examinera aussi les déséquilibres psychiques graves conduisant à l'internement ou au suicide.

(1) Immédiate par référence au temps (le présent, le quotidien), mais aussi à la distance de l'acte et de son cadre à l'homme qui l'accomplit.

(2) cf. chapitre VII.

Une autre catégorie d'anomalies est de l'ordre de la santé physique, lorsque celle-ci est menacée par la pollution des eaux et du sol, la concentration humaine, la tension nerveuse, la malnutrition. Celle-ci non spécifique de la ville, ne peut néanmoins prendre des formes typiquement urbaines.

On voit que cette approche clinique peut conduire à étudier les "maladies" du corps urbain lui-même : déséquilibres, mauvais fonctionnement, défauts intrinsèques. Cet ordre de faits sera développé infra (1).

#### g. Mouvance et innovation culturelles dans la grande ville

Il n'y a pas lieu de se complaire dans un diagnostic négatif, voire misérabiliste comme pourrait y induire les thèmes ci-dessus : accueil permanent lorsque l'on traite de la société urbaine contemporaine. Il semble que l'on puisse précisément trouver dans le domaine culturel une inspiration de recherche dégagée de cette obsession de l'échec, ne serait-ce qu'en raison de l'inadéquation d'un manichéisme positif/négatif en ce domaine.

Sans ignorer les processus de déculturation (par référence aux cultures rurales anciennes), et sans nécessairement postuler l'existence d'une véritable culture urbaine (tout au moins dans une acception globalisante du concept de culture), on trouvera une ample matière dans l'observation des dynamismes nés du contact de diverses expressions culturelles : découverte, amalgame, innovation.

On s'attachera d'abord aux conditions et à la nature du contact, au processus de la découverte dans le contexte particulier du gigantisme urbain. On prendra conscience d'une certaine opacité de la société macro-urbaine, de l'existence de cloisonnements, voire d'isolats, et de phénomènes de développements parallèles. Par opposition, on mesurera la puissance de diffusion et de persuasion de la grande ville, mais aussi sa capacité d'innovation, favorisée par la multiplicité des sources et la diversité des situations.

La matière est de toute évidence immense et multiple, inquiétante du fait qu'elle n'a pas de frontières (tout est culture), ce qui explique probablement qu'elle soit si peu explorée et surtout pas dans une approche globale. La liste de mots-clés ci-dessous, bien qu'indicative, semble inviter à une entreprise encyclopédique, qui est évidemment hors de propos. On s'attachera seulement à découvrir sur ces terrains des tendances propres à la grande ville et à ses habitants.

#### Les signes

Langage : vocabulaire et locutions idiomatiques

Esthétique : vêtement, maison, flore, couleurs, objets ; la table

Gestuelle : maintien, expression corporelle, langage des mains

Civilités : salutations, accueil dans la maison

Comportements dans la rue, physiologie des foules.

(1) Thème h : Le gigantisme urbain en soi.

Les véhicules individuels de la pensée

- Le verbe : conversations
- L'écriture : échanges épistolaires

La consommation du patrimoine culturel graphié

Lecture, écoute musicale, cinéphilie

La pratique culturelle

- Le jeu, la fête, la sortie, le sport
- Le repas, le boire, la caquette, la visite
- L'événement : noces, funérailles, célébrations
- La vie de relation en général
- La vie religieuse, les pratiques ésotériques.

Les cercles de la consommation et de la pratique culturelles

- La cellule familiale et la famille étendue
- Clubs et associations, groupements informels
- L'école, l'église
- La rue, la boutique
- La cour.

La création consciente (par opposition à l'innovation inconsciente et collective).

- Création littéraire, musicale, artistique
- Trouvailles artisanales, décoratives, le graphisme dans la rue
- L'innovation dans toutes les formes d'activité : l'innovation comme acte culturel en soi.

Les traits dominants de la personnalité

- Les traits de caractère
- Les impulsions de la vie de relation : l'ambition sociale, la recherche du plaisir, la curiosité d'autrui, l'altruisme, l'amour amoureux, l'amitié, le sens conjugal, familial, ethnique, le sens civique, le sens politique, la spiritualité.
- La volonté de culture.

Les mass-media

- Réception des courants culturels
- Médiation et diffusion

## h. Le gigantisme urbain en soi

Si l'on considère maintenant le corps urbain lui-même, appréhendé en tant qu'écosystème, c'est le gigantisme urbain en soi que l'on est conduit à analyser. Outre la dimension absolue, qui n'est pas nécessairement déterminante, par quels symptômes se manifeste un état de gigantisme tel que nous le définissons plus haut, c'est-à-dire, en tant qu'état de déséquilibre mettant en cause un équilibre ?

En première approximation, on peut retenir les directions suivantes :

### Désarticulation de la vie urbaine

Altération ou disparition de la notion de cité, entité sensible centrée sur l'agora.

Marginalisation de l'habitat de masse, dissocié des centres nerveux

Importance anormale des problèmes de transport.

### Perte de contrôle de la gestion urbaine

Imbrication du jeu foncier et immobilier

Eclatement des responsabilités. Difficulté de coordination.

Notion de budget insaisissable. Le pouvoir citoyen introuvable

Enormité des besoins financiers et complexité des problèmes technologiques. Emprise des intervenants extérieurs.

Myopie consécutive au gigantisme des programmes: le détail sacrifié

Problèmes paysagiques des grandes masses. Problèmes de pollution.

### Détérioration des conditions du logement populaire

Insécurité foncière

Rétrécissement de l'espace domestique, particulièrement de l'espace-cour.

L'espace ne pallie plus le sous-équipement

Généralisation du statut de locataire et, corollairement, de l'irresponsabilité et de l'anonymat.

Surpeuplement et pollution

Cherté excessive des loyers : dissociation des valeurs vénales et des valeurs intrinsèques.

## i. Gigantisme urbain et technocratie

L'administration du gigantisme s'accompagne nécessairement d'une forte dose de technocratie. Mesurer ce que cela implique pourrait constituer l'aboutissement logique de la réflexion engagée. Effort de compréhension des réalités vécues, celle-ci se doit de poser les problèmes de l'intervention des pouvoirs publics sur ces réalités. Or c'est précisément les perspectives technocratiques de cette intervention -jusque dans la production des données- qui furent le point de départ de cette réflexion.

On pourra en premier lieu analyser les liens de nature qui existent entre gigantisme et technocratie, l'un engendrant l'autre et vice versa, puis, dans un esprit plus pratique, regarder en quoi le recours à des démarches technocratiques peut être considéré comme nécessaire, voire salubre, en matière d'administration du gigantisme. On mettra en lumière les côtés prometteurs et rassurants de l'efficacité technocratique face à l'énormité des besoins.

Sur un autre versant, on considèrera au contraire le divorce qui peut s'instaurer entre une volonté technicienne et la vie. On retiendra notamment les effets de laminage auxquels aboutissent les actions de rationalisation menées à grande échelle : en matière de lotissement par exemple (trames orthogonales peu propices à l'animation, collectivisation de la construction interdisant l'émergence d'une architecture populaire), ou en matière d'activités (regroupement des activités de distribution, industrialisation de la production artisanale ; c'est tout le problème du secteur des activités dites informelles et de la spécificité de leur apport en matière d'animation, de rapports humains, d'emploi).

Il y aura enfin à examiner le problème de la distance mise entre la décision et l'administré et que le gigantisme aggrave. Difficulté de communication entre les deux niveaux. Question de la décentralisation, et du nouveau citoyen en général.

## V. UNE DEMARCHE-CLE : L'OBSERVATION SUIVIE

Le facteur temps est évidemment essentiel à la compréhension des situations humaines dans la ville, milieu mouvant entre tous. Très difficile à prendre en compte dans le cadre d'une enquête statistique, il doit être l'un des apports spécifiques de l'observation qualitative, du moins si celle-ci s'opère au sein d'une structure de recherche permanente, comme cela est ici proposé. La nécessité de prendre en compte le temps est d'ailleurs l'une des argumentations majeures en faveur d'une telle structure.

Si maintenant l'on se réfère, d'une part à la vocation interdisciplinaire du laboratoire imaginé, d'autre part à la multiplicité des facettes de la vie qu'il aura à connaître, enfin à la nature intimiste et donc exploratoire de la recherche à entreprendre, on en arrive à une conception tout-à-fait particulière de l'observation suivie.

Il est en effet nécessaire non seulement de réintroduire le facteur temps, mais de définir un type de relation chercheur-habitant qui permette cette exploration attentive dans un climat de confiance mutuelle. Autrement dit, il s'agit de retrouver une échelle humaine dans l'intervention scientifique, sans laquelle la science urbaine est condamnée à ne plus signifier grand chose. Cette échelle ne peut être que celle de la recherche anthropologique menée au niveau d'un village, où le chercheur tisse et maintient des liens personnels avec chacun des membres du groupe, et où il se met en position d'appréhender peu à peu tous les aspects de la vie villageoise. C'est ce type de relation qui fait défaut dans la recherche urbaine, parce qu'on la croit inopérante en regard de la taille de la ville.

Or, la fréquentation régulière et durable de dix ou de vingt familles dans une ville même millionnaire ne constituerait pas nécessairement un sondage moins "crédible", moins révélateur (ce qui n'est pas dire "statistiquement représentatif") que celle d'un seul village au sein d'un ensemble ethnique ou régional (1). Ce sondage permanent, non exclusif d'opérations plus étendues sur des questions précises, serait a-thématique (ou tous-thèmes) et constituerait un fonds d'expérience de terrain commun à toutes les disciplines concourant au laboratoire. Il permettrait à celui-ci d'être continuellement connecté aux réalités vécues de la ville étudiée, de rester à l'écoute indépendamment des thèmes et opérations programmés. Il serait également le meilleur garant d'une collaboration interdisciplinaire, dans la mesure où c'est dans ce fonds commun que pourraient être trouvées les principales sources d'inspiration des actions de recherche.

Mais il va sans dire que le principe d'une observation suivie pourra être appliqué avec profit au-delà de ce fonds commun de relations familiales, sur des échantillons plus ambitieux en matière de représentativité, et composés en fonction d'une problématique précise. Toutefois, même sur ces bases, le laboratoire devra tirer parti de sa permanence et de sa cohérence interne pour que les échantillons nécessaires à chaque thème se confondent au maximum, lorsqu'ils s'appliquent à un même terrain, à une même ville. Ceci afin de limiter l'habituel gaspillage des sommes de confiance acquises par tel chercheur, pour telle enquête, et aussi de valoriser les données recueillies en les additionnant.

Ainsi, et pour résumer, trois principes de travail largement liés les uns aux autres devraient affirmer la vocation du laboratoire proposé : le suivi de l'observation, la personnalisation des rapports chercheur-habitant, enfin l'exploitation commune (interdisciplinaire ou interthématique) des mêmes échantillons.

## VI. ESQUISSE D'UN PROGRAMME DE DEPART : PRINCIPES

Si une cellule expérimentale devait être créée sur un terrain donné, il faudrait, à mon sens, s'inspirer de deux considérations pour la définition d'un programme de démarrage (2 ou 3 ans):

(1) Sachant que chacun des membres d'une famille est confronté à des situations, des expériences, des cercles d'évolution différents de ceux des autres, et qui se renouvellent dans le temps, sachant d'autre part que les actes et évolutions d'un ménage mettent en scène de nombreux autres personnages, on ne peut présumer que la fréquentation assidue de quelques unités familiales seulement permettrait de ménétrer peu à peu les rouages essentiels de la société urbaine.

#### a. Nécessité d'une prise de conscience globale de l'objet.

Nous sommes en face d'un champ de recherche peu exploré, peu formalisé et, dans une large mesure, nouveau pour l'Office. Cela oblige, d'entrée, à une curiosité globale que la diversité du contenu rend d'autant plus indispensable. Cette attitude conditionne en outre la solidarité interdisciplinaire.

Il y aura donc un effort exploratoire à accomplir qui consistera d'abord en un inventaire du contenu de l'objet, dans un souci à la fois épistémologique et pratique. Cet inventaire, cette prise de conscience de l'objet devraient pouvoir s'accomplir au travers de deux actions :

- Constitution d'un fonds documentaire : acquisition, archivage, analyse de tous documents élaborés concernant les diverses rubriques de l'objet. Ces documents, pour la plupart de nature macrologique, devraient introduire aux grands dossiers de la ville.
- Mise en route d'un fonds commun d'observations micrologiques recueillies selon les principes décrits au chapitre V, et prenant la forme de dix ou de vingt dossiers de témoignages et de notations se rapportant à autant de familles "suivies" dans tous les aspects de leurs évolutions.

#### b. Nécessité d'un fil conducteur interdisciplinaire

Quant aux actions de recherche proprement dites, il serait contradictoire avec les propositions précédentes de les concentrer sur un seul thème qui ferait perdre de vue la variété de l'objet. Ce serait aussi faire bon marché des spécificités disciplinaires.

Cependant, l'extrême diversité des thèmes (cf. chap. IV) peut faire craindre que la rencontre des disciplines, ou même des démarches individuelles, ne se fasse jamais, ce qui dénaturerait toute l'entreprise. Ce n'est pas jouer sur les mots que de proposer qu'un fil conducteur permette à des thèmes individuels de tendre vers un même objectif.

Or, un objectif très clair se dégage des prémisses mêmes du présent projet (cf. chap. II), imposé par la pression de l'évènement ainsi que par son immédiateté et une certaine primauté logique : contribuer à la compréhension des problèmes du logement dans la perspective des actions considérables qui s'opèrent et se préparent en ce domaine.

Ainsi, les actions de recherche prendraient en écharpe les thèmes évoqués au chapitre IV, dont on remarquera :

- 1) qu'aucun ne peut être revendiqué par une seule discipline,
- 2) qu'une problématique complète du logement peut amener à les aborder tous, sinon à les épuiser.

On examinera maintenant (chap. VII) ce que pourrait être, dans ce schéma, l'apport de chaque discipline. Mais cette évocation se bornera à une "idée". Car il ne peut être question d'établir ici, pour chaque intervenant, un véritable plan de recherche, un programme au plein sens du terme. Celui-ci ne saurait être arrêté que sur le terrain par chaque inté-

ressé, en harmonie avec une action d'ensemble qui ne peut être, elle non plus, arrêtée aujourd'hui dans ses détails ; ne serait-ce que parce qu'elle aura, le moment venu, à s'inscrire dans l'actualité du jour et à recevoir l'approbation du ministère responsable.

On peut cependant retenir dès à présent le principe d'un terrain d'enquête commun, qui pourrait être composé d'un échantillonnage représentatif de quartiers ou de secteurs, préférentiellement choisis parmi ceux qui seront réputés poser des problèmes d'aménagement ou de réaménagement.

## VII. ESQUISSE D'UN PROGRAMME DE DEPART : CONTRIBUTION DES DIVERSES DISCIPLINES.

Comme il vient d'être dit, les éléments qui suivent ne constituent pas à proprement parler un programme, dont l'élaboration revient à l'équipe qui se formera, mais une "idée", une esquisse seulement destinée à préfigurer l'éventail des actions de recherche susceptibles d'alimenter le programme de lancement.

### a. Hydrologie, géomorphologie

#### Bassins-versants

L'étude des bassins-versants urbains ne devrait pas être entreprise avant un examen micro-hydrologique justifié par l'autonomie de fonctionnement de la cour, puis de la rue, enfin du lotissement.

On examinera donc, dans quelques secteurs critiques, les mesures prises dans les cours d'habitation pour le drainage des eaux pluviales, pour celui des eaux usées, pour celui des eaux-vannes. On en tirera un catalogue de recommandations à l'usage des habitants.

A l'échelle du lotissement, on s'attachera à un problème d'actualité auquel l'évolution récente des politiques d'habitat donne une importance particulière : celui de l'adaptation des normes et des techniques de drainage à des trames spontanées irrégulières (souvent à base de voies piétonnes courbes et étroites), dans le cadre des opérations de réhabilitation de quartiers spontanés.

#### L'eau dans le sol

Il y a, là aussi, deux échelles à considérer :

- L'échelle de la parcelle d'habitation : évaluation des risques de pollution des nappes par les matières fécales, selon le type de sol et la qualité des équipements.
- L'échelle du quartier ou de la ville : risques de pollution des nappes souterraines

Problèmes généraux de l'alimentation en eau et de l'évacuation des eaux usées dans un contexte de gigantisme urbain (pour mémoire).

## b. microbiologie, parasitologie, entomologie médicale

### Hygiène domestique

Préciser les risques de contamination dans les différents actes de la vie quotidienne en fonction des habitudes, des usages, des pratiques, lesquelles sont largement commandées par les conditions d'habitat :

- . risques dans l'eau selon qu'elle est puisée, recueillie sur un toit, achetée à des porteurs, conservée en fûts ouverts ou fermés, etc...
- . risques dans l'aliment selon son origine, son conditionnement, sa préparation.
- . risques par les vêtements selon la façon dont ils sont lavés et mis à sécher.
- . risques sur le sol, notamment pour l'enfant dans ses jeux sur des espaces surpeuplés.
- . risques par le contact excrémental.

### Salubrité de l'espace habité

Examiner la combinaison de deux facteurs :

- . la densité d'occupation du sol urbain (à l'échelle du quartier ou de la cour), en tenant compte du mode d'occupation (habitat mono-familial, multi-locatif, etc...),
- . le niveau de l'équipement sanitaire collectif et domestique,

et évaluer le degré de pollution domestique et de voisinage dans chaque combinaison-type identifiée.

En déduire des seuils d'acceptabilité (telle densité pour tel niveau d'équipement, ou tel niveau d'équipement pour telle densité), et relier ces divers niveaux d'équilibre aux possibilités techniques, financières et politiques d'intervention.

## c. Nutrition

La vie urbaine entraîne des modifications considérables dans les façons de s'alimenter : nouveaux aliments, nouvelles méthodes culinaires, nouvelle succession des repas.

Dans la perspective d'une problématique de l'habitat, on examinera particulièrement :

- . les modifications imputables aux difficultés des liaisons domicile-travail : rythme des repas, développement de la restauration commerciale, des aliments de poche, des cantines.

- . les modifications dues aux difficultés d'approvisionnement sélectif (ingrédients propres à une ethnie, à une région) dans le contexte d'une banlieue dortoir.
- . Les modifications dues au rétrécissement de l'espace domestique (cours multi-locatives) ou à l'altération de sa structure (habitat en hauteur, disparition de l'espace-cour, etc...)
- . les modifications dues à l'introduction de nouveaux équipements ménagers.

#### d. Démographie

##### Le groupe domestique

Composition, cohérence, stabilité, évolution du groupe domestique, et de la cellule familiale (distinguer les deux notions).

Apprécier ces caractéristiques en fonction des problèmes du logement c'est-à-dire examiner dans quelle mesure les dynamismes, spontanés ou non, qui sont à l'origine du parc résidentiel urbain reflètent ou non, sont adaptés ou non aux besoins et à la mobilité du groupe domestique.

Montrer comment les caractères de ce parc s'expliquant en partie par les dynamismes du groupe domestique, et comment en retour ils contraignent l'évolution de ce groupe. Influence de la cherté des loyers, de la petitesse des logements, des conditions de promiscuité, des difficultés d'organisation de la vie domestique sur les comportements démographiques (migrations, nuptialité, fécondité).

Tenter de mesurer l'impact d'une politique d'habitat sur ces mêmes comportements. Ou advient-il des familles expulsées d'un quartier "rénové" ? Comment réagissent les groupes accédant à des logements "clés en main", comparativement à des groupes de mêmes caractéristiques sociales mais vivant dans d'autres types de logements ?

#### e. Psychosociologie

Utilisation de l'habitation et du mode d'habiter pour répondre au besoin d'identification de l'individu et du groupe familial confrontés à un habitat de masse.

Place prise par les comportements fatalistes ou démissionnaires en la matière, d'où atonie de l'habitat urbain, conformisme, abandon au seul déterminisme de la spéculation immobilière et de ses règles.

Donc 1) Rechercher dans quelle mesure et par quelles manifestations la personnalité du citoyen se reflète dans son logement, considéré comme objet d'une part, et comme vécu ou pratique d'autre part.

Conclusions à tirer pour l'urbaniste. Sur quelles prédispositions et sur quelles facultés d'expression peut-il compter pour construire la ville ? Quelles aspirations, quels penchants doit-il prendre en compte ?

- 2) Sur un constat probable d'assez large apathie, rechercher s'il s'agit d'une indifférence culturelle (se référer à ce que l'on constate en milieu villageois ou dans des contextes urbains non marqués par le gigantisme), s'il s'agit d'un renoncement dû aux structures de la ville (généralisation de la condition de locataire, insécurité foncière) ou à l'instabilité profonde du néo-citadin, ou encore si cette observation est à relier à un climat de lutte pour la vie, où le niveau de satisfaction des besoins serait trop proche du vital pour qu'il y ait place pour des comportements plus sophistiqués.

Conséquences de cet état de fait sur la qualité de l'habitat et sur la tâche des responsables de l'urbanisme.

#### f. Anthropologie, ethnologie

L'anthropologie a sa part dans l'approfondissement du 1er programme ci-dessus. En y introduisant une analyse s'inspirant de la systématique ethnographique, il permettra d'en élargir la portée. Il s'agira alors d'examiner le rôle que joue ou ne joue pas le logement urbain quant à l'entretien ou au développement des valeurs morales ou culturelles.

On dégagera successivement les valeurs suivantes :

Sens du beau : de l'objet, de l'environnement domestique

Sens du bon manger : La cuisine, n'est-ce que la marmite ou est-ce un lieu et plus encore ? Le buffet, les provisions, les ingrédients précieux. Le cadre et le cérémonial de la prise des repas : simple organisation fonctionnelle, ou traduction des relations entre membres du groupe ? Le repas dans la vie de relation.

Sens du foyer, de l'intimité des quatre murs ou de la cour. Refuge ? Chapelle ? Bon vivre ? ou simplement lieu où l'on se range parce qu'il faut bien être quelque part ?

Sens de la cellule familiale. Le logement, témoin de son évolution, garant de son unité, cadre des retrouvailles, gardien des souvenirs. Y a-t-il amalgame ou non entre les concepts de cellule familiale et de logement ? Dans la négative, la cellule est-elle moins cohérente, moins forte ou au contraire plus consciente ?

Sens du rang social. Rôle ostentatoire du logement. Témoin d'une réussite, symbole d'un classement dans la société.

Valeur morale du logement : maison du "père" ou de la "mère", cadre de l'éducation des enfants, abri contre les mauvaises influences extérieures. Lieu sanctifié. Hâvre de "bien" vivre.

Sens de l'accueil. Ce de quoi est fait cet accueil peut être très significatif de tout ce qui précède. Est-il fait de bon vivre offert au visiteur ? De témoignage sur soi et son groupe ? A quel niveau s'exerce ce témoignage : réussite sociale, tableau de famille, identité culturelle ? Et cette identification culturelle est-elle recherche personnelle ou obédience à un système ?

#### g. Sociologie

De la psychosociologie à l'anthropologie et de l'anthropologie à la sociologie, les frontières sont évidemment peu distinctes, mais c'est néanmoins plutôt au sociologue de relier les attitudes vis-à-vis du logement (évoquées sous les deux titres précédents) aux autres chapitres du comportement du citadin :

- . mobilité résidentielle (raison ou conséquence d'un non-attachement au logement),
- . relations avec le village d'origine (entretien d'une résidence parallèle),
- . solidarité ethnique dans la ville (fiefs résidentiels ethniques dans la ville)
- . sentiment d'appartenance à la cité
- . ouverture aux problèmes et aux intérêts collectifs, au niveau du quartier ou de la cour,
- . type de consommation, notamment dans le domaine du superflu ou dans celui des loisirs (extraversion ou intraversion liées à l'attachement à l'espace domestique),
- . planning familial et structure de la cellule familiale, etc...

#### h. Economie

On examinera la place des dépenses consacrées à l'habitation (possession ou louée) ou à l'investissement immobilier dans l'organisation domestique (par rapport aux autres sphères de la vie quotidienne) et dans la stratégie économique des chefs de ménage (par rapport aux autres placements, à l'endettement, aux objectifs à long terme). Nécessité de faire éclater la notion de budget de ménage, ou de la dépasser, au profit d'une analyse plus proche de la biologie.

On dégagera ainsi :

- . d'une part les bases du jeu foncier et immobilier dont la connaissance permettra à terme d'engager une réflexion sur les problèmes de gestion de l'espace urbain
- . d'autre part une connaissance des potentialités, des aptitudes, des prédispositions de la population en matière d'investissement immobilier, ce qui permettra d'engager utilement une réflexion sur les problèmes de financement de l'habitat du grand nombre.

Parallèlement, on portera attention sur la façon dont cet investissement populaire est réalisé, autrement dit sur le système de production du parc immobilier non collectif et particulièrement sur la division du travail. On en viendra ainsi à comparer et opposer les mérites respectifs d'une production intégrée (grandes entreprises) mise au service des grands investisseurs (dont les sociétés immobilières d'Etat), et d'une production par tâcheronnage adaptée à une épargne fragile et à un rythme d'investissement "personnalisé".

Paris, 1976



LES BANQUES DE DONNÉES POUR L'AMÉNAGEMENT

Réflexions sur quelques expériences

par R. DEVAUGES, sociologue, et F. GENDREAU, démographe.

Note : Cet article a été rédigé à la suite d'une mission effectuée à Paris, Grenoble, Marseille, Aix-en-Provence (France), Edimbourg, Londres, Reading (Grande-Bretagne) Stockholm et Gävle (Suède), du 1er au 13, du 25 au 29 juillet et du 11 au 20 septembre 1977. L'objectif de cette mission était de prendre connaissance de certaines expériences en matière de banques de données, avec les centres d'intérêt suivants :

- les conditions de recueil, de stockage et de tenue à jour des données ; l'homogénéisation des fichiers et leur tenue à jour, etc...

- l'exploitation des données et, au premier plan, la cartographie automatique,

- les relations entre la recherche et l'aménagement et le problème des cadres théoriques d'interprétation des données ainsi disponibles,

- les conditions particulières de transposition de ces réalisations dans les pays du Tiers-Monde.

Au cours des dernières années, de nombreuses expériences en matière de banques de données pour l'aménagement se sont développées dans divers pays industrialisés. La question de la constitution de telles banques de données dans les pays du Tiers Monde s'est ensuite trouvée naturellement posée, et l'objet de cet article est de situer les problèmes qui risquent alors de se soulever à partir des expériences déjà réalisées.

La première partie présente le principe des banques de données dont les principales difficultés d'application sont étudiées dans la 2ème partie. Le problème de l'utilisation scientifique des données est abordé dans une troisième partie. Enfin une dernière partie situe l'intérêt des questions soulevées pour la recherche menée dans le Tiers Monde.

### I. Les Banques de Données pour l'Aménagement.

Le principe en est simple et découle d'une situation déjà acquise : les instituts nationaux de statistique et de nombreuses administrations (Impôts, Travail, Aménagement, Santé, etc...) produisent et tiennent à jour pour les besoins de leur propre gestion des fichiers des personnes, des parcelles, des automobiles, etc... Un nombre croissant de ces fichiers, est, de surcroît, déjà enregistré sur support magnétique. L'idée des banques de données est alors de créer un organisme autonome, centralisé regroupant et homogénéisant le plus grand nombre possible de ces fichiers de manière à pouvoir procéder à une exploitation commune. Les données ainsi regroupées seraient alors accessibles aux organismes producteurs des fichiers qui verraient leur tâche allégée, pour une information élargie et souvent améliorée, aux organismes d'aménagement urbain et régional et aux chercheurs travaillant en liaison avec eux ; enfin à d'éventuels nouveaux "clients" comme les collectivités locales, ou même des bureaux d'études. Ces divers utilisateurs auraient alors accès par des "terminaux" à l'ensemble ou à une partie bien déterminée de cette information stockée dans des unités centrales.

L'intention commune de ces premières expériences dites "intégrées" et que nous avons rencontrées à l'OPIDA (1) de Marseille, au CETE (2) d'Aix, au Scottish Development Department d'Edimburgh et au Bureau de Recherche sur la Construction à Gävle (Suède), était de compatibiliser le maximum de fichiers et de stocker le plus grand nombre possible d'informations. Rappelons ici que les expériences les plus remarquables ont commencé aux Etats-Unis dès 1968, puis en Suède et en Grande Bretagne et un peu plus tard en France. Les pays de l'Est - où la planification joue évidemment un rôle déterminant - seraient également très avancés dans ce domaine.

- (1) Opération Pilote Interministérielle sur les données Administratives.  
 (2) Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement.

## II. Les difficultés rencontrées et leurs conséquences.

Ces réalisations apparemment simples devaient pourtant se heurter très vite à des difficultés de divers ordres qui amenèrent à reconsidérer leurs principes, leur forme et leurs objectifs. Ces difficultés sont généralement passées sous silence dans les brochures et les publications officielles. Elles n'en sont que plus intéressantes à souligner car leur importance réelle est grande.

### 1) Les oppositions des services détenteurs des fichiers.

Les oppositions sont évidemment liées à la forme de l'Etat et au degré d'autonomie relatif des diverses administrations. Il est en tout cas apparu que certains services ne tenaient pas à communiquer les informations dont ils étaient détenteurs. Cette attitude tient essentiellement à trois raisons :

- ces services ne souhaitent pas que la qualité (parfois douteuse) de leurs informations puisse être mise en évidence par un organisme extérieur,

- ils peuvent aussi, à juste titre, hésiter à communiquer des informations dont ils ne seraient alors plus assurés de pouvoir préserver le caractère confidentiel,

- enfin il est évident que jouent ici des rivalités de services d'autant plus aiguës en l'occurrence que la concentration et l'interconnexion de nombreuses informations confère une importance technique et politique certaine au service centralisateur. Cette difficulté est parfois aggravée par l'incertitude du statut légal des nouveaux services de planification et d'aménagement qui utilisent surtout ces données. Elle n'a pas été mentionnée en Grande-Bretagne et en Suède où, effectivement, de nombreux fichiers ont été compatibilisés : il en a par contre été souvent fait état en France et nous avons pu constater la fragilité de certaines expériences - comme celle de l'Agence d'Urbanisme de Grenoble - qui reposent finalement sur les bonnes relations personnelles entre les membres des organismes concernés (1). Il faut à ce sujet souligner la très grande diversité institutionnelle qui prévaut en ce domaine en France puisque sont concernés par ce problème des organismes aussi divers que l'OPIIDA (organisme interministériel), le CETE (rattaché au Ministère de l'Équipement) ou l'APUR (Association loi de 1901) (2) pour n'en citer que trois.

### 2) Les problèmes relatifs aux données.

Ceux-ci peuvent être essentiellement dus à trois défauts : médiocre qualité, incomplétude et caractère périmé. Ces difficultés de départ ont été particulièrement ressenties pour l'établissement du RGU (Répertoire Géographique Urbain) en France, mais elles ont été également soulignées à Edinburgh et à Gävle, notamment pour l'établissement des fichiers des parcelles rurales. Un second ordre de difficultés est lié à l'hétérogénéité de ces informations et des conditions de leur

(1) On pourrait rapprocher de ces situations le pouvoir très modéré de dissuasion que possèdent certains services face aux administrations centrales, aux concepteurs et évidemment aux intérêts économiques en jeu. On l'a constaté en visitant la division de l'Aménagement de l'Urbanisme et de l'Environnement du CETE d'Aix.

(2) Atelier parisien d'urbanisme.

recueil. Enfin, une fois ces difficultés de départ résolues, il reste pour la suite un problème considérable par le travail exigé et les coûts représentés, qui est celui de la tenue à jour de ces fichiers. Certes il s'agit de problèmes qui devraient être normalement résolus par les services qui ont créé ces fichiers et qui doivent en principe posséder déjà l'équipement et les crédits nécessaires pour effectuer cette tâche. Il y a d'ailleurs là un problème incomplètement élucidé pour nous et sur lequel nous reviendrons, dans la dernière partie. Là encore l'importance de la tâche tient à la nature du fichier et surtout à ses conditions de tenue ; ainsi en Suède, les transferts de propriété et les changements d'adresse doivent être signalés dans les 15 jours ; l'information reçue est transmise chaque soir à l'unité centrale de stockage du fichier (1).

### 3) Les conditions techniques d'exploitation et d'analyse des données.

Il n'est pas question dans le cadre de cet article de citer dans le détail les problèmes d'ordre technique ou matériel liés à la mise en place d'une banque de données. De nombreux ouvrages en traitent, dont certains figurent dans la bibliographie. Trois points particulièrement importants seront évoqués ici :

- l'identifiant : le principe de l'interconnexion de fichiers nécessite que les informations relatives à une même unité statistique figurant dans plusieurs fichiers puissent être rapprochées. Pour cela il faut que ces unités disposent d'un même numéro d'identification. Plusieurs solutions peuvent être avancées : par exemple le numéro national d'identité tel qu'utilisé en France pour le projet SAFARI ou l'adresse postale telle qu'utilisée pour le RGU.

- les techniques de la cartographie automatique : il s'agit essentiellement soit de l'utilisation de l'imprimante, peu coûteuse et rapide, mais fournissant un travail de qualité moyenne du fait des limitations imposées pour les caractères d'imprimerie ; soit de la table traçante beaucoup plus riche d'utilisation, pouvant faire des représentations au point ou au trait et fournissant un dessin très élaboré. La situation évolue rapidement avec les progrès de la technique : des formes "intermédiaires" telles que la photo-composition ont également fait leur apparition.

- la nature de l'information restituée au niveau de la carte dépend bien évidemment de celle qui a été entrée dans le fichier. C'est ainsi que si la parcelle n'est repérée que par les coordonnées d'un "centroïde", aucun parcellaire ne pourra être dessiné ; pour cela il faut que figure dans le fichier le détail des limites de la parcelle.

### 4) Le coût des opérations

L'importance du coût de la mise en oeuvre de banques de données associée au peu d'intérêt soulevé par celles-ci en dehors des services de gestion, a conduit à les modifier considérablement dans le sens de la réduction. Les mesures prises ont été de deux ordres :

(1) On peut signaler par exemple que l'expérience dite d'Uppsala, faite à Gävle, nécessitait à l'époque 90000 heures de travail par an pour la seule tenue à jour des cinq fichiers concernés.

- réaménagement profond de la conception même de la banque, réduite à un nombre limité d'informations traduites en indicateurs soigneusement tenus à jour et immédiatement accessibles aux gestionnaires et aux aménageurs. Cette évolution du projet primitif a été mentionnée à l'APUR à Paris ainsi qu'en Grande-Bretagne et en Suède. Il semble cependant qu'une réaction se manifeste contre une telle évolution. Le RGU en France en particulier et un projet comparable en Grande-Bretagne, le GISP (General Information System for Planning) vont en tout cas à contre courant de cette tendance à la réduction.

- Destruction périodique des données stockées. Le problème n'a été mentionné qu'à l'Institut de Statistique de Stockholm - et encore comme une exigence récente. Mais il est bien évident que le problème de l'accumulation des données avec le temps ne peut manquer de se poser partout au bout d'un certain moment.

##### 5) Le secret de l'information.

La plus récente des difficultés rencontrées par les banques de données est le secret de l'information. Elle ne cesse de prendre de l'importance, appuyée sur l'hostilité croissante des populations à voir tous les actes relevant d'un contrôle administratif fichés dans une mémoire centrale pour chaque citoyen sous son numéro national, corollaire inévitable de ce type d'opération. Les Gouvernements ont alors adopté toute une série de mesures, - peu différentes d'un pays à l'autre - visant à préserver ce secret. Les premières concernent la cloisonnement des fichiers : les données du Recensement, les plus étroitement protégées, ne peuvent en aucun cas être rapprochées de celles recueillies sur la population dans d'autres fichiers : Impôts, Parcellaire foncier, Education, Emploi, etc... De même la communication des données ne peut être faite que sur la base d'unités statistiques minimales : en Grande-Bretagne, le district de recensement comporte 150 ménages en unités agglomérées ; pour toute unité géographiquement définie comportant un nombre trop faible de ménages, l'information n'est pas fournie. En Suède, des dispositions très voisines sont adoptées. En France, les données peuvent en principe être communiquées sur la base de l'ilôt, mais seulement pour des informations "inoffensives" telles que la répartition par classes d'âge. Une loi particulièrement stricte sur l'information, les fichiers et les libertés comparable à celles existant déjà en Grande-Bretagne et en Suède, et engageant la responsabilité personnelle de l'agent d'exécution, a été promulguée le 6 janvier 1978 et le décret d'application pris le 17 janvier de cette même année.

Nous verrons plus loin les conséquences de ces diverses mesures, et des problèmes qui viennent d'être définis, pour l'utilisation des banques de données par les chercheurs et pour leur diffusion dans les pays faiblement industrialisés.

### III. L'utilisation scientifique des Données : empirisme et théorie.

Il est hors de doute que - en dépit des difficultés et des restrictions qui viennent d'être signalées - on se trouve en présence de réalisations dont l'intérêt pour la recherche en sciences sociales et au delà d'elle, pour les politiques d'aménagement et de développement, est immense. On doit alors d'autant plus regretter qu'il semble manquer chez un certain nombre de ceux qui les utilisent un effort de réflexion théorique comparable à l'effort technique réalisé. Il apparaît en effet que les équipes travaillant en aval des banques de données ont une tendance certaine à se contenter de perspectives qui demeurent empiriques même si elles sont "armées" d'un remarquable équipement informatique.

#### 1) Un exemple d'utilisation de l'analyse factorielle.

Au plan des programmes complets de recherche, un exemple intéressant nous est donné par les travaux du Professeur G. JANSSON, de l'Université de Stockholm. Dans deux expériences, portant l'une sur les "environnements" urbains, l'autre sur les "voisinages" intra-urbains, celui-ci s'efforce d'utiliser au maximum les possibilités des banques de données. Selon une procédure très classique, il sélectionne parmi les données disponibles toutes celles décrivant le phénomène à étudier : 51 variables dans sa première étude, 44 dans la seconde ; il les résume alors par analyse factorielle en un nombre restreint d'indicateurs (8 dans les deux cas) dont il s'efforce de préciser la signification à partir non seulement du calcul mais aussi de la nature des problèmes étudiés et dont il hiérarchise ensuite le réseau pour déterminer les facteurs dominants d'intercorrelations. Il répète l'opération à des périodes espacées de 5 ans et dégage donc aussi les tendances évolutives.

Les résultats obtenus sont remarquables : élaboration d'indicateurs nouveaux, liés de très près à la réalité tels que l'hétérogénéité spatiale (plurimodalité des centres urbains), rapport lieux de travail/ lieux de résidence etc... Des relations intéressantes - au point de vue précisément des théories habituelles sur l'urbanisation - sont également dégagées : ainsi la faible corrélation entre l'indice d'urbanisation (accumulation des caractères urbains) et le taux d'industrialisation qui s'oppose à la forte corrélation existant au contraire entre le premier nommé de ces indices et la taille de la population.

#### 2) Les applications de la cartographie automatique.

De leur côté de nombreuses réalisations en matière de cartographie et de recherche graphique automatique nous ont paru riches de possibilités. Elles sont appuyées sur un équipement très complet - écrans cathodiques, imprimantes, traçantes - et utilisées par des personnels parmi lesquels des chercheurs, qui paraissent posséder une maîtrise remarquable de ces instruments. L'intérêt est de pouvoir traduire immédiatement en cartes non seulement les données de base mais aussi les variables dérivées construites sur ces données de base et de faire une analyse approfondie de l'espace social qui suit terme à terme celle des matériaux exploités et se retourne sur elle pour l'introduction de nouvelles variables. Les possibilités de ce processus circulaire et itératif d'expérimentation ne sauraient être exagérées.

### 3) Les limites au niveau de l'information.

Ceci dit, il apparaît que les conceptions qui animent ces diverses recherches se réfèrent finalement à une idéologie commune qui - surtout du fait qu'elle demeure implicite - appelle plusieurs réserves. La première de ces réserves concerne la tendance généralement rencontrée à s'enfermer dans le seul univers de l'information "officielle" issue naturellement de ces banques, à laquelle s'ajoutent parfois les résultats de quelques sondages qui n'en diffèrent guère par l'esprit. Or, on sait que ces informations sont par nature standardisées, superficielles au regard de toute recherche quelque peu spécifique, et souvent affectées de biais systématiques. Elles sont donc à elles seules insuffisantes pour diagnostiquer en profondeur les problèmes que soulève une politique d'aménagement.

Une autre restriction d'importance concerne la manière trop limitative dont est faite l'interprétation des résultats : corrélations entre indicateurs ou répartitions cartographiques. Il semble bien que l'on s'en tienne souvent à la découverte d'une "bonne" corrélation ou d'une "belle" carte, que l'on considère aussitôt comme valant explication. On retrouve ainsi l'idéologie technocratique déjà analysée par Castells et le risque des analyses insuffisantes perpétuées par les trop célèbres cartes de l'Ecole de Chicago sur la délinquance ou les désordres mentaux.

De la nature des travaux qui nous ont été présentés, des déclarations de certains chercheurs questionnés sur ce point, aussi bien que des silences de certains autres, il semble - particulièrement en Suède - que fasse défaut une réflexion proprement théorique sur la notion même de sociétés et sur la nature et la hiérarchie des instances qui la composent, réflexion qui permettrait d'intégrer les données empiriques dans un cadre interprétatif plus large et plus cohérent. A cet égard, le vocabulaire employé dans certains textes ou la définition de certains programmes risque - nous l'avons constaté sur place - de faire illusion. Le recours à des notions globalisantes telles que le terme de système par exemple ne dépasse pas une simple acception métaphorique et ne recouvre malheureusement aucune réflexion sur ou à partir de ces concepts.

## IV. Les banques de données et la recherche dans le Tiers Monde.

On voudrait regrouper ici, dans la double perspective des besoins des chercheurs en sciences humaines et des conditions - restrictives - du travail dans les pays du Tiers Monde quelques enseignements ou quelques propositions d'action.

### 1) Données informatisées et programmes de recherche intégrés.

Il convient d'abord de rappeler que l'utilisation scientifique des matériaux mis à disposition par les banques de données n'est pas une nouveauté pour les sciences sociales : l'étude des documents déjà existants, l'analyse documentaire - auxquelles on ajoute généralement l'analyse de contenu comme procédure d'exploitation - figurent sans exception dans tous les manuels de l'enquêteur. De ce fait, toutes les critiques figurant dans ces manuels, concernant de telles sources d'in-

formation, valent évidemment ici. Toutefois ce que les banques de données apportent en plus par rapport à la situation antérieure, c'est :

- a) l'étendue et la qualité de l'information disponible,
- b) la commodité d'accès simultané à ces données, compatibles d'un fichier à l'autre et regroupées sur une seule unité statistique,
- c) du fait qu'elles sont déjà informatisées, leur disponibilité immédiate pour des traitements mathématiques ou cartographiques élaborés.

Cette situation leur donne indiscutablement une situation privilégiée et permet en particulier de concevoir des programmes de recherche intégrés en ce sens qu'ils peuvent comporter des séries d'investigations allant de l'étude de cas à l'analyse statistique globale. Les données spécifiques des enquêtes particulières, à condition qu'elles soient mises sous forme de variables, peuvent être injectées dans le fichier des données de bases fournies par ces banques et traitées avec elles dans des programmes d'analyse communs. Aux réserves déjà faites près, les travaux de G.G. JANSSON peuvent fournir un exemple de procédure pour une partie d'un programme de ce genre. Plus complet à cet égard - sans dépasser pour autant le plan de l'empirisme - est le projet qui nous a été signalé en Suède prévoyant à côté de l'exploitation des fichiers officiels, celle d'enquêtes spécialisées et, également, des analyses de la presse et des divers médias côte à côte avec celles des mouvements de groupes et des rumeurs (l'analyse des "discours" qui fleurit depuis peu d'années, en sociologie urbaine trouverait sans doute là un emploi et un cadre d'intégration nouveaux).

## 2) De la banque de données au système d'information.

L'une des tâches primordiales du chercheur est de construire des indicateurs, qui ne sont autres que des éléments formalisés de sa recherche se prêtant aux procédures statistiques de mise à l'épreuve des hypothèses. Cela implique, du côté des banques, l'accès du chercheur à un ensemble de données aussi complet et détaillé que possible avec la possibilité constante de remanier les codes et les catégories et d'ajouter aux fichiers déjà constitués les nouvelles variables ainsi construites. Ce besoin fondamental va malheureusement à l'encontre de la tendance partout rencontrée de réduire les banques de données trop coûteuses et complexes à des systèmes gérant un nombre limité d'indicateurs pré-fabriqués. Or il faut bien dire que ceux-ci perdent de ce fait à peu près tout intérêt dès qu'il s'agit de recherches à caractère spécifique.

## 3) Le recours aux recensements et la protection du secret de l'information.

S'il veut assurer à ses interprétations une signification statistique, la meilleure solution pour le chercheur est de prendre pour base de référence la totalité de la population qu'il étudie. C'est évidemment le recensement qui a pour vocation de fournir cette base statistique exhaustive. Cela implique la possibilité de compatibiliser toutes les

données recueillies avec les siennes. Or ceci va à l'encontre des restrictions légales déjà signalées qui n'ont cessé de se renforcer. Il y a là une autre cause de perte d'intérêt des banques de données pour la recherche, intérêt qui constituait pourtant l'un des prétextes essentiels pour leur création.

Un autre impératif pour la recherche si elle veut recourir avec fruit aux banques de données, et qui enfreint cependant les mêmes mesures de protection du secret de l'information, est la nécessité d'effectuer les calculs de corrélation sur les unités statistiques minimales (individu, parcelle, etc...) et non sur des grappes statistiques qui étalent les résultats en noyant les contrastes au milieu des cas moyens. Or, les dispositions légales déjà mentionnées interdisent de la même manière ce type d'opération dans le cas du recensement. On ne saurait trop faire remarquer que le passage par l'individu dans un plan d'analyse demandé par un chercheur n'implique en aucune manière la violation du secret individuel, le chercheur n'intervenant pas au stade du calcul. Son but est de produire des tableaux ou des cartes c'est-à-dire des répartitions statistiques qui ne sont pas formellement différentes de celles publiées par l'administration à ceci près qu'elles ont des chances d'être beaucoup plus "explicatives" du fait qu'elles sont plus élaborées.

#### 4) Banques de données et pays sous-développés.

Le problème que l'on veut soulever maintenant est d'un autre ordre et concerne les possibilités d'extension des banques de données aux pays sous-développés, compte tenu des coûts prohibitifs avancés pour ces opérations. Nous avons plusieurs fois soulevé ce problème dans les organismes que nous visitons et nous n'avons pu obtenir aucune réponse satisfaisante. Il nous semble cependant qu'il serait possible de réaliser des opérations beaucoup moins onéreuses s'il se confirme, ce que nous avons cru comprendre dans plusieurs cas, que ces coûts étaient artificiellement gonflés du fait qu'on y faisait intervenir des équipements et des personnels déjà existants dans les administrations exploitant les fichiers pour leur propre compte. Il est d'ailleurs probable, à cet égard, que ces opérations ont servi de prétexte pour le renouvellement complet, voire le doublement des installations anciennes. Il est en tout cas certain que l'on peut dans beaucoup de cas envisager des expériences plus modestes, plus progressives, en s'appuyant au maximum sur les infrastructures actuelles.

#### 5) L'exemple d'une expérience en cours.

Une expérience déjà entamée à Brazzaville (1) laisse espérer qu'une telle perspective n'est pas du domaine de l'impossible. Celle-ci a commencé par l'exploitation sur ordinateur - sur la base de l'ilôt - des données du recensement de 1974. Celles-ci étant déjà informatisées et le numéro de l'ilôt figurant déjà sur le support magnétique, le coût de l'opération s'est limité à l'écriture du programme correspondant à la nouvelle forme de ventilation et aux calculs demandés (moyenne, ventilation par valeurs précodées, etc...), et à l'exécution du travail (2).

(1) Concernant cette expérience, cf. infra, DEVAUGES.

(2) Un travail préparatoire assez long a été nécessaire pour la préparation des données et le redressement de classements erronés.

Cette première phase est achevée et la seconde, en cours de programmation, est une expérience de cartographie automatique, qui ne présente aucune difficulté particulière. Une troisième étape est déjà prévue, qui est le traitement mathématique de l'ensemble des données actuellement disponibles, dans le but de parvenir à des indicateurs plus élaborés et de les introduire dans le fichier actuel pour un nouveau traitement simultané, amorçant ainsi le processus circulaire d'approfondissement de la recherche déjà évoqué. Une étape ultérieure est également envisagée, qui serait une première amorce de banque de données, et qui consisterait à compatibiliser entre eux et si possible avec le recensement - ceux qui seraient utilisables parmi les grands fichiers nationaux (entreprises, emplois salariés, cartes grises, etc...). L'intérêt de telles opérations se mesure dans le rapport constaté entre leur coût et la valeur opératoire des résultats obtenus. Il n'est pas douteux qu'au stade atteint aujourd'hui par l'expérience, ce coût ne soit relativement bas et les résultats nettement positifs.

#### 6) Perspectives d'avenir.

L'intérêt d'expériences de ce genre, s'appuyant sur un réseau d'équipement et de données déjà constitué, est de pouvoir être généralisé en profitant à chaque fois de l'expérience acquise. A cet égard, la perspective définie ici pourrait utilement être intégrée à un programme d'étude sur une ville donnée comportant un ensemble coordonné de recherche interdisciplinaire centré sur les objectifs des autorités et sur certaines perspectives théoriques particulières. Ce programme "intégré" associerait les études de cas et les enquêtes directes aux données des fichiers nationaux adéquats selon une procédure générale d'analyse informatisée. Ceci pourrait être au plan de la recherche pure, l'occasion d'expériences nouvelles qui s'ajouteraient à d'autres déjà entamées ailleurs pour en confirmer la méthodologie et en étendre les résultats :

- approfondissement d'une pratique interdisciplinaire sur un programme intégré,

- recherches mathématiques et "géomatiques",

- mise à l'épreuve de modèles théoriques d'interprétation et en particulier d'une conception dynamique (synchronique et diachronique) de l'analyse des systèmes sociaux.

Outre son intérêt spécifique, cette expérience laisserait dans le pays demandeur un certain nombre d'outils permanents de travail qu'il suffirait d'ajuster en fonction des changements survenus,

- mise à jour du cadastre, de la liste des rues etc... (particulièrement pour les extensions nouvelles),

- "numérisation" du plan de la ville, pour la cartographie automatique,

- programme de ventilation du recensement et éventuellement des fichiers compatibilisés,

- programme de traitement cartomatique, etc...

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- "Data for development General report outline prepared at Arc et Senans, june 8-14, 1975", august 1975, data for Développement, Marseille, 28 p. multigr.
- "Development planning. Report from an international seminary at the University of Lund, 22-24 septembre 1976", 1977, The national Swedish Institute for building research, Gävle, 69 p. multigr.
- "General information system planning", 1972, Her majesty's Stationery Office, London, 119 p.
- "GISP. Appendix A", London, 65 p. multigr.
- "General review of local authority management information systems", 1975, Research report 1, Department of the Environment, London.
- "Insertion du répertoire géographique urbain dans la méthodologie des études urbaines. première partie", CETE, Aix en Provence, 168 p. multigr.
- "Aménagement information system for the new administrative area of Berkshire. Report", march 1973, Berkshire County Council, multigr.
- "Manual on point referencing properties and parcels of land", 1973, Department of the environment, London, 395 p. multigr.
- "Rapport de fin de projet : cartographie automatique thématique" mars 1977, OPIDA, Marseille, 166 p. multigr.
- "Recherches sur la qualité de la vie dans les agglomérations urbaines en Suède", janvier 1975, Conseil Suédois de Recherches sur la construction et l'urbanisme, Stockholm, 121 p.
- "Recherche urbaine et régionale en Suède 1972-1973. Fiches de synthèse". 1975, Conseil Suédois de Recherches sur la Construction et l'urbanisme, Stockholm, multigr.
- "Le répertoire géographique urbain", RGU, Marseille, 19 p.
- "The swedish land data bank project urban and regional planning aspects", mai 1975, CFD, Gävle, 26 p. + annexes multigr.
- APUR, juin 1973, "Utilisation des décisions et la planification au niveau régional et urbain. Etude de cas n° 2 : Paris". Données pour le développement, Marseille, 63 p. + annexes multigr.
- BOUQUIER (JP), SOLA (R), "Utilisation du répertoire géographique urbain dans les études urbaines. Deuxième partie. Définition des outils informatiques", CETE, Aix-en-Provence, 34 p. + annexes, multigr.
- BRAODHURST (C.J.C.), 1976, "Spatial retrieval for point referenced data: a system specification study", Reserarch report 18, Department of the Environnement, London, 105 p.

- DREYFUS (J), "Un zonage de Paris à partir de catégories socio-professionnelles des résidents", APUR, Paris, 43 p. multigr.
- JANSON (CG), 1974, "Causal models in factorial ecology", Bulletin from SIB, The National Swedish Institute for Building Research, 10 p. multigr.
- NORDBECK (S); RYSTEDT (B), 1973, "Computer cartography", Studentlitteratur, Lund., 315 p.
- NOBLEN (U), 1977, "Development of a statistical model for social indicators", in Andersson et Holmberg, "Demographic, economic and social interaction", Ballinger Publishing company, Cambridge, Massachusettes, pp. 165-197.
- SABATIER (JP), février 1974, "Le répertoire géographique urbain", INSEE, Marseille, 49 p. multigr.
- TORNQVIST (G) et coll., 1971, "Multiple location analysis", department of geography, the Royal University of Lund, 86 p.

UN FLAN D'EXPLOITATION INFORMATIQUE ET GEOMATIQUE DU  
RECENSEMENT DE BRAZZAVILLE (CONGO)

par R. DEVAUGES, Sociologue

On se propose d'exposer ici un plan d'exploitation établi pour le recensement d'une grande ville et de sa zone péri-urbaine. On s'appuie pour cela sur l'exemple concret d'une expérience en cours de réalisation à Brazzaville, capitale du Congo (Recensement de 1974). Les principales particularités de ce programme sont de porter sur la totalité de la population et non sur un échantillon, de pouvoir être exécuté directement à partir du fichier déjà informatisé de ce recensement et de comporter une partie Calcul et une partie Cartographie automatique à l'échelle de l'ilôt.

I. Nature et conditions d'exécution du programme.

1. Le contenu.

Un tel projet ne peut être que largement collectif en tant qu'il fait appel à des équipements et à des personnels de formation complémentaire, tous hautement spécialisés et relevant d'organismes différents (1). Le problème de son coût doit aussi être évoqué. Il demeure remarquablement bas - en particulier si on le compare à d'autres réalisations qui ne comportent cependant que des cartes. Il a, par ailleurs, le mérite de laisser derrière lui une problématique - toujours perfectible, certes, mais déjà élaborée - ainsi que des programmes d'ordinateur directement réutilisables et un fond de carte "numérisé" également réexploitable une fois étendu aux zones d'urbanisation nouvelle. Il est à remarquer que ces deux catégories d'éléments représentent les investissements initiaux les plus coûteux et que l'on peut ainsi, au fil du temps, opérer une étude diachronique et comparative à bon compte en traitant de la même manière les recensements ultérieurs.

Dans l'état actuel des choses, le programme de calcul et le programme "cartomatique" sont déjà établis et évidemment applicables à d'autres villes que celle pour laquelle ils ont été établis. En se fondant

(1) Dans le cas de Brazzaville, les principales parties prenantes ont été la Direction de la Statistique et de la Comptabilité Economique du Congo, l'Office Congolais d'Informatique, l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (France), qui est à l'origine du projet, et le Laboratoire de Graphique de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Paris). Le projet a pu être réalisé grâce à la compréhension des Hautes Autorités congolaises.

sur l'expérience déjà réalisée et à condition de s'appliquer à des recensements déjà informatisés, les tâches à accomplir et les délais approximatifs d'exécution (sauf difficultés particulières touchant les données) peuvent être estimés d'une manière assez précise.

- Programme de calcul : la seule opération à effectuer est l'ajustement du programme déjà existant à la bande du recensement à exploiter. C'est un travail purement informatique et les délais d'exécution peuvent se réduire à quelques semaines.

- Programme de cartographie automatique : Son exécution est plus longue et peut varier de six à huit mois, sauf difficultés liées surtout à l'état des données de base. Il nécessite en effet une correspondance exacte entre les unités minimales de recensement utilisées dans le fichier, et les unités spatiales utilisées par les agents recenseurs, généralement à partir du Cadastre. Théoriquement, cette correspondance existe mais l'expérience montre que - ces unités minimales n'ayant jusqu'ici guère été utilisées - la ventilation entre elles des feuilles de ménage présente souvent des négligeances. De même, les plans cadastraux ne sont pas toujours à jour, surtout en ce qui concerne les zones d'extension nouvelles. Un fond de carte de la ville, actualisé et planimétriquement correct, doit donc être établi, correspondant exactement aux données du recensement. Ceci, compte tenu de l'état des matériaux disponibles, peut constituer la phase la plus longue de l'opération. Il reste ensuite à opérer la numérisation de ce fond de carte, c'est-à-dire sa programmation pour la machine qui établira les cartes de données (1).

Le programme présenté ici constitue à la fois une unité d'information autonome et un cadre de référence pour le traitement coordonné de tout l'ensemble d'études concernant les problèmes de gestion et d'aménagement urbain, ou la recherche pure. Comme unité d'information, il représente une analyse sociologique et démographique cohérente des données du recensement en une quarantaine de tableaux, associée à une projection cartographique représentant, pour les seules données brutes, une centaine de cartes. Comme cadre de référence pour un ensemble de recherches spécifiques, il ouvre sur plusieurs perspectives complémentaires :

- par l'extension - et éventuellement l'adaptation et le perfectionnement - du cadre théorique qu'il utilise à d'autres domaines que ceux couverts par le recensement et à d'autres approches que celles de la sociologie et de la démographie ;

- du fait qu'il recourt à des programmes de calcul utilisant toutes les ressources de l'informatique et permettant le traitement simultané de toutes les données qui pourront être injectées dans ses fichiers, à la seule condition qu'elles soient traduisibles en variables et assignables à chaque unité (ménage, individu, quartier, etc..., cf. infra) composant la population du fichier ;

---

(1) Les exemples de cartes donnés ici ont été établis à l'imprimante. Le rendre définitif sera fait par photocomposition.

- en fournissant un premier exemple d'accès généralisé et systématique à une information extrêmement riche et déjà existante, généralisable par interconnexion des grands fichiers nationaux selon le principe des "banques de données" déjà largement utilisé ailleurs (1) ;

- de la même manière, en permettant l'intégration de recherches - spécifiques, celles-là - et à la même condition que précédemment, que leurs résultats soient formellement intégrables à ses fichiers. Cela peut se faire aussi bien à partir de données de position géographique repérées sur les cartes établies, qu'avec tout autre donnée ou série de données résultant d'enquêtes ethnographiques, d'études de cas ou de sondages partiels.

## 2. La procédure d'utilisation des fichiers officiels et notamment du recensement.

Le plan de recherche proposé ici se limite à l'exploitation du recensement. Etabli pour celui de Brazzaville, il est cependant directement applicable - aux ajustements de détail près - à tous les recensements déjà informatisés. Toutefois, les données ainsi utilisées ont, de par leur nature, un certain nombre de caractéristiques qu'il faut rappeler. Elles ont en commun, comme toutes les données extraites des fichiers officiels, d'avoir été recueillies pour des buts autres que ceux d'une recherche spécifique - généralement, pour la gestion d'une administration particulière. Elles doivent donc être préalablement réinterprétées en fonction des questions nouvelles qui leur sont posées. Elles ont en contrepartie le mérite d'une certaine "objectivité" ainsi que celui de l'exhaustivité. Elles restent cependant par nature assez superficielles pour des recherches spécifiques et il est nécessaire dans ce cas de les compléter par des enquêtes particulières. Certaines de ces données peuvent être entachées de biais systématiques qu'il faut s'efforcer de rattraper ou de taux élevés de non-réponses qui les rendent inexploitable. Ainsi, dans l'exemple présent, on a dû renoncer à utiliser les données relatives à la mortalité ou à la situation dans la profession en dépit de leur intérêt pour les problèmes étudiés.

L'inventaire critique des matériaux disponibles ayant été fait, le problème qui se pose ensuite est celui de leur interprétation. Celle-ci varie en fonction du problème posé et de la discipline (sociologie, économie, etc...) qui les utilise. En effet, une même donnée peut fournir des indications différentes selon les coupures et les regroupements de catégories qu'on y opère, selon les périodes entre lesquelles on compare son évolution et selon les types de population auxquelles on la rapporte. Ainsi, la répartition ethnique de la population d'une grande ville peut recevoir une interprétation en termes de dominance de la région immédiate, de situation par rapport à la société traditionnelle ou de rapports des forces économiques ou historiques en présence. On verra ici les mêmes données entrer dans plusieurs cadres interprétatifs.

---

(1) Concernant les restrictions légales existant dans les pays industriels concernant l'utilisation de ces données, cf. supra, P....

Les données de base extraites du recensement et ainsi exploitées dans le cas de Brazzaville, sont les suivantes :

a. au niveau du ménage.

1. Le type de ménage ; 2. le nombre de résidents par ménage ; 3. le nombre de pièces occupées par ménage ; 4. le type d'habitation ; 5. le statut d'occupation ; 6. le type de lieux d'aisance ; 7. le mode d'approvisionnement en eau ; 8. le mode d'éclairage ; 9. la possession éventuelle d'un appareil de radio.

b. au niveau de l'individu.

10. le sexe ; 11. le lien de parenté avec le chef de ménage ; 12. l'âge ; 13. le lieu de naissance ; 14. la situation matrimoniale ; 15. l'ethnie ou la nationalité (pour les non-Congolais (1)) ; 16. le niveau d'instruction ; 17. la profession ; 18. la situation dans la profession (dans l'exemple présent, cette donnée était inexploitable) ; 19. la durée d'installation à Brazzaville ; 20. le lieu de résidence antérieur ; 21. la taille des ménages ; 22. l'âge du chef de ménage.

c. calculs d'indices élémentaires.

23. Population de résidents occupés, rapportée à l'ensemble des résidents ; 24. Proportion de résidents par ménage, rapportée au nombre de pièces par ménage ; 25. Proportion d'enfants nés vivants au cours des douze derniers mois, rapportée au nombre de femmes de 15 à 49 ans (pour mémoire, non exploitable) ; 26. Proportion d'hommes de 15 à 54 ans occupés par ménage, rapportée au nombre total d'hommes de 15 à 54 ans du ménage.

## II. L'exploitation sociologique.

### 1. La problématique et les principes.

Les deux préoccupations dominantes de ce programme étaient, au plan du fond, son utilité à court ou à long terme, pour l'aménagement urbain, au plan de la forme, la possibilité d'être utilisé comme cadre intégrateur pour tout un ensemble de recherches placées dans la même perspective. Partant de là, le sociologue s'est d'abord posé la question de savoir ce que représentaient les matériaux dont il disposait dans l'optique qu'il avait choisie par rapport à ces préoccupations : à savoir, les conditions actuelles et concrètes de formation et de transformation de la société urbaine, à la fois en tant que milieu interne et dans ses relations avec ses environnements aux divers niveaux (c'est surtout cette seconde perspective qui ouvrait la voie à l'interdisciplinarité, du côté de l'économie et de la géographie, par exemple). En raison de la nature limitée des matériaux disponibles, il n'était certes pas question d'épuiser le sujet mais - et en fonction de cette problématique d'ensemble - d'en étudier les aspects qui pouvaient l'être, d'une manière "compatible" avec des recherches ultérieures fondées sur d'autres données.

---

(1) Donnée réservée.

Dans cette voie, la première démarche était de définir les unités d'analyse sociologiquement significatives pour lesquelles les données du recensement pourraient servir d'indicateurs (et bien sûr, et plus simplement, d'éléments directs de description) : on a ainsi retenu le ménage, l'individu en tant qu'acteur social et le quartier, la liste restant évidemment ouverte. Les données disponibles se répartissaient alors assez aisément autour de ces différentes unités d'analyse, nombre de données intervenant pour plusieurs de ces unités. Poussant plus loin le raisonnement, on s'est ensuite demandé quelles dimensions de ces unités d'analyse étaient plus particulièrement représentées par ces données. Cette seconde ventilation opérée, il est apparu que certaines variables pouvaient être regroupées en indices complexes constituant des indicateurs plus synthétiques et plus fiables de ces dimensions. Dans le cadre théorique défini, ces indicateurs, considérés dans leur variation, se trouvaient en effet investis d'hypothèses précises qu'il appartenait au calcul, et en particulier à l'analyse tabulaire, de mettre à l'épreuve. La détermination de ces divers traitements - et en particulier des tableaux à établir - pouvait alors se faire selon une procédure de sélection théoriquement mieux maîtrisée qu'en opérant au hasard ; elle consistait alors à ne retenir que ceux des tableaux possibles susceptibles d'apporter confirmation ou infirmation aux hypothèses avancées.

La dernière opération était une mise en forme réductrice du programme ainsi établi, tenant compte cette fois du coût de l'opération, par le biais des temps d'ordinateur nécessaires. L'effort de connaissance préalable du sens des matériaux exploités permettait là aussi des rapprochements, des réductions ou parfois des extensions à coût nul : ainsi, l'analyse des populations particulières a été intégrée à celle des individus-acteurs sociaux, qui concernait de toutes façons l'ensemble de la population. On obtenait ainsi pour chacune, et à propos de ses problèmes particuliers, des éléments de comparaison avec les autres, placées par rapport à elle dans une situation bien définie (femmes célibataires par rapport aux hommes célibataires ou aux épouses, dominants du ménage par rapport aux dépendants, etc...).

## 2. Les Unités d'Analyse sociologique et leurs Facteurs descriptifs.

Trois unités principales d'analyse sociologique ont été retenues, à chacune desquelles un certain nombre de données du recensement a été attribué comme éléments de description, permettant, pour certaines de ces données, leur regroupement en indices complexes.

### a) Le ménage comme unité d'analyse.

Le ménage était la seule unité sociologique concrète à être saisie en détail par le recensement. Le ménage est une unité sociale délimitée dont tous les membres sont situés les uns par rapport aux autres par des relations bien définies (qui ne sont pas nécessairement, quoique ce soit le plus souvent le cas, des liens de parenté). Il est hiérarchisé autour d'un chef de ménage : de ce fait, alors qu'il est, partiellement au moins, la création de ses éléments dominants, il impose au contraire à ses dominés des conditions de vie (d'enculturation pour les enfants qu'il élève) qui conditionnent leur dynamique personnelle et leur participation aux autres domaines de la société. Économiquement, le ménage repré-

sente une forte unité centrale autour d'un budget commun et une unité de consommation au moins alimentaire, autour de la "marmite". Il occupe enfin un espace résidentiel déterminé avec certains équipements, variables d'un ménage à l'autre, et dont les divers membres - à l'intérieur d'un même ménage - n'ont pas une égale disposition.

Dans cet ensemble, lui-même complexe, sont apparues trois dimensions dominantes auxquelles on pouvait rapporter les données qui le concernaient :

- La position socio-culturelle du ménage.

Certaines variables ont paru caractériser le ménage dans sa relation avec la société traditionnelle et ses pratiques, d'autres au contraire, le situer par rapport à la société urbaine où il vivait et aux éléments de "modernité" qu'elle introduisait. Au titre des premières, on a retenu : a) le statut matrimonial du chef de ménage en tant, surtout, qu'il était polygame ou non ; b) son âge ; c) son ethnie, introduisant des différences régionales dans les formes de sa traditionnalité ; d) l'absence ou la présence d'autres ethnies dans le ménage, signifiant un libéralisme plus ou moins grand par rapport à la solidarité ethnique ; enfin, e) la présence (et le nombre) de collatéraux dans le ménage, opposant la famille élargie à la famille conjugale. Du côté de l'"engagement" du ménage dans la société moderne, on a considéré : f) le temps vécu à Brazzaville, g) le niveau d'instruction du chef de ménage et h) le niveau d'instruction le plus élevé dans le ménage.

- La situation socio-économique du ménage.

Cette dimension rapproche des variables relatives les uns à la production de biens, les autres à la consommation. Parmi les premières, a) la profession du chef de ménage, et b) la somme pondérée des activités productrices du ménage ; parmi les secondes, c) la taille du ménage, d) la proportion de résidents occupés, rapportée à l'ensemble des résidents, et e) un indice pondéré que l'on pourrait dire de niveau de vie du ménage : la somme pondérée de ces activités productrices, rapportée à la somme pondérée des résidents le composant. Pour imparfaite qu'elle soit, cette mesure pondérée était cependant plus fine que l'indice simple.

- Les conditions d'installation du ménage.

Elles regroupent les données relatives à l'habitant et à l'équipement : a) et b) les types d'habitation et de lieu d'aisance ; c) les modes d'approvisionnement en eau et d) l'éclairage ; e) la possession ou non d'un poste de radio. A ces données matérielles, s'en ajoutaient qui les pondéraient au plan des conditions d'utilisation : f) le taux d'occupation (nombre d'occupants par pièce disponible) et g) le statut d'occupation distinguant les hébergés des locataires et des propriétaires.

b) L'individu comme unité d'analyse.

Il s'agit ici, en remontant à l'individu (et non plus comme ci-dessus au ménage), de faire plusieurs opérations ayant une justification théorique bien précise. La première, en partant de l'individu comme membre de groupes sociaux autres que le ménage déjà étudié, de reconstituer la population de ces groupes afin d'en étudier les caractéristiques et les déterminismes (l'ethnie, le sexe, l'âge, le niveau d'instruction, la catégorie socio-professionnelle), la seconde, lorsqu'il s'agit de groupes

socialement hiérarchisés, d'analyser les différences associées aux inégalités de statut. Plusieurs populations "particulières" (femmes à la fois célibataires et chefs de ménage, femmes salariées, "dépendants", chômeurs) seront saisies dans ce cadre et analysées en relation avec leurs "complémentaires" dans l'ensemble de la population. La dernière intention de ce mode d'exploitation est, considérant cette fois l'individu comme acteur social envisagé dans sa réussite personnelle (déterminée ici par son niveau d'instruction et/ou sa profession), de définir le poids des conditionnants sociaux qu'il subit - tels du moins qu'ils apparaissent dans le recensement - sur cette réussite personnelle. Compatibilisant les formes de ventilation nécessitées par ces différents projets, on a distingué quatre types de variables selon leur relation à ego en tant qu'acteur social. S'agissant ici seulement d'individus possédant une part de responsabilité dans la société, on a limité l'étude aux classes d'âge de 15 ans et plus.

#### 2.2.1. Les variables de statut, inchangeables par ego.

Il s'agit de caractéristiques données une fois pour toutes, auxquelles l'individu ne peut rien changer et dont la conséquence est de lui imposer un certain nombre de conditions sociales. L'acteur social, s'il ne peut les modifier, peut toutefois, par son action, en modifier les effets sur lui. Il s'agit ici a) de l'ethnie, b) du sexe, et c) de l'âge.

#### 2.2.2. Les variables de statut modifiables par ego.

On entend par là des données relatives à la situation personnelle d'Ego ou à ses conditions de vie et auxquelles il a, du moins en principe, la possibilité de se soustraire à condition d'accepter les modifications de ses conditions d'existence associées à ces changements. Il s'agit d'abord a) de son statut matrimonial et b) de sa relation au chef de ménage de l'unité résidentielle où il vit. On a, à ce propos, constitué c) un indice complexe où interviennent ces données, ainsi que le sexe, et qui permet d'analyser, séparément ou simultanément, plusieurs populations particulières telles que les ménages célibataires (Hommes ou Femmes), les chefs de ménage (Hommes ou Femmes également), les dépendants (épouses ou cadets vivant au foyer), etc...

La seconde catégorie de variables rentrant dans cette catégorie n'est autre que les caractéristiques du ménage, déjà définies et que l'on retrouve ici mais rapportées cette fois à chacun de ses membres, c'est-à-dire la position socio-culturelle du ménage, ses conditions socio-économiques et d'installation. Bien qu'apparemment communes à tous les membres du ménage, ces conditions sont évidemment vécues différemment selon qu'il s'agit d'un dominant du ménage qui en est, partiellement du moins, responsable, ou d'un dominé qui en subit la contrainte et ne participe à ses avantages que d'une manière atténuée.

#### 2.2.3. Les variables de "performance" individuelle d'ego.

Elles concernent les domaines où intervient, même si elle est conditionnée par les cadres sociaux, la réussite individuelle d'ego : cette dimension est mesurée dans le recensement par a) le niveau d'instruction, et b) la catégorie socio-professionnelle. On s'est efforcé ici de construire un indice unique c) de "réussite sociale" combinant ces deux données. La population particulière des "sans activité déclarée" est étudiée ici comparativement à celle des non-chômeurs.

c) Le quartier comme unité d'analyse.

L'exploitation du recensement proposée ici comporte, on s'en souvient, l'établissement automatique de cartes à partir des données analysées, projetées au niveau de l'ilôt. L'espace n'est en sociologie qu'un facteur important parmi d'autres qui, pour être invisibles, ne le sont pas moins (culture, technique, organisation formelle ou non, relations sociales, attitudes, etc...). Il en va de même pour les aménageurs dont les réalisations dans l'espace - l'urbanisme - ne sont qu'un aspect de procédures d'organisation beaucoup plus complexes. La projection des données dans l'espace est cependant d'une grande utilité à la fois pour ces derniers, à qui elle montre "qui" se trouve "où" dans le cadre de l'aménagement du sol, et pour sa valeur heuristique au plan de la recherche, en faisant apparaître des phénomènes de regroupement, de contiguïté, d'opposition, etc..., insaisissables autrement.

Précisons que lorsqu'on parle ici de quartiers il ne s'agit pas de quartiers au sens administratif du terme, mais d'unités spatiales réelles, constituées par les effets de configuration, de superposition, de contraste, etc..., apparus à l'examen de leur répartition. Ces unités peuvent donc avoir des formes et des étendues variables, se répartir en noyaux dominants ou multiples, se recouper, se contenir mutuellement, ou se recouvrir plus ou moins exactement. Ces phénomènes peuvent faire l'objet de construction de variables dérivées, susceptibles d'être "réinjectées" dans le fichier déjà existant, côte à côte avec des données venues d'autres sources telles que celles relatives à la plus ou moins grande accessibilité des diverses infrastructures : eau, électricité, centres commerciaux, écoles, dispensaires, services divers, etc... Ces nouvelles variables dérivées pourront alors être traitées ensemble, ou simultanément avec les autres, permettant la constitution de nouveaux indices, approfondissant les procédures d'analyse et donnant lieu éventuellement à de nouvelles projections cartographiques.

Brazzaville, janvier 1978

STRUCTURES ARTISANALES ET ECONOMIE URBAINE

par Claude De MIRAS, économiste

Initialement orienté vers l'étude de l'émergence d'une classe d'entrepreneurs ivoiriens issus d'un artisanat en promotion, notre objet de recherche a été peu à peu ajusté compte tenu d'une conclusion forte à laquelle nous avons aboutie. Celle-ci permettait d'affirmer que le milieu affairiste ivoirien, oeuvrant sous la forme de petites et moyennes entreprises largement induites et aidées par l'action dynamisante de l'Etat, n'était pas le produit d'une mutation progressive de l'"artisanat", mais davantage le fait d'agents du secteur public ou privé "moderne", du niveau cadre moyen ou supérieur.

Ainsi, deux formations de capital privé productif ivoirien étaient distinctement repérées ; l'une de type artisanal, l'autre capitaliste.

Alors que la seconde avait été précisément étudiée dans l'enquête que nous avons réalisée dans le secteur de la Boulangerie ivoirienne, la formation de capital dite artisanale restait à analyser. A la suite d'investigation effectuée dans la Menuiserie et la Réparation Automobile, il est apparu que l'artisanat de production n'avait pas à Abidjan le caractère homogène que laisse croire la classique définition dualiste.

On a pu dégager deux structures productives différentes à l'intérieur de cette catégorie "artisanat".

La première constitue ce que nous appelons le secteur de transition. Elle est le lieu de passage de quelques rares ateliers artisanaux qui atteignent effectivement la forme de la P M E industrielle, grâce à des connivences plus ou moins immédiates avec l'appareil d'Etat et à la possibilité d'amorcer un processus d'accumulation élargie.

La seconde structure productive est dénommée secteur de subsistance et constitue l'essentiel de l'artisanat de production. Il se caractérise par un fonctionnement en reproduction simple, la mise au travail d'une main-d'oeuvre quasi gratuite, donc non salariée, et l'inexistence d'une comptabilité.

Notre recherche s'oriente actuellement vers l'analyse de ce secteur de subsistance dans les branches de production (tailleur, garage, menuiserie et ferronnerie) à la fois du point de vue de ses conditions de production et de ses conditions de reproduction.

L'analyse des conditions de production renvoie aux facteurs productifs utilisés dans ces activités, leurs caractéristiques spécifiques et leur fonction respective dans le processus d'apparition du surplus dégagé ex post, ainsi que la destination de ce surplus qui sort de la sphère de la production pour tomber dans celle de la consommation via l'échange.

Les conditions de reproduction déterminent la génération de ces activités et leur évolution. Il apparaît que la situation de ces ateliers de subsistance est soumise à un double mouvement contradictoire d'extension et d'éviction.

Les éléments générateurs, explicatifs de l'expansion du secteur de subsistance parallèle au développement du secteur moderne capitaliste, font, pour l'instant, l'objet de trois hypothèses d'induction du premier par le second :

- induction par exclusion
- induction par exploitation
- induction par la demande

(Un texte en cours de rédaction donnera un contenu précis à chacun de ces points).

Par contre, il existe aussi des facteurs d'éviction et de recession du secteur de subsistance.

Ceux-ci tiennent, d'une part à la concurrence que se livrent dans les branches productives étudiées, PME et secteur de subsistance, les premières ayant l'appui de l'Etat qui les privilégie au plan financier, foncier, législatif... et qui de plus en plus, entend "assainir" cette situation de concurrence en organisant les professions au sein de la Chambre des Métiers qui auront, entre autre fonction, à filtrer les entrées dans les professions. Ces Chambres seront sans doute au moins des affairistes de la place.

D'autre part, c'est par les modalités du développement urbain que le secteur de subsistance est atteint. Au plan idéologique, la primauté de l'industrie, l'anachronisme de l'"artisanat" imprègnent les comportements technocratiques ; au plan concret de l'appropriation de l'espace et de la capacité à mobiliser les fonds publics ou semi publics, la classe possédante abidjanaise, qui a partie liée avec les Pouvoirs Publics, se taille la part du lion, en repoussant sur les marges urbaines et sociales le secteur de subsistance ; l'espace urbain devient le moyen d'une spéculation capitaliste qui conduit le secteur de subsistance à une très forte instabilité d'implantation foncière et immobilière.

C'est ce processus contradictoire qui fait la situation concrète du secteur de subsistance, instable, végétatif mais toujours présent dans le tissu urbain.

Cette recherche est en cours d'articulation avec le programme de travail pluridisciplinaire que Claudine VIDAL et Marc LE PAPE, sociologues CNRS, ont établi, en collaboration avec Philippe CAZAMAJOR, élève géographe en vue de conjuguer les différentes études qu'ils entreprendront à Abidjan dès octobre prochain.

Dans la ligne de cette recherche urbaine, une série de pistes s'ouvrent à des investigations futures.

a) Typologie des quartiers, d'habitats et d'activités de subsistance, étude au niveau spatial du processus d'extension - récession du secteur de subsistance

b) Analyse des secteurs fournisseurs de biens et services aux différentes catégories socio-professionnelles : secteur moderne, capitaliste, secteur de transition, secteur de subsistance.

c) Etude comparée des prix des biens et services fournis par le secteur moderne capitaliste, le secteur de transition et le secteur de subsistance.

d) Extension de la notion de secteur de subsistance au branche du commerce et des services à Abidjan.

e) Le secteur de subsistance en tant que fournisseur et réparateur de l'habitat à Abidjan.

Abidjan, août 1978



## ENQUETE SUR LE SECTEUR NON STRUCTURE EN TUNISIE<sup>+</sup>

---

par J. CHARMES, économiste

### I. QUOI ET POURQUOI ?

On appelle "Secteur Non Structuré" ou "Secteur Informel" l'ensemble des activités de production, de service ou de distribution prises en charge par des unités de petite taille (moins de 10 employés) sur un marché où règne une forte concurrence, et où les règles du jeu fixées par la puissance publique (dans les domaines du travail et de la fiscalité notamment) sont, sinon inconnues, du moins résolument transgressées.

Or ces activités peuvent représenter une part importante de l'activité économique nationale, tant du point de vue de l'emploi que du point de vue de la production. On doit d'ailleurs au BIT de s'y être intéressé le premier dans le cadre du Programme Mondial de l'Emploi, et d'avoir vulgarisé le terme de "Secteur non Structuré", et à l'OCDE de s'être penché sur la prise en compte de ces activités dans les Comptes Nationaux.

Pour ce qui est de la Tunisie, on sait désormais - et c'est un des premiers résultats de la présente enquête - que les établissements de deux employés et moins représentent plus de la moitié du nombre total des établissements, que les établissements de moins de 10 employés représentent près de la moitié de l'emploi total non agricole dans le secteur privé, et que la médiane descend à 5 employés dans certaines branches (comme la menuiserie-ébénisterie, et les garages) où le secteur non structuré représente à la fois plus de la moitié de l'emploi et plus de la moitié de la production.

Outre le fait qu'elle va permettre de prendre désormais en compte tout un secteur de l'activité économique négligé jusqu'à présent par les statistiques, les Comptes Nationaux et la Planification, l'Enquête sur le Secteur Non Structuré en Tunisie a également été (et continue à être) l'occasion d'explorer et de raffermir les voies de collaboration entre socio-économistes d'une part, et statisticiens et planificateurs d'autre part.

---

(+) Le programme de recherche dont il s'agit fait l'objet d'une action conjointe (Convention de type B) entre l'ORSTOM et l'Institut National de la Statistique de Tunisie (INS).

En ce sens, l'enquête sur le Secteur Non Structuré en Tunisie se rattache à l'idée centrale qui avait été à l'origine de la création du groupe de recherche AMIRA (1) en 1975 : Faire collaborer et communiquer entre elles, et se transformer mutuellement, toutes les disciplines (de l'Anthropologie jusqu'à la Planification) qui créent et utilisent l'information nécessaire à l'appréhension et à la compréhension des milieux ruraux ou informels que les concepts et méthodes classiques ne permettent pas de saisir correctement.

Il est significatif, de ce point de vue, que ce soit à propos du Secteur non Structuré qu'un pont ait pu être jeté avec le plus de facilité, entre les diverses disciplines. Cela tient surtout au fait qu'il s'agit d'activités marchandes (ce qui est moins évident pour les activités agricoles de subsistance (2), et qu'en conséquence le pont jeté est essentiellement d'ordre méthodologique, beaucoup plus que d'ordre conceptuel : les cadres de la Comptabilité Nationale et de la planification ont pu être conservés, au moins dans une première étape. Il n'est pas impossible cependant qu'au terme de la démarche entreprise, les définitions et concepts classiques soient remis en question, et qu'alors la tentation du no-bridge refasse son apparition.

Il n'en reste pas moins que les enseignements méthodologiques sont déjà importants et que, par nombre de ses aspects, l'enquête sur le Secteur Non Structuré en Tunisie est une expérience novatrice et riche en développements.

## II. COMMENT ?

Le système d'enquêtes mis en place par l'Institut National de la Statistique est un système complexe qui place la Tunisie à l'avant garde dans ce domaine.

Le dispositif d'enquête comprend : un recensement exhaustif des établissements dans tous les secteurs de l'activité économique, des monographies socio-économiques pour les plus importants des secteurs de l'activité économique non structurée, enfin des sondages sectoriels dont l'objectif principal est de quantifier la part des entreprises non structurées dans l'emploi et la valeur ajoutée du secteur.

---

(1) Le groupe de recherche AMIRA (Amélioration des Méthodes d'Investigation en milieu Rural Africain) est le fruit d'une action conjointe INSEE-ORSTOM-Ministère de la Coopération. Tout en conservant son sigle, il étend désormais son champ d'étude au Secteur Informel et aux continents Asiatique et Latino-Américain.

(2) Encore que l'on puisse aisément soutenir le contraire.

1) Le recensement exhaustif des établissements a été effectué dans toutes les communes urbaines de Tunisie entre 1976 et 1978. Son exploitation est en cours et les premiers résultats sortiront incessamment. Opération lourde et coûteuse, et par conséquent rarement menée à bien, un tel recensement offre de multiples avantages :

- Constitution d'un fichier des établissements et des entreprises, avec classement par taille, activité et localisation géographique. Un tel investissement implique une mise à jour régulière.
- Complément et recoupement pour les autres sources de données sur l'emploi que sont le Recensement Général de la Population et l'Enquête par sondage sur l'emploi.
- Délimitation plus stricte et plus objective de la frontière entre recensement industriel et enquête sur le secteur non structuré : la taille de l'établissement est alors le critère principal, mais aussi la composition de la main d'oeuvre (ouvriers-apprentis) et l'existence d'une assurance et d'une comptabilité : autant de caractéristiques qui ont été relevées.
- Analyse de la sensibilité des investisseurs à la conjoncture nationale et internationale : La date de création des établissements devrait nous permettre de différencier les secteurs d'activité dans cette perspective.
- Enfin, constitution d'une base de sondage pour l'enquête sur le Secteur Non Structuré.

## 2) Monographies socio-économiques et sondages sectoriels.

Pour l'ensemble des secteurs d'activité où la petite entreprise est dominante (1) il a été décidé de mener un certain nombre d'enquêtes sectorielles, le principe d'un questionnaire unique n'a pas été retenu, et c'est précisément pour cette tâche d'élaboration de questionnaires adaptés à la réalité de chaque secteur qu'un socio-économiste a été amené à collaborer avec des statisticiens.

Procédant par enregistrement au magnétophone d'une série d'entretiens avec un nombre limité d'artisans, les monographies de métier consistent à appréhender les mécanismes de fonctionnement et les problèmes de chaque profession à partir de la vision qu'en ont les artisans eux-mêmes. Elles ont également servi à tester des méthodes de quantification de variables aussi importantes pour le planificateur et le comptable National que le sont la valeur ajoutée, les consommations intermédiaires, les marges bénéficiaires, etc...

---

(1) Il s'agit des secteurs suivants : Bois, Mécanique, Métal, Cuir, Textile, Boulangerie, Electricité, Plomberie. Le Commerce reste provisoirement en dehors du champ de l'enquête.

Le contenu des interviews (1) sert, non seulement à élaborer le questionnaire statistique pour le secteur, mais encore à interpréter les résultats grâce aux informations qualitatives que les chiffres ne laissent pas toujours transparaître.

Le sondage sur le secteur bois a été réalisé sur un échantillon de plus de 150 unités à Tunis et à Sfax. Il est en cours d'exploitation, et le sondage sur les garagistes sera effectué avant la fin de l'année 1978.

Ces sondages qui portent sur des unités de moins de 10 employés visent à approfondir 3 domaines essentiellement :

- La structure de l'emploi et les rémunérations,
- l'estimation de la valeur ajoutée et de la production,
- l'établissement d'une typologie des entreprises en fonction des structures et des comportements.

Les travaux déjà accomplis et les multiples problèmes posés par l'exploitation des données sont d'un très grand intérêt sur le plan méthodologique, et c'est sans doute là l'enseignement le plus tangible, en attendant les premiers résultats définitifs.

Le principal complément qui pourrait être apporté à ce système d'enquête reste l'étude du secteur commercial et des circuits de distribution. C'est pourquoi, nous présentons le projet de recherche ci-dessous qui intéresse de nombreux organismes nationaux. Il s'agit simplement d'un canevas non rigide à l'intérieur duquel il serait loisible de moduler les enquêtes adaptées qui s'imposent.

Bien que ces enquêtes n'aient pas été inscrites dans le programme de l'Institut National de la Statistique, il est certain que cet Institut est le mieux placé pour se charger de leur direction et de leur mise en œuvre. Il n'y aurait d'ailleurs aucune difficulté à les intégrer dans le cadre des études sur le Secteur Non Structuré dont elles sont un complément indispensable. De plus il convient de profiter d'urgence du caractère récent du recensement des établissements.

Compte tenu de ce qui vient d'être dit, l'Institut National de la Statistique devrait pouvoir disposer à cet effet d'un expert (de l'ORSTOM par exemple), et d'un financement extérieur (de la DGRST par exemple).

---

(1) Les interviews des menuisiers-ébénistes ont déjà été publiées. Celles des garagistes sont en cours de publication.

### III. PROJET DE RECHERCHE SUR LE SECTEUR TERTIAIRE ET LES CIRCUITS DE DISTRIBUTION EN TUNISIE

Le secteur tertiaire (commerce et services) est sans doute le secteur de l'économie tunisienne le plus mal connu. Il a fait l'objet de quelques études, en nombre restreint, relativement ponctuelles et plus ou moins superficielles, de telle sorte que sa prise en compte par la Comptabilité Nationale et la Planification s'avère difficile, et en tout état de cause, insatisfaisante.

Par ailleurs, l'élucidation des mécanismes de la distribution et de la formation des prix, et l'exploitation des divers circuits de distribution, est, depuis un certain temps, une préoccupation constante des responsables de la politique économique tunisienne.

Confronté à cette double préoccupation, l'Institut National de la Statistique a décidé de mettre en place un dispositif d'enquêtes sur le secteur tertiaire et les circuits de distribution, qui permettra d'en saisir les divers aspects.

Outre l'expérience qu'il a accumulée dans des domaines tout aussi difficiles à appréhender (notamment le Secteur Non Structuré), l'I.N.S. dispose d'un atout incomparable qui en fait le naturel maître d'oeuvre de l'enquête proposée : le recensement des établissements effectué dans l'ensemble des communes urbaines de Tunisie, entre 1976 et 1978.

Il apparaît primordial de profiter du caractère récent de ce recensement des établissements, et de la très bonne connaissance statistique que l'on a ainsi du secteur tertiaire sur les plans de la localisation et des emplois, pour l'utiliser comme base de sondage d'enquêtes sectorielles plus approfondies.

Le présent projet de recherche vise deux objectifs essentiels :

- 1) la mise en place d'un système intégré d'observation sur le secteur tertiaire de l'économie urbaine, du double point de vue de l'emploi et des rémunérations, et de la valeur ajoutée.
- 2) La compréhension des mécanismes de la distribution des produits, et de la formation des prix.

#### 1) Système intégré d'observation du secteur tertiaire de l'économie urbaine

L'I.N.S. a pour ambition de réaliser dans le secteur tertiaire un système d'observation qui serait le pendant exact de celui que l'Institut achève de mettre en place dans le secteur secondaire. Il s'agirait donc :

- d'élaborer un système permanent d'observation du secteur tertiaire moderne.

Ce système serait l'équivalent de l'enquête annuelle que mène l'I.N.S. sur le secteur industriel sous la dénomination de "Recensement industriel". Cela implique que l'on définisse auparavant, avec suffisamment de précision, ce que l'on conviendra d'appeler "secteur tertiaire moderne". (Contrairement au secteur secondaire, la limite de 10 salariés ne semble pas pertinente).

- de mettre au point un système d'observation apte à saisir le secteur tertiaire "traditionnel" ou "non structuré". Menées en étroite collaboration avec l'équipe travaillant sur le Secteur Non Structuré secondaire, ces études et enquêtes devraient en constituer le complément naturel. De plus, et tout comme pour le secteur secondaire, elles devront viser à compléter le système permanent d'observation du Commerce et des Services de type moderne, essentiellement sur les plans de l'emploi et des rémunérations, et de la valeur ajoutée.

Tout comme dans le cas de l'Enquête sur le Secteur Non Structuré Secondaire, un tel dispositif d'observation ne serait pas permanent : il viserait essentiellement à estimer la part du secteur non structuré dans la production nationale. Et cette estimation pourrait faire l'objet d'une actualisation à intervalles plus ou moins éloignés, parallèlement à un Recensement Général des Etablissements.

Ainsi se trouveraient mieux couverts les secteurs secondaires et tertiaires de l'économie tunisienne : le planificateur disposerait alors d'une Comptabilité Nationale plus adéquate.

## 2) Compréhension des mécanismes de la distribution des produits et de la formation des prix.

La saisie des mécanismes de la distribution suppose que soient menées des enquêtes de caractère qualitatif, et de ce point de vue, les monographies recueillies dans le cadre de l'enquête sur le Secteur Non Structuré doivent constituer le modèle de ce qu'il conviendrait de faire, moyennant les adaptations qui s'imposent, en particulier dans le domaine des recherches sur la quantification.

Pour ce qui est de la formation des prix, il s'agirait donc de confronter les données disponibles en matière de coûts et de prix à la production aux prix à la consommation et d'essayer, grâce aux études effectuées dans le secteur de la distribution, d'attribuer ces marges aux divers intermédiaires mis en évidence.

En fin de compte, la méthode utilisée devrait donc s'inspirer de celle qui a été élaborée à l'occasion de l'Enquête sur le Secteur Non Structuré : à savoir des monographies d'artisans et de commerçants suivies de sondages sectoriels dans les principaux secteurs de métiers. Bien entendu, monographies et sondages devraient, dans leur contenu, être adaptés à la réalité particulière du secteur tertiaire.

Sur le plan de coordination, l'enquête sur le Secteur Tertiaire serait étroitement liée à l'Enquête sur le Secteur Non Structuré, et serait menée en collaboration avec la Sous-Directeur de la Comptabilité Nationale, la Direction des Statistiques Economiques de l'I.N.S. Le Ministère du Plan, le Ministère du Commerce et le District de Tunis seront étroitement associés à l'enquête.

PROGRAMME DE RECHERCHE1978 - 1981FORMATION SCOLAIRE ET ACTIVITES DE PRODUCTION AU CAMEROUN \*

par J-Y MARTIN, Sociologue

En liaison avec le Centre National d'Education de l'ONAREST et l'Institut International de Planification de l'Education de l'UNESCO, ce programme de recherche se propose, par des enquêtes approfondies auprès de 5 propositions successives de sortants du système éducatif, d'analyser le problème de l'insertion de ces sortants dans la vie sociale et professionnelle.

Les informations recueillies au cours de ces enquêtes devront permettre :

- 1) de cerner les raisons de non-poursuite des études (en particulier la localisation rurale-urbaine du lieu des scolarisations et donc la répartition inégale de l'offre scolaire).
- 2) d'établir les relations entre ce qui est enseigné et l'utilisation qui en est faite (possibilité de différencier les types de formation reçue non seulement en fonction de ce qui est diffusé (programmes nationaux), mais aussi en fonction des conditions de réception (conditions de vie des élèves = grandes villes, centres urbains secondaires, villages).
- 3) d'identifier la gamme variée des débouchés possibles et les conditions d'insertions des sortants dans la vie sociale et professionnelle. (C'est surtout à ce niveau que ce programme est lié à la problématique de la recherche urbaine. La formation scolaire dont il est question est produite par et pour le milieu urbain. Elle diffuse une idéologie urbaine et oriente vers des emplois de type urbain. Elle ne peut manquer de créer des distorsions à deux niveaux : tout d'abord une rupture de fait avec les milieux ruraux et donc des entraves à la reproduction de ces milieux, d'autre part une irruption massive d'élèves du milieu rural cherchant des emplois en ville) → cf. tout ce qui touche au secteur informel.
- 4) de tirer les conclusions pertinentes pour l'organisation du réseau scolaire et pour l'introduction éventuelle des modifications dans les programmes.

Paris, janvier 1979

\* Il a paru intéressant de présenter, même succinctement, ce programme de recherche qui doit commencer à être réalisé prochainement. Chacun des thèmes généraux évoqués ici seront développés ultérieurement.



## LES ATTITUDES A L'EGARD DE L'EMPLOI CHEZ LES JEUNES DESCOLARISES SANS QUALIFICATION

par André HAUSER, Sociologue

La Côte d'Ivoire, pays à vocation agricole, connaît actuellement une situation de l'emploi qui est préoccupante.

En milieu rural la croissance de la population diminue avec le départ des jeunes. Elle n'est plus compensée par l'immigration étrangère et les besoins en force de travail nécessaire à la production agricole, non seulement à son développement, mais même à son maintien au même niveau, dépassent les disponibilités en main d'oeuvre du milieu rural depuis 1974.

En milieu urbain, entre 1970 et 1975, la population d'âge actif a augmenté de près de 9 % par an tandis que l'ensemble des emplois de tous les secteurs n'a augmenté que de 7 %.

En conséquence le chômage urbain se développe et il porte notamment sur les jeunes déscolarisés à la recherche de leur premier emploi.

A la demande du Ministère du Plan, exprimée en 1974, j'ai entrepris une étude des attitudes à l'égard de l'emploi des jeunes déscolarisés sans qualification en quête d'emploi salarié, avec l'accord de l'Office de la Main d'Oeuvre.

Cette étude avait pour objectif l'amélioration des informations sur les jeunes, en vue d'entreprendre des actions pour les faire accéder à la vie active, en organisant éventuellement des projets de formation professionnelle accélérée, de réinsertion dans l'agriculture.

Il s'agissait de savoir - en relation avec l'origine et le passé scolaire de ces jeunes - quelles étaient leurs aspirations professionnelles, les motivations de leurs choix, dans quel lieu et secteur professionnel ils préféreraient exercer leur activité, quels emplois ils accepteraient dans l'immédiat à certaines conditions de lieu et de salaire, quelle était leur position vis-à-vis du retour en milieu rural selon différentes modalités.

J'ai effectué une enquête en 1975 auprès d'un échantillon représentatif des jeunes Ivoiriens de sexe masculin demandeurs d'emploi inscrits à l'Office de la Main d'Oeuvre, à Abidjan, ayant les caractéristiques suivantes : Age 16 à 25 ans - Niveau d'Instruction Générale CM2 à Terminale - à la recherche de leur premier emploi salarié.

423 jeunes ont été interrogés, soit 5 % des jeunes déscolarisés inscrits, dans les locaux de l'Office de la Main d'Oeuvre, avec l'aide d'étudiants en sociologie.

Le déplacement des demandeurs d'emploi est faible, en relation avec leur concentration : en 1975 7,5 % chez les jeunes déscolarisés, 15 % environ dans l'ensemble.

L'enquête d'Abidjan a donné lieu à une publication (1). Voici les faits saillants qui se dégagent des résultats :

Laissés pour compte d'un système d'éducation qui les a déracinés de leur milieu d'origine et conduits inmanquablement vers la ville, sans pour autant leur inculquer de savoir pratique, les jeunes déscolarisés fondent encore leurs plus grands espoirs dans d'hypothétiques formations professionnelles qui leur permettraient d'accéder aux emplois souhaités modernes et rémunérateurs.

Mais il convient de noter que, même au niveau supérieur, celui de l'"idéal", les aspirations ne sont pas démesurées (comptable, mécanographe, employé de bureau, technicien -surtout en mécanique, électricité-) à part quelques exceptions. Et c'est l'intérêt professionnel et non le salaire qui est invoqué le plus fréquemment dans le choix du métier ; les débouchés viennent en troisième position.

Il en est de même pour le niveau inférieur dans l'échelle des aspirations. Il s'agit des emplois auxquels ces jeunes souhaitent accéder sans formation professionnelle préalable. Les attentes sont modestes. Les professions qui apparaissent le plus fréquemment sont presque toutes manuelles (mécanicien et électricien notamment), peuvent effectivement être apprises en cours d'emploi faute d'avoir pu être apprises en apprentissage, ce qu'auraient préféré les trois quarts des enquêtés, et les niveaux de rémunération "espérés" correspondent assez bien à la réalité, avec une légère surévaluation qui n'a rien d'anormal. S'agissant d'un choix plus raisonné, le désir de gagner de l'argent apparaît avant l'intérêt professionnel. De plus, alors que le salariat était envisagé presque exclusivement au niveau supérieur des aspirations -en majorité dans le secteur public-, les métiers permettant une installation "à son compte" apparaissant beaucoup plus fréquemment, il se produit un transfert des aspirations du salariat vers le travail indépendant, qui est autant pris en considération que le salariat dans le secteur privé à ce niveau -moins toutefois que le salariat dans le secteur public. Ainsi, l'esprit d'indépendance, l'initiative individuelle s'affirment lorsque les aspirations deviennent plus modestes.

Mais même ce type d'emploi devient inaccessible à presque tous les jeunes dans la situation actuelle. Aussi leurs attitudes à l'égard des emplois de manoeuvre ne sont-elles plus des attitudes de rejet : la très grande majorité d'entre eux accepteraient un emploi de manoeuvre à Abidjan ; plus de la moitié d'entre eux accepteraient un emploi de manoeuvre hors d'Abidjan, plus facilement hors de leur région d'origine, que dans leur région d'origine.

Mais l'éventualité du salariat agricole -accepté en principe par près de la moitié de ces jeunes déscolarisés- ne semble envisagée sérieuse-

(1) A. HAUSER et C. DESSALLIEN. Attitudes à l'égard de l'emploi. Les jeunes déscolarisés sans qualification inscrits à l'Office de la Main d'Oeuvre d'Abidjan en 1975. ORSTOM - Ministère du Plan 1976, 45 p.

ment que par près de la moitié de ces jeunes déscolarisés - ne semble envisagée sérieusement que par une minorité d'entre eux - de l'ordre de 20 % - et à condition que le salaire minimum (10.000 francs par mois à l'époque de l'enquête, dans une exploitation moderne) soit porté au moins à 15.000 francs par mois.

Un beaucoup plus grand nombre - près de trois quarts - envisageraient avec intérêt un avenir d'exploitant agricole. 87 % de ces jeunes sont d'ailleurs fils d'agriculteur et 30 % ont déjà eu une activité agraire. Mais le plus souvent cette solution leur paraît impraticable, pour des raisons objectives, notamment le manque de terre. Aussi ne font-ils preuve d'aucune initiative personnelle dans ce domaine : ils seraient seulement volontaires pour des opérations engagées par l'Etat.

Les conditions de vie de ces jeunes sont supportables dans l'ensemble grâce à la solidarité familiale, bien que leur insertion dans la ville soit faible (peu de distractions et de relations sociales). Aussi n'envisagent-ils pas de retourner au village dans l'immédiat. Pourtant cette réinsertion dans leur milieu d'origine reste la solution extrême envisagée par 60 % de ceux qui donnent des précisions sur leur durée limite d'attente à Abidjan (45 % des enquêtés - deux ans au maximum pour les trois quarts).

L'étude montre donc que ces jeunes déscolarisés font preuve d'un relatif réalisme à tous les niveaux : à celui des aspirations les plus élevées (profession idéale, apprise à l'école), à celui des attentes (profession envisagée, apprise sur le tas), à celui des possibilités immédiates (emploi de manœuvre).

Elle permet aussi de suggérer une solution à court terme au problème de l'emploi en milieu rural : on peut actuellement intéresser les jeunes déscolarisés aux travaux agricoles.

X  
X X  
X

Après l'enquête d'Abidjan il a paru bon de se rendre compte si les jeunes déscolarisés demandeurs d'emploi présentaient des caractéristiques et des attitudes différentes à l'égard de l'emploi dans un autre contexte que celui de la capitale.

Il a été décidé d'enquêter à San Pedro et à Bouaké, en 1977 parce que ce sont les deux centres de recrutement de main d'oeuvre les plus importants après Abidjan et aussi parce que ces villes diffèrent beaucoup entre elles, tout en différant d'Abidjan.

Les enquêtes de San Pedro et Bouaké ont été conduites comme celle d'Abidjan : les enquêtés ont été choisis en fonction des mêmes caractéristiques.

85 jeunes ont été interrogés à San Pedro - 11 % des jeunes déscolarisés inscrits - 130 à Bouaké - 9 % des jeunes déscolarisés inscrits.

Le développement de San Pedro et de la région du Sud-Ouest a nécessité un recrutement important de main d'oeuvre et une proportion relativement grande des demandeurs d'emploi de San Pedro avaient pu être placés les années précédant celle de l'enquête (le tiers en 1975, le quart en 1976).

Une importante industrie textile s'est implantée à Bouaké dès 1922, suivie d'autres activités industrielles, notamment une fabrique de cigarettes.

Ces entreprises emploient beaucoup de manoeuvres temporaires, qu'elles gardent moins de six mois : dans ces conditions ces manoeuvres ne peuvent pas faire partie du personnel permanent.

Le placement des demandeurs d'emploi est très faible : en 1976 10 % pour l'ensemble - 5 % pour les emplois de bureau. Les postes offerts sont surtout des emplois de manoeuvre temporaire.

La comparaison des résultats des trois enquêtes fait apparaître quelques différences importantes entre les caractéristiques et les attitudes des jeunes déscolarisés demandeurs d'emploi de San Pedro, de Bouaké et d'Abidjan.

Les enquêtés de San Pedro ne sont venus à San Pedro que parce qu'ils pensaient y trouver du travail. Un nombre important d'enquêtés d'Abidjan et surtout de Bouaké y sont venus poursuivre des études et y sont restés ensuite dans l'espoir de trouver du travail. Aussi les enquêtés de San Pedro - dont la moitié n'a fait que des études primaires - ne songent-ils pas à d'éventuelles études professionnelles en aussi grand nombre que ceux d'Abidjan et de Bouaké et accepteraient-ils un emploi de manoeuvre sur place encore plus facilement que les autres.

Ils sont venus à San Pedro plutôt qu'ailleurs parce qu'ils étaient originaires de régions assez proches ou parce qu'ils croyaient que le développement de la ville leur procurerait du travail, notamment dans le secteur privé ou même comme travailleurs indépendants. D'où l'importance accordée aux débouchés dans le choix du métier.

Pour les enquêtés de San Pedro, qui proviennent en grande majorité de pays de plantations (café, cacao, elaeis, cocotier) où des terres sont encore disponibles, la vie rurale garde plus d'attraits que pour ceux d'Abidjan et de Bouaké, que ce soit le retour au village ou l'installation comme exploitant agricole avec l'aide de l'Etat. Mais ils sont plus au courant des réalités agricoles que les autres et la situation de manoeuvre agricole les tente encore moins que les autres.

Les enquêtés de San Pedro se différencient aussi des autres par l'attitude qu'ils adoptent à l'égard de l'emploi dans leur région d'origine : ils auraient tendance à accepter plus facilement un emploi, même de manoeuvre, dans leur région d'origine qu'ailleurs. Au contraire, les enquêtés de Bouaké accepteraient plus facilement un emploi de manoeuvre et même, semble-t-il, autre que manoeuvre hors de leur région d'origine.

Les enquêtés de Bouaké, dont la moitié sont de l'éthnie locale Baoulé, ont une insertion dans la ville plus forte que ceux d'Abidjan et de San Pedro : ils se distraient davantage, appartiennent à plus d'associations, vivent plus fréquemment chez leurs parents. Cependant ils quitteraient plus facilement leur ville pour un emploi de manoeuvre (non agricole) - tout comme les enquêtés de San Pedro - que les enquêtés d'Abidjan, ville dont l'attraction reste forte.

Près de la moitié des enquêtés de Bouaké ont une activité d'attente, beaucoup moins à San Pedro et Abidjan. Il s'agit presque toujours de contracts occasionnels de manoeuvre dans une entreprise industrielle de la place. Cette activité peut représenter une fraction notable du temps passé comme demandeur d'emploi.

Les enquêtés de Bouaké, qui envisagent une attente à l'Office de la Main d'Oeuvre moins longue dans l'ensemble que ceux de San Pedro et d'Abidjan, envisagent aussi beaucoup moins fréquemment la réinsertion dans leur milieu d'origine après l'attente - un grand nombre d'entre eux étant originaires de régions où les terres utilisables sont toutes occupées - et beaucoup plus fréquemment d'apprendre un métier. Ils sont plus au courant des réalités industrielles que les autres et se rendent mieux compte de leur manque de qualification.

Les enquêtes de San Pedro et de Bouaké ont permis d'approfondir un point que l'enquête d'Abidjan n'avait pas suffisamment éclairé : les raisons du refus éventuel d'un emploi de manoeuvre agricole : il est apparu que le refus peut provenir non seulement du bas salaire mais aussi de la répugnance de l'enquêté pour ce genre de travail.

La comparaison des résultats des trois enquêtes montre qu'une accentuation de la régionalisation des moyens de l'Office de la Main d'Oeuvre serait susceptible de mettre les demandeurs d'emplois en condition de mieux supporter leur situation.

Abidjan, avril 1979

### Publication

C. DESSALLIEN, A. HAUSER : Attitudes à l'égard de l'emploi. Les jeunes déscolarisés sans qualification inscrits à l'Office de la Main d'Oeuvre de San Pedro et Bouaké en 1977. Comparaison avec les résultats d'Abidjan. Abidjan, Centre ORSTOM des Sciences Humaines, décembre 1978, 80 p.



## LA VILLE ET LE RAPPORT AUX VALEURS OCCIDENTALES

(LE CAS DES D.O.M.)

par Marie-José JOLIVET, Sociologue

L'intérêt des recherches urbaines n'est certes pas à démontrer. En revanche, les placer sous le signe de la nécessité, comme j'entends le faire ici, mérite peut-être explication. Cette position relève d'une problématique qui, sans prendre a priori la ville pour objet, est amenée à l'investir, non pas seulement parce qu'elle est (ou devient à un moment donné de l'enquête) le cadre pertinent des phénomènes étudiés, mais aussi parce qu'elle incarne un certain ordre -social, économique, culturel- et en assure la reproduction. En d'autres termes, la ville est alors conçue comme une totalité qui peut et doit être saisie globalement, en tant que produit-producteur des structures socio-économiques et de l'histoire, mais qui n'apparaît pleinement signifiante, au regard de l'exigence de ce type de recherche, que si elle est vue, en même temps, à travers le jeu concret de ses éléments constitutifs, un jeu qui précisément fait et reflète l'ordre en question, et qu'il faut donc examiner jusqu'au niveau du vécu individuel pris dans sa double relation, objective et subjective, à cet ordre incarné par et dans la ville.

C'est à partir d'un cas bien circonscrit que cette problématique s'est construite. Il s'agissait de cerner une réalité jusqu'alors totalement inconnue : la société créole de Guyane française. L'enquête a commencé par l'étude monographique de deux communes rurales qui, sous couvert du maintien d'une tradition résiduelle d'un côté, de l'accès à une pseudo-modernité de l'autre, ne survivent en fait que sous l'emprise administrative, dans une cohésion artificielle, masquant grossièrement un état de crise latente que trahissent certains signes, tel le mouvement continu d'exode vers la ville.

La mise en perspective historique de la crise a permis d'en comprendre les fondements, et partant la véritable nature. La crise guyanaise est ancienne. Elle est née de l'esclavage ; avec l'émancipation, elle est passée à l'état manifeste, mais sous forme transitoire, c'est-à-dire ouverte sur divers "possibles" ; puis elle s'est peu à peu installée au cours de la ruée vers l'or qui, pendant près d'un siècle, n'a cessé de renforcer le primat de la stratégie individuelle sur la construction collective...

Instituée après la seconde guerre mondiale, la situation départementale a immédiatement liquidé l'organisation déjà chancelante de la période de l'or, mais ne s'en est pas moins trouvée héritière de la crise. En donnant à la Guyane (et aux trois autres "vieilles possessions françaises" : Guadeloupe, Martinique, Réunion) le statut de Département d'Outre-Mer, l'Etat français a voulu se démarquer de la précédente régie coloniale, tout en rejetant l'idée d'indépendance aux confins de l'impossible ; il n'a donc pu agir que dans le sens d'une intégration plus poussée, et ce, au nom de l'idéologie du progrès. A-t-il su pour autant assurer le dépassement de la crise ? En milieu rural, la réponse est clairement négative : sans doute a-t-il fixé le village en lui imposant la tutelle de l'Administration, mais il a par là même figé ses possibilités de reconstruction collective, car il l'a réduit à la fonction de simple commune, il en a fait

le relais de sa pratique d'assistance aux personnes. Ainsi a-t-il pensé apporter la preuve du progrès dont la départementalisation se veut porteuse, et dont, en tout cas, elle véhicule l'idéologie justificatrice. Mais si progrès il y a, c'est indéniablement en ville qu'en ont été forgées les preuves les plus tangibles ; telle est la logique de la politique de prestige qui, si elle entend donner au paysan un niveau de vie minimal, fait surtout de la ville son lieu de réalisation privilégié, et y draine donc nécessairement la population des campagnes, toujours soumise au primat de la stratégie individuelle.

Quoique partie du milieu rural, la sociologie de la crise guyanaise implique bien la nécessité de prendre en compte la ville, en l'occurrence Cayenne, chef-lieu du département, regroupant les deux tiers de sa population, et qui d'emblée se livre comme la parfaite incarnation de l'ordre départemental. Est-ce à dire que la crise est uniquement rurale, que l'organisation urbaine en permet le dépassement ? Assurément non ; mais pour comprendre ce que devient la crise guyanaise dans l'organisation urbaine, il faut aborder la question sous l'angle indirect du rapport à la ville ; on s'aperçoit alors que cette ville n'est jamais que le lieu où s'opère la médiatisation du rapport à la métropole, et plus généralement du rapport aux modèles de la société occidentale.

A cet égard, l'exemple des émigrés ruraux est assez révélateur. Il montre en effet qu'il y a très souvent une profonde distorsion entre la situation vécue subjectivement par l'émigré en ville, et ses conditions objectives (objectivité toute relative, puisque découlant de critères construits autour de la notion ethnocentrique de niveau de vie). Ainsi, telle femme de ménage gagnant 200 francs par mois (en 1970) déclarera être venue à Cayenne 20 ans auparavant pour "se faire une situation", et semblera considérer que c'est chose faite, alors qu'elle vit difficilement dans une maison vétuste et sans confort, mais où trône - détail non négligeable - un téléviseur qu'elle a pu acheter grâce à l'aide du "mari" avec lequel elle a un moment vécu. Le discours des jeunes est encore plus caractéristique : tel garçon d'une vingtaine d'années, chômeur depuis un an et réduit à vivre dans une chambre sans eau ni électricité, estimera malgré tout que Cayenne est "le seul endroit envisageable pour vivre", et que de toute façon : "tout vaut mieux que l'abattis". Le seul fait de résider en ville est donc déjà synonyme de progrès par rapport à la vie rurale, à la tradition fondée autour de l'abattis par les esclaves libérés. Et Cayenne est désormais appréhendée comme une petite réduction de la métropole, voire plus généralement du monde occidental. C'est d'abord là le fruit d'une politique volontariste : le général de Gaulle souhaitait que la Guyane devienne une "vitrine française" en Amérique. Supplantée quelque temps par Kourou, avec son ambitieuse base spatiale et sa nouvelle ville, Cayenne a finalement acquis plus durablement cette fonction, peut être moins en raison du modernisme qui y était introduit (urbanisme, divers équipements, tel un émetteur de télévision, etc...), que par la manière dont les Guyanais ont été amenés à en être eux-mêmes les agents.

Est ici en cause le processus d'assimilation qu'induit par définition la départementalisation. L'Ecole en est sans doute l'un des moyens fondamentaux. Ce n'est pas un hasard si, parmi les motivations explicites de l'exode rural, figure en bonne place la volonté de permettre à ses enfants de "continuer l'Ecole". Certes, n'est posée là consciemment que l'idée de la promotion par l'instruction ; mais quand on sait que pour la majorité, singulièrement dans le cas des émigrés ruraux, la scolarité se

limitera à quelques années d'études primaires au cours desquelles le jeune Guyanais aura surtout appris à intérioriser sa condition de Français d'Outre-Mer, on s'aperçoit qu'il y a au fond superposition des notions de progrès et d'assimilation. En fait, le processus d'assimilation s'effectue de façon modulée, selon les voies que tracent les contraintes de l'appartenance sociale. La pleine assimilation, celle qui s'affirme à travers le mode de vie et la maîtrise de la culture française, est l'apanage de la bourgeoisie. Pour les plus démunis cependant, l'accès à une certaine consommation, si minime soit-elle (quelque matériel électro-ménager, un téléviseur dans les meilleurs cas), fournira la preuve, aux autres et à eux-mêmes, de leur cheminement vers le progrès, dès ce niveau entièrement confondu avec les modèles de la société occidentale.

Si l'exode vers la ville, première étape du cheminement vers "le" progrès, est aussi par là même une première actualisation du processus d'assimilation, qu'en est-il de l'exode vers la métropole, dont le flux est très important eu égard aux effectifs de la population guyanaise ? A dire vrai, il n'est guère étonnant que le modèle métropolitain ait, vis-à-vis des Cayennais, une fonction aspirante similaire à celle du modèle urbain local vis-à-vis des ruraux : le phénomène est inscrit dans la logique du processus d'assimilation ; il semble même a priori en être le couronnement, du moins si l'on s'en tient au discours de ceux qui espèrent ou voudraient partir. Mais l'installation dans une ville métropolitaine (car c'est évidemment vers les grandes villes, et tout particulièrement vers Paris, que se dirigent les migrants guyanais) représente une rupture beaucoup plus marquée avec le milieu d'origine que le simple exode rural, et l'on ne peut se demander si le vécu en reste de même nature. Seule une étude effectuée auprès de la population guyanaise émigrée en métropole permettrait de répondre correctement à cette question ; elle offrirait en outre à la précédente problématique une nouvelle perspective, inscrite cette fois dans le cadre d'une sociologie des migrations.

Quelle place la recherche urbaine peut-elle prendre dans une telle perspective ? Sans doute s'agit-il désormais moins de saisir la ville en tant qu'ensemble inscrit dans et déterminé par les structures socio-économiques spécifiquement françaises (encore que cet éclairage ne soit pas à négliger), qu'en tant que cadre-objet d'une relation externe. Mais si la recherche doit dès lors être recentrée sur le rapport des migrants à la ville métropolitaine (à telle ville, dans telles conditions), cela n'implique pas le resserrement de la problématique sur l'étude marginale d'un phénomène marginal. L'intérêt d'étudier un tel rapport se situe en effet au-delà de ce qu'il recouvre immédiatement : si marginal soit-il du point de vue du lieu d'accueil (ce qui n'est d'ailleurs plus le cas dès que l'on considère l'ensemble des migrants, toutes origines confondues), il peut néanmoins être le révélateur de tout le contenu idéologique de la relation susceptible de s'instaurer entre un pays industrialisé et un pays sous-développé, voire entre la société occidentale et le Tiers-Monde.

Certes, c'est en l'occurrence la relation France-Guyane qui est en question ; et elle est déterminée par le caractère singulier du lien départemental. Mais la Guyane n'est pas seule concernée : les Antilles et la Réunion le sont aussi. Les Antilles appartiennent d'autre part à la même aire culturelle de la Guyane. Il y a donc là un champ d'extension possible

et souhaitable de la recherche. Mettre la problématique construite à partir du cas guyanais, à l'épreuve des faits antillais, serait même un test instructif, car si la Martinique et la Guadeloupe sont soumises à la même politique de départementalisation et au même processus d'assimilation, la logique qui y est à l'oeuvre vient se greffer sur un contexte différent. Dans quelle mesure la spécificité des conditions économiques et démographiques de ces îles modifie-t-elle le sens profond des migrations antillaises ? Le problème idéologique y conserve-t-il une place significative ? On voit à travers ces questions que l'élargissement de la recherche aux faits antillais passe par un retour à la ville "locale" (Fort-de-France, Pointe à Pitre), en tant qu'éventuel relais-produit de l'idéologie du progrès véhiculée par la métropole ; mais ce retour peut être un tremplin. En effet, si le mode de fonctionnement idéologique du lien départemental, défini à partir de la Guyane se confirme aux Antilles, par-delà les différences, comme l'expression d'un mode de relation beaucoup plus général entre société occidentale et Tiers-monde, alors une nouvelle extension de la recherche est envisageable, hors de la sphère des D.O.M., hors même de la sphère relevant de l'influence française. Ainsi pourrait-on utilement s'interroger sur l'impact du modèle nord-américain (ou si l'on préfère du super-modèle occidental) au niveau de l'ordre incarné par et dans les grandes villes sud-américaines.

Paris, avril 1979

LA GESTUELLE AU FIL DU TEMPS : POUR UNE EXPLORATION SYSTEMATIQUE DE LA VIE QUOTIDIENNE EN MILIEU URBAIN

---

par Philippe HAERINGER, Géographe.

Avec la vie citadine on aborde, dans le monde tropical au moins, un domaine si peu exploré qu'on risque fort, si l'on se laisse gouverner par des problématiques pré-établies, de passer à côté des phénomènes les plus significatifs, les plus représentatifs de la population étudiée. De quoi cette vie est faite est certainement la première question que l'on doit se poser si l'on se propose de lancer un train d'études sur de tels milieux, ou même simplement si l'on prévoit de participer à une relance de l'intérêt scientifique porté à ces milieux.

L'anthropologie classique, consacrée aux vestiges de la société pré-citadine, s'appuie pour l'essentiel sur une longue cohabitation de l'observateur et d'une société, le village, qui présente l'avantage d'être une entité communautaire dont la quotidienneté est partagée : la pratique communautaire villageoise est de l'ordre du quotidien.

Il n'en est pas de même de la ville, moins encore de la macro-ville où des opacités s'instaurent entre des groupes sociaux très différenciés et cependant mal renérables et sans autonomie ; où une distanciation croissante se crée entre la vie et le système ; où celui-ci se technicise au point qu'il ne se laisse étudier que par tranches. La réalité urbaine s'appréhende par secteurs -les problèmes du logement, de la distribution, de l'emploi, de l'école, de l'animation culturelle- sans que l'on parvienne jamais à une esquisse globale parce que ces divers secteurs ne sont guère reliables entre eux.

Pourtant il existe un principe unitaire, c'est l'être humain lui-même, je veux dire l'individu (ou l'unité domestique) et son "vécu", qui réalise une synthèse significative de tous les compartiments de la vie citadine, ce à quoi aucune structure collective formelle ou informelle ne saurait prétendre. Si l'on appréhende ce vécu de A à Z, on devrait logiquement toucher du doigt, par un bout, tous les problèmes de société ; et donc au minimum les repérer, se saisir de leur existence sous la couleur du vécu, ce qui n'est pas la moins bonne introduction.

Faire le tour de l'individu avant de s'élever aux problèmes de la macro-ville, cela peut paraître un rêve impossible à cause de l'infinité supposée des types en milieu citadin. Il est vrai que les profils et les situations y sont innombrables, mais les ressorts des comportements le sont

moins. Sous l'apparente diversité, des lois explicites ou non, connues ou non de ceux qui y obéissent, contraignent et modèlent faits et gestes.

En outre, la ville tropicale n'isole heureusement pas l'individu aussi radicalement que la ville occidentale. Certes, elle n'est ni un gros village ni un agglomérat de villages : mais si la vie ne s'y déroule pas réellement en situation communautaire, on y voit néanmoins l'individu (ou l'unité domestique) évoluer dans des micro-sphères pratiquant une très large solidarité, voire une cohabitation étroite. De sorte que l'observation monographique d'un individu s'inscrit nécessairement dans le cadre d'un groupe qui tout à la fois lui donne du relief et la relativise. Outre l'avantage scientifique d'une telle situation, le chercheur peut partiellement retrouver grâce à elle, au sein de la macro-ville, les conditions d'échange, de contact, de confiance cumulative (la familiarité acquise auprès d'un habitant se reportant en partie sur tous ses proches) qui est normalement la sienne en milieu villageois.

Ceci étant posé c'est-à-dire le principe d'une observation centrée sur l'individu et conduite à l'échelle du vécu, il reste à s'interroger sur le fil qui permettra de faire le tour d'un objet aussi multiforme que l'existence humaine. Il me faut rappeler, à cet endroit, que mon propos n'est nullement d'épuiser le sujet (!) mais de réaliser une sorte d'exploration thématique de la vie citadine, ou plutôt d'assurer un fondement cohérent à cette exploration qui, nécessairement, doit ensuite se poursuivre à l'échelle de la collectivité.

Dans cette perspective exploratoire, il ne me semble pas qu'il y ait de meilleure piste à suivre que celle des gestes accomplis au fil du temps quotidien. On pourrait dire : les actes, mais ce ne serait pas suffisant. Souvent l'acte est banal tandis que la gestuelle qui l'accompagne est chargée de signification. Exemple : le ménage X prend son repas du soir. Analyse nutritionnelle mise à part, cet acte n'est révélateur que si l'on s'attarde au scénario par lequel il s'accomplit. Apprendre que le mari s'assoit à la table de son salon tandis que son épouse s'en va consommer sa part sous le manguiier en compagnie des femmes des autres locataires de la "cour", que les enfants se groupent autour d'un troisième récipient dans un autre coin de cette cour, que le père accueille néanmoins à sa table la plus grande de ses filles, qu'il s'entretient avec elle au long du repas, qu'il distribue ensuite aux jeunes enfants des fruits chers qu'il a lui-même achetés à la sortie de son bus, tous ces gestes et toutes ces attitudes introduisent à autant de dossiers : rapports conjugaux, complémentarité du logement et de son prolongement externe, solidarités féminines de voisinage, rapports parents-enfants, évolution du statut de la femme, dialogues dans le foyer, introduction d'une consommation pour le plaisir, image du père, et bien d'autres encore qui eussent été bien difficiles à aborder de front.

Il semble que chacune des composantes de l'existence humaine, même les plus immatérielles, ait à l'un ou l'autre moment une expression visible, se traduise par un acte ou un geste. Le temps quotidien couvre la plus grande part de celles qui ont un caractère répétitif ou continu, mais certaines de celles-ci n'apparaissent que dans un cadre temporel plus large : temps hebdomadaire, mensuel, annuel, voire pluri-annuel. A ces données statistiques s'ajoutent les données d'évolution, celles qui font le profil d'une vie et dont le recueil relève des techniques de la biographie.

L'exhaustivité absolue de l'observation est donc difficile à atteindre ; mais la prééminence du temps quotidien proprement dit, assez facilement complété de ce qui, dans les autres échelles de temps, répond à une stricte périodicité (activité de fin de semaine, mesures prises à la fin ou au début de chaque mois, congés annuels, fêtes religieuses...), rend possible, pour l'essentiel, une approche strictement guidée par la trame des heures et des jours. Il est cependant important de noter que même si l'objectif d'une recherche devait se limiter à la quotidienneté élargie ou non, un préalable biographique s'avèrerait indispensable ; que, du reste, l'une et l'autre dimensions sont largement solidaires ; que l'on peut même remarquer que le quotidien, en revoyant continuellement au biographique, enrichit et améliore l'appréhension de celui-ci en l'ancrant dans un certain réalisme.

Faut-il enfin préciser que suivre le fil du temps n'est pas seulement la seule logique qui permette de tendre vers l'exhaustivité, c'est aussi mettre en valeur un paramètre essentiel de l'existence humaine ? La façon dont les faits et gestes de la journée s'articulent dans le temps, le chassé-croisé du temps quotidien de chaque membre de l'unité domestique, les pesanteurs résultant dans la macro-ville du facteur du temps, constituent des éléments d'appréciation bien évidemment nécessaires à l'établissement des faits, à leur identification.

Je ne m'étendrai pas sur les techniques d'enquête susceptibles d'être mises au service d'un tel programme. Il me suffira de dire que sur un indispensable fonds de familiarité avec le milieu urbain concerné un panachage varié peut être établi entre l'observation directe et une série d'entretiens ; que ce type d'investigation est facilement bien accueilli, notamment dans les milieux sociaux en transition, dont les membres sont très preneurs de cet effort d'analyse d'une vie qu'ils contrôlent mal ; qu'une telle recherche est par excellence le lieu d'une possible collaboration entre le regard neuf d'un chercheur étranger (prêt à ériger la banalité quotidienne en fait d'observation scientifique) et du regard averti d'un chercheur national (apte à déceler la signification cachée d'un geste ambigu) ; qu'il n'y a pas à proprement parler de problème d'échantillonnage, le nombre de cas observés n'ayant aucun rôle à jouer à ce stade de l'investigation ; que seul importe à ce stade le sentiment d'avoir débusqué, cas après cas, des conformismes, des difficultés manifestement communes mais dont il appartient à d'autres types d'opération d'évaluer, le cas échéant, l'étendue numérique, de même que la portée et les conséquences au plan de la collectivité.

Cette démarche, à laquelle j'ai consacré en partie mon dernier séjour à Abidjan en compagnie de quelques étudiants ivoiriens (1) pourrait

(1) S. Keita et Ph. H. "Témoignage de vingt femmes d'Abidjan sur leur vie quotidienne", 1977, 60 p. multigr., Centre ORSTOM de Petit-Bassam.

M. Atsain et Ph. H. "Huit frères mossi à Abidjan", 1978, 70 p. multigr., Centre ORSTOM de Petit-Bassam.

Ph. HAERINGER "Introduction à l'étude de la vie conjugale en milieu urbain ivoirien", 1977, 16 p., Actes du Séminaire sur l'éducation à la vie familiale, Abidjan, 24-28 oct., Ministère de la condition féminine, Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, Unesco.

en somme être attribuée à une sorte de "sociographie" qui, par référence au couple ethnographie-ethnologie, précéderait le discours, le logos du sociologue. C'est donc un peu un retour aux patientes et méthodiques explorations des découvreurs de mondes nouveaux. Le descriptif est aujourd'hui décrit dans les sciences sociales, mais s'il s'agit bien de sciences, et de sciences expérimentales, elles ne peuvent éluder cette démarche fondamentale du savoir.

Du reste, la recherche ici présentée n'est pas si exclusivement descriptive qu'elle en a l'air. Elle ne comporte pas que cet aspect préalable, initial, exploratoire qui est sa première justification ; elle n'est donc pas entièrement dépendante, pour être utile, des analyses macro-sociales qu'elle prétend éclairer par la base. De même que les objets culturels répertoriés par l'ethnologue, outre leur valeur de témoin d'un culte dont ils ne disent pas tout, ont une existence propre d'objets d'arts, de même les témoignages individuels recueillis sur des situations urbaines globales qui les dépassent peuvent être parallèlement des objets d'étude autonomes. Ceci est évident pour un psychanalyste ; c'est également vrai pour le sociologue qui se laissera entraîner dans les digressions auxquelles conduit inévitablement l'enregistrement d'une gestuelle. Il découvrira, ou redécouvrira, que par le simple témoignage d'un individu, pourvu que l'entretien -qui peut s'étendre sur des mois entiers ou même sur plusieurs années- soit conduit avec rigueur, peut lui révéler une foule de lois sociales qu'il lui sera superflu de contrôler par une quelconque statistique.

Paris, juin 1979

DESTRUCTURATION ET RESTRUCTURATION DE LA FAMILLE EN MILIEU  
URBAIN. FORMATION DES GROUPES EN VILLE

---

Par Emile LEBRIS (Géographe), Jean-Marie GIBBAL  
(Géographe), Alain MARIE (Sociologue), Annick OSMONT  
(Sociologue), et Gérard SALEM (Géographe).

Cette équipe d'enseignement et de recherche est l'une de celles du Centre d'Etudes Africaines de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Elle se consacre plus particulièrement aux recherches urbaines, prolongeant l'esprit qui avait animé les initiateurs du Centre d'Etudes Africaines dans ce domaine : MM. BALANDIER et SAUTTER, Directeurs d'études (la ville de Brazzaville) et surtout M. MERCIER, Directeur du C.E.A., récemment décédé (études sur Dakar, Thiès, etc...).

Le groupe de chercheurs-enseignants qui se consacre spécifiquement aux recherches urbaines est actuellement composé de :

- A. OSMONT, maître-assistant à l'Institut d'Urbanisme de Paris VIII,
- J.M. GIBBAL, chargé de recherche au CNRS,
- E. LEBRIS, chargé de recherche à l'ORSTOM,
- A. MARIE, assistant en sociologie à Paris V-Sorbonne,
- G. SALEM, laboratoire associé 94.

Les conseillers scientifiques sont MM. G. BALANDIER et G. SAUTTER, Directeurs d'Etudes à l'EHESS.

Le consultant bibliographique est M. AGHASSIAN, chef des travaux à l'EHESS et chef de service de la documentation analytique au CARDAN. Enfin, M. J. PINEAU-JAMOUX et D. VERNIERE participeront aux recherches documentaires et bibliographiques. Ce travail est présenté en annexe.

### Objet de la recherche

A l'occasion du passage du rural à l'urbain, dans les formations sociales dépendantes où l'urbanisation se fait généralement sans industrialisation, il s'agit de montrer que l'intégration à la ville s'effectue de manière privilégiée dans les groupes, le premier et le plus important étant le groupe familial. A partir d'analyses de stratégies économiques, sociales et spatiales mises en oeuvre par ces groupes, nous pensons faire apparaître le sens des transformations de la famille et des autres groupes, redonnant ainsi une extension renouvelée à des concepts comme celui de "continuum rural-urbain" qui ne rendent pas compte du rôle de ces transformations dans la constitution des classes sociales urbaines ce qui est précisément notre objet d'études. Enfin, ces processus étant très différents selon les villes considérées (capitales hyper-urbanisées comme Dakar ou Abidjan, capitales plus traditionnelles comme Lomé ou Accra, villes de l'intérieur comme Kaolack au Sénégal ou Man en Côte d'Ivoire), nous aborderons notre objet de recherche dans une perspective comparative à partir des terrains d'enquêtes spécifiques correspondant aux types de villes définies ci-dessus.

### Objectifs de la recherche

- L'objectif théorique qui préside à la définition de l'objet et des axes de la recherche voudrait se situer dans le cadre d'une problématique plus générale de caractère anthropologique, sociologique et géographique et même anthropo-psychanalytique : quel est le statut - sa place, sa fonction, ses déterminants et son efficace propre - de la famille au sein des rapports sociaux de type urbain et capitalistes ? Dans quelle mesure la famille est-elle le produit de ces rapports ? Dans quelle mesure les reproduit-elle, dans son organisation, dans ses pratiques, son vécu, et dans son idéologie quotidienne (entre autres, à travers des rapports intrafamiliaux ; l'éducation, le mariage ; son fonctionnement économique ; ses stratégies de mobilité sociale et résidentielle ?).

Bien entendu, ces questions n'ont de sens que si elles s'insèrent elles-mêmes dans le cadre d'une problématique urbaine plus générale ; y-a-t-il une spécificité de l'urbain (par rapport à la campagne, à la tradition), et à quels niveaux (du point de vue de l'espace, des rapports de production, des rapports d'autorité, de la communication sociale, de la créativité des agents individuels et collectifs) ?

- L'objet méthodologique découle des analyses précédentes : il s'agit de mettre au point une démarche spécifiquement anthropologique (étude intensive, qualitative et de longue durée d'un petit nombre de familles et de leur diverses ramifications) permettant d'une part de saisir en un lieu concret - la scène familiale - l'ensemble du jeu social et les processus de production, reproduction et transformations, de manière à faire apparaître le caractère systématique, dynamique et processif, d'autre part de l'appliquer, dans une perspective comparative, à d'autres contextes socio-culturels (les sociétés industrielles développées).

- L'objectif est également pédagogique. Dans l'immédiat, il s'agit de mettre sur pied un enseignement se situant au carrefour de la sociologie et de l'ethnologie, dans la mesure où les frontières des disciplines sont de moins en moins justifiables. A long terme, contribuer à promouvoir une approche pluridisciplinaire (sociologique, anthropologique, géographique mais aussi historique, économique et psychologique), de manière à sortir des impasses dans lesquelles s'enferment les spécialistes : à cet égard, le thème de la famille et de la formation des groupes, nous paraît particulièrement fécond, du fait de la multidimensionnalité.

### Cadre de références théoriques

Compte tenu des différents objectifs que nous visons, il apparaît que le thème retenu nous situe d'emblée dans la problématique des processus d'urbanisation et des transformations sociales qui lui sont liées. Notre cadre de références théoriques se situe donc à partir d'une interrogation sur la ville, et plus précisément sur les processus d'urbanisation propres au Tiers-Monde.

S'agissant d'un processus à la fois social et spatial, nous devons nous situer par rapport à deux grands corps théoriques : l'anthropologie d'une part, la géographie d'autre part.

- L'approche anthropologique. Dans notre interrogation sur la ville, telle qu'elle se constitue dans les pays sous-développés, nous rejetons délibérément les théories évolutionnistes et idéalistes de la ville, notamment :

. La théorie inspirée de l'écologie sociale (École de Chicago), liant la production des valeurs sociales urbaines à partir d'un phénomène naturel de densification et de diversification sociale, aboutissant finalement au nominalisme : la théorie de la ville en soi.

. Les théories du développement qui présentent les transformations structurelles comme un simple mouvement cumulatif des ressources matérielles et techniques d'une société.

- Les théories culturalistes, qui associent un type de production (industrie), un système de valeurs (modernisme), un forme d'organisation de l'espace (ville), et qui débouchent elles aussi sur un nominalisme idéaliste.

En réalité notre point de départ théorique se situe dans les théories du sous-développement, qui permettent de rendre compte des déterminants économiques et sociaux des processus d'urbanisation et sociaux des processus d'urbanisation propres au Tiers-Monde, et en font apparaître les caractères spécifiques. On ne peut en effet étudier les transformations de la structure familiale et la formation des groupes sans les situer dans les transformations des modes de production propres aux pays sous-développés. En l'occurrence, les travaux d'économistes tels que S. Amin ou des géographes tels que M. Santos permettent de caractériser le processus d'urbanisation du Tiers-Monde, qui se dissocie de l'industrialisation, et qui se fait dans la dépendance.

Cependant, les acquis les plus récents des sciences sociales (économie, sociologie, anthropologie, géographie), permettent d'éviter des écueils théoriques importants et qui ont tous en fait une résonance idéologique : il s'agit essentiellement des conceptions dualistes des sociétés sous-développées qui pensent montrer la co-existence en ville d'un mode de production rural, traditionnel de type féodal ou asiatique, et un mode de production capitaliste, moderne. A cela s'ajouterait la coexistence des modes de vie de type villageois, archaïque ou tribal et d'un mode de vie urbain, moderne.

En fait de récentes analyses conduisent à des propositions théoriques qui rendent compte à nos yeux du processus de l'urbanisation dépendante, caractérisée à la fois par une apparente désarticulation économique entre secteur "traditionnel" et secteur "moderne" qui se traduit par une croissance des villes sans urbanisation, avec l'apparition d'une masse de population refoulée des campagnes, que l'économie urbaine ne peut intégrer dans son secteur moderne. Cependant une analyse plus poussée fait apparaître la réalité d'une articulation entre secteurs traditionnel et moderne, dans un système qu'on pourrait appeler de transition, dans un sens économique aussi bien que social. Ni vraiment marginaux ni vraiment intégrés, la grande majorité des urbains chômeurs ou sous-employés, ou travailleurs occasionnels, constituent à la fois une armée de réserve, en même temps qu'ils déploient une activité propre, articulée à celle du secteur moderne, mais aussi en relation avec l'activité demeurée rurale.

Ce cadre théorique nous semble pertinent pour rendre compte des contradictions urbaines propres aux pays sous-développés, et c'est par rapport à lui que nous pensons situer les problèmes posés par la destructuration et la restructuration familiales, et la formation des groupes en milieu urbain, rejetant donc une conception dualiste qui serait réductrice.

Enfin ces problèmes ne peuvent être posés que par rapport à des formations sociales précises, qu'il faut situer concrètement.

D'autre part l'analyse de la production spatiale des rapports sociaux spécifiques aux villes du Tiers-Monde, peut permettre de mettre en lumière l'aspect urbain du développement du sous-développement concept mis en lumière par Gunder Frank.

Ce type d'approche, qui renouvelle les propositions théoriques de l'anthropologie, constitue également une problématique originale et récente pour la géographie.

- L'approche géographique.

Le thème urbain a toujours été minoritaire chez les géographes. Curieuse de mondes nouveaux et de civilisations exotiques, la géographie humaniste du début du siècle délaisse pourtant la ville et il faut attendre les années 50-60 pour voir émerger les études urbaines avec les grands traités (George, Chabot, Beaujeu-Garnier) et les thèses (Coppolani, Rochefort, Babonnaux, Dugrand, Bastié). L'approche reste presque toujours cartographique et statistique mais les angles d'attaque sont très variés et s'appuient sur un outillage conceptuel fort riche même si sa solidité n'est pas à toute épreuve. Les géographes étudient les populations urbaines, les fonctions urbaines (activités, pouvoir de décision, zones d'influence ..), l'armature urbaine dans le cadre de la région, de l'Etat ou du groupe d'Etats (taille-répartition), la hiérarchie des villes, l'urbanisation, les civilisations urbaines etc ... Les références aux grands courants de pensée sont également très variées mais elles ressortissent presque toutes jusqu'à une date récente du point de vue idiographique. En deux décennies, les perspectives se sont notablement élargies. La géographie affirme sa prétention à devenir une science nomothétique et les emprunts aux autres disciplines se multiplient en géographie urbaine (théorie des lieux centraux : Christaller, Losch-écologues sociaux de l'école de Chicago, M. Halbwachs et Chombart de Lauwe-méthodes quantitatives B. Berry ..). Certains à la suite du géographe américain Bunge vont même jusqu'à dénoncer une géographie urbaine qui "s'appuyant sur un découpage spatial artificiel ne réalise qu'une infinité de "biopsies" spatiales disjointes". (J.B. Racine in "Herodote" n° 4 Maspéro).

Plus marginale encore que dans le monde développé, la géographie urbaine tropicale n'a intégré que lentement ces débats. Entre les grandes études monographiques de Lassere, Vennetier et Assane-Seck et les idées produites par Milton Santos à une autre échelle d'investigation, des recherches nombreuses ont certes été menées en particulier sur les petites villes et autour du thème "rapports villes-campagne", mais il semble que jusqu'à une date récente, n'aient été remis en cause ni les références, ni les concepts, ni les méthodes (1). La géographie rurale tropicale absorbait il est vrai les énergies et on parvenait difficilement à lier l'étude des villages, point de départ des migrants et l'investigation en milieu urbain plus particulièrement dans les grandes métropoles à croissance rapide.

(1) Quelques exceptions toutefois avec les articles de :

A. George : L'Habitat spontané, parasite de l'urbanisation en pays sous-développé. Cah. int. de Socio 1967

O. Dollfus : Le rôle des villes sur leur environnement et dans la formation de régions en pays sous-développé. Colloque international CNRS

P. Vennetier : Le développement urbain en Afrique Tropicale. C.O.M. 1969.

Nous démarquant de ces démarches, nous situons la nôtre très proche de celle que propose le sociologue M. Castells, et que nous pouvons ainsi formuler : quel est le processus de production sociale des formes spatiales d'une société placée dans une situation de dépendance économique à l'égard du capitalisme mondial et quels sont les rapports entre l'espace constitué et les transformations structurelles ainsi engendrées.

C'est dans cette perspective que nous pensons étudier la famille africaine en milieu urbain, de même que d'autres groupes en tant qu'unités sociales fonctionnelles dont la spatialisation est un des modes de lecture des rapports sociaux à l'oeuvre dans ces unités. En effet, dans la grande ville d'Afrique noire, le jeune immigré d'origine rurale qui s'installe, n'est jamais tout à fait isolé ; s'il quitte son village, c'est que ses relations familiales en milieu urbain l'appellent : il sera hébergé et aidé dans la quête d'un premier emploi. Mais on fait trop facilement appel à l'entraide familiale, à la solidarité villageoise pour corriger ou redresser des statistiques. Ce problème mérite mieux que cela : la famille africaine en milieu urbain n'est pas le ménage restreint, elle est un vaste sous-système, unité souple très fonctionnelle, dont l'analyse approfondie apporte de véritables éléments explicatifs dans le fonctionnement de l'entité urbaine. Ainsi nous proposons nous d'étudier avec des généalogies et biographies de chefs de ménages, quartiers par quartiers, les raisons profondes, de la plus ou moins bonne intégration à la ville des différents groupes de migrants. Ce type d'approche méthodologique a aussi été utilisé par P. Haeringer. Nous mettons en avant les concepts de capacité d'organisation, capacité d'intégration à la ville et à l'économie urbaine, pour ne plus "figer" la ville en une multitude de cadres spatiaux artificiels. Nous retrouvons ainsi la problématique présentée par Marc Vernière sur "Mobilité sociale - Mobilité résidentielle" à laquelle nous ajoutons l'étude des conditions de l'émergence de quelques groupes de petits producteurs urbains.

### Problèmes et méthodes

#### 1) Principales orientations méthodologiques actuelles

La présentation critique des courants théoriques par rapport auxquels nous nous situons implique des choix méthodologiques faits eux aussi de manière critique.

Là encore, plusieurs écueils sont à éviter :

- L'appareil statistique des enquêtes socio-économiques de type "social survey", produites en milieu industriel développé, nous paraît aussi peu adapté que possible pour interpréter la spécificité historique et culturelle des formations sociales africaines. S'en tenant forcément aux éléments les plus facilement mesurables, elles donnent une représentation atomisée d'une réalité complexe et souvent faussée en raison des catégories utilisées car elles sont marquées à coup sûr par l'idéologie du développement économique progressif.

- A l'inverse on ne peut se contenter de prolonger telles qu'elles en milieu urbain les études anthropologiques conduites en milieu rural. L'échelle est différente. En outre, cette procédure

resterait prisonnière de la problématique interprétant le passage du rural à l'urbain comme un continuum, et faisant de la Ville le lieu fétichisé de la modernisation d'une société rurale, lieu de l'archaïsme et de l'immobilité.

Critiquer cette démarche, c'est considérer la ville comme un mode d'organisation - spatial et social - de rapports économiques et sociaux liés à une phase historique de développement, qui par conséquent traversent aussi bien la campagne que la ville, les englobant l'une et l'autre dans un champ relationnel unique.

- Au nom de l'insuffisance théorique et conceptuelle des deux démarches précédentes, on court le risque de plaquer des schémas théoriques a priori sur la réalité africaine. C'est ce que font nombre de marxistes européens. S'il nous paraît légitime de situer le procès d'urbanisation africaine en termes de rapports de production, il convient d'éviter une interprétation exclusivement économiste de la ville, qui risque d'occulter la spécificité concrète et historique de la réalité urbaine.

## 2) De la problématique à la méthode.

Sé démarquant des démarches précédentes, notre approche est résolument anthropologique (la saisie des groupes en situation concrète), et sociologique (l'analyse de la ville comme système social et économique). De la problématique marxiste, nous retenons l'analyse en termes de rapports sociaux de production, d'articulation de modes de production pré-capitalistes et capitalistes, de dépendance à l'égard du capitalisme central. Mais contre un marxisme dogmatique, nous entendons faire appel à ce qui fait l'intérêt majeur de la méthode anthropologique ; la vision du dedans des phénomènes sociaux (le vécu), l'analyse des pratiques des agents sociaux, collectifs et individuels (bricolages, tactiques, stratégies,) l'analyse des représentations (idéologie spontanée, formes de conscience sociale), et l'analyse des relations sociales telles qu'elles se révèlent dans les situations concrètes : événements, conflits, contestations (analyse dite "situationnelle"). Il s'agit donc de privilégier les études de cas intensives et localisées : comment tels groupes concrets représentatifs d'une société urbaine précise s'insèrent dans des ensembles socio-économiques plus vastes marqués par le développement dans la dépendance.

En outre, l'anthropologie est particulièrement bien armée pour faire apparaître, à l'inverse d'une interprétation économiste restrictive, que les processus sociaux sont toujours sur-déterminés : la ville (comme la campagne) ne peut se définir simplement en terme d'expression spatiale de rapports de production stricto sensu ; ainsi nous n'appréhenderons pas la modernité et la tradition comme deux entités fermées, mais comme des pôles économiques, et aussi sociaux, culturels, politiques, idéologiques entre lesquels des flux (de marchandises, d'hommes, de discours et de valeurs) et des intensités (de pouvoirs, de résistances) tissent dans les deux sens un système complexe de rapports sociaux multidéterminés : rapports de production et d'échange, rapports de pouvoirs, rapports idéologiques, au sein desquels les éléments "traditionnels" ou "modernes", "archaïques" ou "nouveaux" sont dialectiquement articulés, dans la société urbaine

comme dans la société rurale.

### 3) La stratégie de l'investigation

Nous aborderons la réalité urbaine avec les outils de l'anthropologie classique (systèmes de parenté et d'alliance, classes d'âge, systèmes claniques et lignages, modes et rapports de production pré-capitalistes, systèmes de représentation du monde ...) et avec ceux de la sociologie (groupes sociaux, division sociale du travail, classes sociales, institutions, mobilité sociale ...). Le principe qui sous-tendra notre démarche est le suivant : partir de groupes réels et les suivre dans le temps et dans l'espace dans les situations concrètes où ils se manifestent, soit collectivement soit p par l'intermédiaire de l'un ou l'autre de leurs membres, de manière à appréhender le système urbain dans ses différentes dimensions : en tant que processus historique ; en tant que système de rapports multidimensionnés ; en tant que champ des pratiques quotidiennes ; en tant que lieu de l'articulation contradictoire et conflictuelle de la tradition et de la modernité.

Le choix d'une telle stratégie se justifie par la nature même de l'objet d'étude. En effet, la réalité urbaine est difficilement appréhendable de manière globale, si ce n'est abstraitement et d'un point de vue théorique à a priori. Cela tient, entre autres, à la complexité de la morphologie urbaine et à celle des populations : réalité mouvante (mobilité résidentielle, superposition de zones d'habitats, hétérogénéité sociale, ethnique, culturelle) avec des structures peu apparentes (disparition ou transformation des institutions villageoises, absence d'institutions de remplacement ou émergence de modèles de fortune), elle résiste aux tentatives d'observations généralisées, ainsi qu'en témoigne l'échec relatif des études se situant immédiatement au niveau macro-sociologique.

Au lieu de vouloir travailler au niveau de toute une agglomération, nous choisissons de construire des objets d'études circonscrits : quartier, groupe social, institution, au travers desquels puisse s'analyser et se définir à terme la réalité urbaine.

### 4) Techniques d'enquêtes et objets d'étude

La délimitation d'un objet d'enquête restreint permet d'utiliser conjointement :

- les techniques qualitatives propres à l'anthropologie : observation participante, intensive et de longue durée ; entretiens approfondis, étude de cas, monographie, analyse situationnelle, généalogies.
- les techniques quantitatives appliquées aux mêmes échantillons restreints : étude des budgets familiaux, études de consommation, études de budgets-temps
- les techniques plus propres à la géographie : photo-interprétation recensements cadastraux, fiches biographiques traitées sur ordinateur.

En fonction de ce dispositif méthodologique, les deux thèmes retenus peuvent être circonscrits de la manière suivante :

### a) Destructuration et restructuration familiale en milieu urbain

Trois critères principaux seront combinés : le statut socio-professionnel du chef de famille ; le type de résidence ; l'appartenance ethnique.

Forme et structure des familles. La technique généalogique permet de fournir des informations diverses : morphologie des familles dans l'espace et le temps, en fonction des types de résidence ; étapes d'implantation ; liens entre mobilité sociale et résidentielle.

Fonctionnement des familles dévoilant leur stratégie économique et sociale, à travers les règles d'alliances matrimoniales, le choix du conjoint, la division du travail à l'intérieur de la famille, le choix de la résidence, la gestion des revenus et du temps.

A ce niveau, les techniques quantitatives et qualitatives précédemment exposées sont toutes mobilisées.

Familles et groupes sociaux : l'entraide familiale élargie et son évolution ; l'aide entre les différents membres des familles urbaines ; l'aide au niveau de la famille étendue en milieu urbain (en espèces, en nature, pour la recherche d'un emploi ...) ; leur niveau et leur fréquence ; l'aide dans le sens ville-village et les stratégies qu'elle implique ; l'aide dans le sens village-ville (par exemple, le village sécurité sociale du citadin) ; l'insertion de la famille au sein des différents groupes sociaux.

Familles et habitat : l'efficace particulière de l'organisation de l'espace du cadre bâti sur l'organisation familiale ; inversement, les stratégies foncières et immobilières des familles ; les rapports de voisinage ; la vie de quartier.

### b) Formation des groupes en milieu urbain

Il s'agit d'abord :

- de systématiser l'étude des groupes déjà connus, et ceci dans deux directions :

- . solidarité villageoise / solidarité urbaine
- . groupes fortement institutionnalisés/groupes informels.

Il s'agit dans le premier cas de groupes à base de solidarité familiale ou villageoise restreinte ou à base de solidarité ethnique étendue et de groupements professionnels, confessionnels, sportifs, récréatifs pour lesquels les critères d'appartenance traditionnelle ne jouent plus.

Dans le second cas, on peut recenser des associations pourvues de statuts et fonctionnant sur la base de la régularité des réunions et des groupements plus informels, plus précaires, et en voie de transformation rapide, mais qui expriment néanmoins la recherche de solidarité à travers des formes plus fluides de sociabilité.

Il s'agit également de recenser et d'étudier des groupes n'ayant pas encore donné lieu à observation. Ce sont des études orientées vers les marginaux de la ville :- les groupes formés à partir des

institutions d'origine rurale, par exemple, les cultes magico-religieux, les cultes de possession. Notons que la connaissance de ces groupes implique la remontée vers l'institution originelle en milieu rural.

- ceux qui naissent dans les couches les plus défavorisées de la population urbaine (manoeuvres sans qualification, chômeurs, jeunes délinquants, prostituées ...).

Dans tous les cas, l'étude comprendra l'analyse des formes instituées de ces groupes (organisation, hiérarchie, lieu de réunion, cotisation, formes d'entraide ...), la constitution de monographie des réseaux sociaux de leurs membres, l'observation directe de leur fonctionnement, des conflits internes, de leurs rapports aux autres groupes, de leur position à l'intérieur du système urbain et du système rural-urbain, des formes de conscience sociale (ou politique) qui les caractérisent. Plusieurs critères seront retenus, notamment la fonction (distinction entre groupes uni-fonctionnels et groupes multifonctionnels et selon le type d'activité : économique, sociale, politique, religieuse, culturelle, etc.) ; le rayonnement spatial dans les mêmes catégories socio-résidentielles que celles retenues pour l'étude des familles.

Il faut souligner, en effet, que du point de vue méthodologique, le lien entre les deux thèmes de la recherche est assurée pour le souci de toujours situer les membres des familles étudiées dans les différentes catégories de groupements sociaux : les groupes retenus, dans un premier temps du moins, sont ceux qui apparaîtront dans les généalogies familiales.

Paris, 1977

A N N E X E

RECHERCHE DOCUMENTAIRE ET ANALYSE BIBLIOGRAPHIQUE

Il convient de signaler que nous sommes à cet égard grandement avanta-  
gés du fait que nous avons accès aux ressources de deux bibliothèques  
particulièrement bien outillées, et du fait que nous avons la possibilité  
d'utiliser les services d'un important centre de documentation. Les deux  
bibliothèques en question sont la Maison des Sciences de l'Homme (plus de  
3000 revues, salle de bibliographie, fonds d'encyclopédies et de diction-  
naires spécialisés, service de prêt inter-bibliothèques, etc...) et la bi-  
bliothèque du Centre d'Etudes Africaines (5000 ouvrages, 300 périodiques,  
fonds de manuscrits inédits : thèses, mémoires, exposés multigraphiés).

Quant au Centre d'Analyse et de Recherche Documentaire pour l'Afrique  
Noire (CARDAN), il met à la disposition de notre équipe son importante in-  
frastructure documentaire : fichier général, inventaire permanent des thèses  
soutenues de langue française, registre des recherches africanistes en cours,  
résumés des articles récemment parus, etc...

Ajoutons à cela deux vestiges des premières entreprises documentaires  
du laboratoire et déposés au Centre : un dossier sur les villes historiques  
en Afrique tropicale, composé d'extraits, de résumés et d'analyses d'ouvrages  
en français et en anglais : une bibliographie extensive de première main,  
établie sur fiches (environ 6000, toutes dactylographiées), qui embrasse  
sous un classement géographique, l'essentiel de la littérature sur les vil-  
les d'Afrique au sud du Sahara jusqu'en 1971.

Les recherches bibliographiques seront conduites sur la base du dé-  
pouillement méthodique, régulier, d'un certain nombre de revues et de bi-  
bliographies spécialisées courantes.

Les revues que nous envisageons de consulter et d'analyser systéma-  
tiquement (voir liste plus loin) ont été choisies en fonction de leur inté-  
rêt immédiat pour notre travail, soit parce qu'elles permettent de se tenir  
au courant des derniers développements des recherches dans le domaine des ôtu-  
des urbaines, soit parce qu'elles consacrent une large part de leur contenu  
à des problèmes théoriques ou à des questions de méthodologie. Il importe  
de souligner que les périodiques retenus sont tous consultables au CEA ou  
à la bibliothèque de la MSP.

Pour compléter notre information bibliographique, pour découvrir l'ex-  
istence d'autres textes (articles, livres, contributions à des mélanges,  
communications à des colloques, documents officiels, etc...), nous avons  
l'intention de dépouiller très régulièrement une série de bibliographies cou-  
rantes d'extension variable : la Bibliographie Géographique Internationale  
(Paris), la Bibliographie Ethnographique de l'Afrique Sud-Saharienne (Musée  
Royal de l'Afrique Centrale, Tervuren), la Bibliographie Internationale de  
Sociologie (Londres), l'International African Bibliography (Londres), le  
Population Index (Office of Population Research, Princeton), et les Saga  
Urban studies Abstracts (trimestriel, Beverly Hills).

Signalons enfin, que M. Michel AGHASSIAN, chef de travaux à l'EHESS et chef de service de la documentation analytique, est prêt à s'associer en tant que bibliographe à nos projets. En outre, à l'EHESS, il consacre une série d'exposés aux problèmes de documentation et de terminologie dans le champ des études urbaines. Cette intervention constitue un atout certain quant à l'efficacité de l'équipe de travail réunie autour de ce projet.

LISTE DES REVUES QUI SERONT DEPOUILLEES SYSTEMATIQUEMENT

Revue d'études urbaines :

- African Urban Notes  
3 numéros par an, Center for African Studies, Michigan State University, East Lansing.
- Comperative Urban Research  
3 numéros par an, New York
- Espaces et Sociétés  
Revue critique internationale de l'aménagement, de l'architecture, trimestriel.
- Journal of American Institute of Planners :  
Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, Mass.
- Journal of Urban History  
trimestriel, Sage Publications, Beverly Hilles London.
- Planification, Habitat, Information  
trimestriel, Secrétariat des Missions d'Urbanisme et d'Habitat, Paris
- Urban Affairs Quartererly  
trimest. Institute of Public Policy Studies, University of Michigan, Ann Arbor
- Urban Anthropology  
semestriel, Department of Anthropology, Suny Collège, Bröckport, N.Y.
- Urban Studies  
3 numéros par an, University of Glasgow
- Vie Urbaine  
Urbanisme, Habitation, Aménagement du Territoire, Institut d'Urbanisme de l'Université, Paris.

Revue locales et africanistes :

- Africa  
trimestriel, International African Institute, London
- African Social Research  
Institute for Social Research, University of Zambia, Lusaka, semestriel.
- African Studies  
African Studies Institute, University of Widwatersend, Johannesburg, semestriel

- African Studies Review  
Journal of the African Studies Association, 3 nos par an, Syracuse, N.Y.
- Africana Research Bulletin  
Institute of African Studies, Fourah Bay College, Freetown (Sierra Leone)
- Bulletin de l'Institut Fondamental de l'Afrique Noire  
serie Sciences Humaines, trimestriel, Dakar
- Cahiers d'Etudes Africaines  
Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales : Centre d'Etudes Africaines
- Cahiers Ivoiriens de Recherche Economique et Sociale  
Centre Ivoirien de recherche écon. et sociale
- Cahiers ORSTOM  
série Sciences Humaines, Office de la Recherche Scientifique et Technique  
Outre-Mer
- Environnement Africain  
Cahiers d'étude du milieu et d'aménagement du territoire, Programme "Formation  
pour l'environnement" (ENDA), Dakar, en coll. avec l'Institut African Inter-  
nat.
- Etudes Maliennes  
trimestriel, Institut des Sciences Humaines, Bamako
- Journal of African History, Cambridge University Press, London, trimestriel
- Journal of African Studies  
African Studies Center, University of California, Berkeley, trimestriel
- Journal of Southern African Studies  
Oxford University Press, London, semestriel
- Kyoto University African Studies  
annuel, Kyoto
- Liberian Studies Journal  
Department of Anthropologie, University of Delaware, Newark, semestriel
- Manpower and Unemployment Research in Africa  
Centre for developing-Area Studies, McGill Univ. Montreal
- Nigerian Journal of Economic and Social Studies  
3 nos par an, Nigerian Economic Society, Ibadan
- Notes et Documents Voltaïques  
Centre Voltaïque de recherche scientifique, Ouagadougou, trimestriel
- Psychopathologie Africaine  
3 nos par an, Société de psychopathologie et d'hygiène mentale, Dakar
- Research Review, 3 nos par an  
Institute of African Studies, Legon (Ghana)

- Revue Canadienne des Etudes Africaines  
Association canadienne des études africaines, Ottawa, 2 nos par an
- Savanna  
Journal of the Environmental and Social Sciences, Ahmadu Bello University Zaria (Nigeria), semes.
- Tanzania Notes and Records  
semestriel, Tanzania Society, Dar es Salaam.
- West African Journal of Sociology and Political Science  
trimestriel, Exeter (G.B.)

Revue de sociologie et d'anthropologie sociale :

- American Journal of Sociology, bimestriel, University of Chicago.
- American Sociological Review, American Sociological Association, Washington, bimestriel.
- Annales de l'Université d'Abidjan, série Ethnosociologie, Institut d'Ethnosociologie de l'Univ. d'Abidjan.
- Annual Review of Anthropology, Palo Alto, Cal.
- Anthropological Quarterly, Department of Anthropology, Catholic University of America, Washington.
- British Journal of Sociology, London School of Economics and Political Science, London, trimestriel.
- Cahiers Internationaux de Sociologie, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, semestriel.
- Human Organization, Society for Applied Anthropology, Washington, trimestriel.
- Journal of Asian and African Studies, Department of Sociology and Anthropology, York Univ. Toronto.
- Journal of Marriage and the Family, National Council on Family Relations, Minneapolis, trimestriel.
- Recherche sociale, bimestriel, Fondation pour la recherche sociale, Paris.
- Revue Française de Sociologie, trimestriel, Centre d'Etudes Sociologiques, Paris.
- Social Forces, trimestriel, University of North Carolina, Chapel Hill, N.C.
- Sociological Review, 3 nos p.a., University of Keels, Staffordshire.
- Sociology, 3 nos p.a., British Sociological Association, London.

Revue de Géographie et de Démographie :

- Annales de Géographie, Bulletin de la Société de Géographie, bimestriel, Paris.
- Annales de l'Université d'Abidjan, série Géographie, annuel, Abidjan.
- Annals of the Association of American Geographers, trimestriel, Washington.
- Bulletin de l'Association de Géographes Français, bimestriel, Paris.
- Cahiers d'Outre-Mer, Revue de géographie de Bordeaux, Institut de géographie et d'études régionales de l'Université de Bordeaux.
- East African Geographical Review, Makerere University Uganda Geographical Association, Kampala, annuel.
- Die Erde, Zeitschrift der Gesellschaft für Erdkunde, Berlin, trimestriel.
- Erdkunde, Archiv für Wissenschaftliche Geographie, trimestriel, Bonn.
- L'Espace Géographique, Régions, Environnement, Aménagement, trimestriel, Paris.
- Etudes de Planning Familial, publication du Population Council, New-York - Paris, mensuel.
- Géographical Journal, Royal Géographical Society, London, trimestriel.
- Géographical Review, American Géographical Society, New York, trimestriel.
- Nigerian Geographical Journal, Nigerian Geographical Association, Lagos, semestriel.
- Population, Institut national d'études démographiques, Paris, bimestriel.
- Population studies, Journal of Demography, Population Investigation Committee, London, 3 nos p.a.
- Revue de Géographie de Lyon, Institut de Géographie de l'Université de Lyon 11, Lyon, trimestriel.

Revue du ressort d'autres domaines :

- Annales (Economies, Sociétés, Civilisations), Ecoles des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris.
- Civilisations, Institut International des Civilisations différentes, Bruxelles, trimestriel.
- Comparative Studies in Society and History, Society for the comparative Study of Society and History
- Cultures et Développement, Revue Internationale des sciences du développement, trimestriel, Institut d'étude des pays en développement, Université catholique de Louvain.
- Economic Development and Cultural Change, Research Center in Economic Development and Cultural, Change, Chicago, trimestriel.

- Journal of Developing Areas, Western Illinois University, Macomb, I11, trimestriel.
- Tiers-Monde, Institut d'étude du développement économique et social (IEDES) de l'Université de Paris.

En ce qui concerne les collections d'ouvrages, il en existe peu qui portent exclusivement sur les problèmes urbains en Afrique, en raison de l'absence d'études systématiques à visée exhaustive dans ce domaine. En dehors des collections telles que :

- Les dossiers africanistes, Ed. Maspero
- Bibliothèque d'anthropologie sociale, Presses Universitaires de Grenoble.
- Social Sciences Papersake;
- Asa Monographs, Tavistock publications.

où il est parfois possible de trouver des titres concernant notre champ d'études, nous pensons au moins dans un premier temps, explorer plutôt des ouvrages qui fournissent une bibliographie très détaillée sur notre thème. Parmi eux nous avons retenu :

- Urban dynamics in Black Africa, W.J. Hanna et Judith Hanna, ed. Aldine Atherton 1971.
- Fidgerald and the revolution, Budge, 1973.
- Urban Anthropology, ed. Aidan Southall, Oxford University Press, 1973.
- Urban Ethnicity, Asa Monograph. 12, Tavistock publications, 1974.